





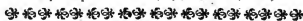
B. J. 2. 344

N A P L E S.

NAPLES
CE QU'IL FAUT FAIRE
POUR RENDRE
CE ROYAUME
FLORISSANT.



AMSTERDAM



MDCCLXXI.



DECLARATION DE L'AUTEUR.

ON trouvera à la tête de cet essai un long préambule sur les Arts. Je n'aurois point embarrassé la tête du lecteur de cette dissertation, si la liaison qui se trouve maintenant dans la République générale n'établissoit un rapport entre tous les Etats: de manière qu'on ne peut former un système économique dans un gouvernement qu'il n'influe sur les autres.

Mais ce n'est pas la seule raison qui m'a déterminé, à l'y placer. Je me suis proposé de remonter à la source des divisions qui troublent notre monde politique, & faire voir que les avantages

que certains Etats prennent sur d'autres dans la main d'œuvre occasionnent ces révolutions qui causent de si grands maux à la société générale.

Après que les guerres ont bien desolé les nations ; on cherche à faire la paix. Comme il est toujours question alors de rétablir l'équilibre, on mît un l'est pour m'exprimer ainsi à la puissance des Etats qui se sont rendus trop supérieurs afin de rétablir le niveau. Il est étonnant qu'il ne soit pas encore venu dans l'esprit des négociateurs d'établir une proportion dans les arts : c'est-à-dire dans la chose qui donne les moyens de faire la guerre. La politique parviendrait à ses fins par un chemin plus court que celui qu'elle s'est proposée jusques ici.

Pierre le grand Czar de Moscovie étant en France, demanda des artistes afin d'encourager l'industrie russe. Il étoit

étoit alors à Paris logé dans une maison du Roi: on lui accorda sa demande. Il lui fut permis d'amener dans ses Etats des hommes versés dans tous les arts. En vérité le Roi de France fit peut-être alors par hospitalité, ce que les autres Souverains de l'Europe auroient dû faire par politique. Ainsi si je fais un détour, ce n'est que pour arriver plutôt à mon sujet; je voudrais prouver qu'il conviendrait à la République générale de faire paroître sous un meilleur génie l'Espagne, le Portugal & Naples, trois Royaumes dont les richesses, & l'inaction causent de grands maux par les facultés qu'ils donnent à certains Etats de troubler l'Europe. Je n'indiquerai point les moyens qu'ont les autres deux Monarchies; je ne m'attacherai qu'à faire voir les ressources qui sont dans le Royaume de Naples.

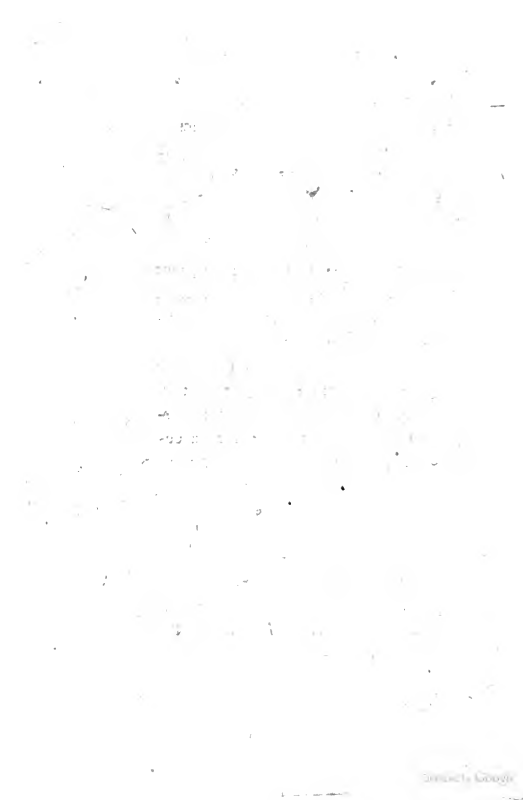
Au reste, ceux qui ne parcourent un livre sur le gouvernement que pour y trouver une critique des gens en place, peuvent s'épargner la peine de lire celui-ci. Dans un État qui a dégénéré, il est aussi injuste de s'en prendre aux Ministres qui le dirigent actuellement, que de vouloir les rendre responsables des fautes de leurs prédécesseurs : ordinairement les vices qui se font remarquer dans un État, ne s'y sont pas introduits tous à la fois : c'est presque toujours l'ouvrage du tems & de la corruption, quelquefois même celui de la fortune qui se plaît à confondre la prudence.

La France n'est pas encore bien rétablie des malheurs qui l'affligèrent sous le regne de Louis XIV. Le Portugal se fouviendra long tems de la maladie de Jean V. Les playes que l'ambition de Charles XII. fit à la Suede saigneront

pen-

pendant plusieurs siècles. Il y a souvent de causes premières qui forcent la science du gouvernement. Par une fatalité particulière à nos tems modernes, les plus grands Ministres ne sont pas toujours ceux qui ont le mieux reussi. Je déclare donc que mon dessein n'a pas été d'attaquer la réputation de ceux qui sont chargés du gouvernement. Et si dans la foule des vices d'administration que j'indique, il y a quelque trait qui leur ressemble, & qu'on en fasse l'application; c'est que dans un État où beaucoup de desordres se sont remarquer, on est toujours tenté d'en accuser ceux qui sont à la tête des affaires.

PLAN



P L A N

Qu'on s'étoit proposé dans cet ouvrage.

LA Providence m'ayant transplanté dans le Royaume de Naples au commencement de l'année 1767, je crus me trouver dans la Terre de Promission. Un physique heureux; un Ciel serrein, un air temperé, un terrain abondant: tout m'annonçoit un état florissant. La fertilité est le premier de tous les biens.

Mais je m'aperçus bientôt que toutes ces richesses étoient à pure perte.

Je ne découvris aucune trace de cette belle agriculture qui sert de fondement à la puissance des Etats. Toutes les branches de cette importante administration éto-

étoient sorties de leur rang. Je vis des vignes, là où il eût fallu des champs : Les terres à bled étoient changées en jardins ; on plantoit des arbres fruitiers où l'on auroit dû semer des grains ; & dans les endroits où l'on auroit dû recueillir des fruits, on ne recueilloit rien ; en un mot, aucun système de plantation, aucun ordre, aucune pratique combinée par chaque portion de terrain.

J'entrai dans Naples, j'y cherchai les Arts ; mais je n'y trouvai qu'une douane. Elle me conduisit au port. J'y vis un grand nombre de vaisseaux étrangers qui chargeoient les premières matières de la Nation, d'autres qui les raportoient toutes ouvrées, & qu'on vendoit ensuite à la Nation à un très-haut prix.

J'aperçûs bien de loin quelques manufactures du pays ; mais elles étoient si imparfaites, qu'elles ne servoient qu'à donner plus de lustre aux étrangères, &

par

par conséquent augmenter leur importation.

Je quittai les Arts pour passer au commerce; mais je n'en aperçus aucune trace. Celles que je découvris étoient entre les mains des Etrangers qu'ils faisoient valoir à leur profit.

Les Finances n'étoient pas dans un meilleur état; après plusieurs recherches sur le Gouvernement économique; je me crûs chez une Nation nouvellement établie sur la terre, & qui n'avoit pas eû le tems de se former.

Cette disposition des choses fit naître la pensée de donner un traité d'agriculture, de commerce, des Arts, & d'industrie pratique; mais je voulus auparavant essayer mes idées: étranger au milieu d'un Etat qui m'étoit presque inconnu, je ne devois rien hazarder par moi-même. Je communiquai mon dessein à un homme d'esprit de la Nation, qui

a des

a des connoissances & des lumieres: vous pouvez, me repondit-il, vous épargner la peine de réfléchir sur notre Gouvernement: si vous écrivez là-dessus, vous ne ferez qu'un livre. Notre réforme n'est pas l'ouvrage d'un particulier; c'est l'affaire de la législation.

Le desordre dont vous voudriez donner le tableau n'est pas une suite de ce Regne, ni de celui qui l'a précédé. Il faut peut-être remonter à notre Histoire depuis les Romains pour en découvrir la source. Les vices de notre administration, qui se font remarquer aujourd'hui viennent de loin; ils tiennent à des choses d'une antiquité très-reculée.

Le Royaume de Naples a toujours floté au gré du vent de la fortune. Presque tous les Princes qui l'ont gouverné dans les différents âges du monde, n'ont gueres pensé à l'Etat; ils n'ont songé qu'à la Couronne. Les Vicerois ont ache-

vé

vé ensuite de porter les désordres partout, & d'appauvrir l'Etat pour s'enrichir eux-mêmes. Cependant la corruption a gagné les parties les plus saines de la Monarchie: de maniere qu'il faudroit aujourd'hui renverser l'Etat pour rétablir l'Etat.

Depuis la grande révolution qui donna une nouvelle tournure aux affaires de nôtre monde, il ne s'est fait aucun changement considérable dans ce Royaume: Tous les autres peuples de l'Europe ont augmenté leur puissance relativement à leur grandeur: Naples seul a dégénéré. Toutes choses égales d'ailleurs nous sommes aujourd'hui plus foibles que nous ne l'étions du tems de Charlemagne.

Le malheur est que la corruption n'a pas été assez grande pour détruire la constitution, & du debris de l'ancien gouvernement, en former un nouveau; comme cela est arrivé à tous les peuples qui se sont reformés.

Pen-

Pendant ce tems-là une administration arbitraire s'est établie ; celle-ci a fait plus de mal que la corruption elle-même. Nos Rois ont pris des Ministres dans toutes les conditions, & ils n'ont pas toujours choisi les plus habiles gens du monde.

C'est un des inconvénients du gouvernement Monarchique, que deux ou trois hommes, & souvent un seul homme soit chargé de toutes les affaires. On veut qu'un mortel unique dirige une Nation entiere ; qu'il gouverne le Royaume, qu'il connoisse les intérêts des Princes ; corresponde avec toutes les Cours, traite avec toutes les Puissances, négocie avec tous les Ministres, qu'il dirige le gouvernement politique & civil, qu'il se charge du commerce, des Arts, & de l'industrie, en un mot, on veut qu'il soit plus habile lui seul que cent Ministres d'Etat les plus éclairés.

Cepen-

Cependant l'accablement gagne cet homme; il est courbé, pour m'exprimer ainsi, sous le poids des détails. L'habitude s'en mêle: il ne va plus que machinalement. Il est si facile de faire aujourd'hui ce qu'on a fait hier; & si mal aisé de faire demain ce qu'on n'a fait ni hier, ni aujourd'hui, que ce Ministre ne sort plus d'un certain arrangement d'occupations journalières. Il voit l'Etat en petit, ce n'est plus le Ministre, mais le précepteur du Royaume. Il arrive par-là que plusieurs millions de sujets tombent dans l'oïveté, & que personne n'a rien à faire parcequ'un seul homme ne fait rien.

A calculer sur le pied de M. le Maréchal de Vauban à tant d'hommes par lieue, il manqueroit plus de quatre millions d'habitans au Royaume de Naples. Si ce qui est reçu aujourd'hui dans tous les systèmes est fondé; je veux dire

B

que

que la force d'un Etat dépend du nombre de ses sujets, nous sommes la moitié moins puissants que nous ne devrions l'être, Il n'y a point d'ordre économique qui puisse remédier à cet inconvénient, Vous ferez bien un livre sur la dépopulation de ce Royaume; mais ce livre ne fera point des hommes,

Le commerce étranger qui produit seul de grandes richesses aux Etats est entre les mains des Nations puissantes qui ont les moyens de les faire valoir, & des forces pour les protéger. Pour nous nous n'avons aucune de ces ressources. Notre administration ignore jusqu'aux premiers éléments du commerce.

Enfin il y a un vice dans notre gouvernement, auquel tous les écrits ne remédieront point; je veux dire la main morte. Les deux tiers des terres du Royaume de Naples sont possédées d'une manière précaire. Pour rétablir la Monar-

narchie, il faudroit remonter au principe de ce désordre, & corriger le mal dans sa source, je veux dire, faire rentrer les Citoyens dans leur droits, & rendre à un chacun ce que la main morte lui a enlevé; mais il y a trop de gens intéressés à empêcher cette réforme, & ces gens aujourd' hui sont trop puissants pour qu'on puisse la faire impunement &c.

Ce raisonnement me fit suspendre mon ouvrage. Je quittai la plume. Cependant j'avois jetté sur le papier quelques réflexions qui alloient être ensevelies dans l'oubli. Je résolus de les publier.

Je préviens donc que ce n'est pas ici l'ouvrage dont j'avois d'abord formé le plan, mais seulement quelques pages de cet ouvrage.

Cependant avant de commencer il faut que je refute les objections qu'on vient de lire; car si elles étoient fondées, il

seroit inutile d'écrire sur la réforme d'un Etat qui ne seroit pas susceptible de réforme.

Si on fait attention à cette grande révolution qui a changé la face de l'Europe moderne, on trouvera que les plus puissants gouvernemens ont passé au delà de mille ans dans l'obscurité. Leur fortune est nouvelle. Nous verrons ailleurs qu'il ne tenoit qu'à chaque nation de suivre le plan d'agrandissement universel: or si après dix siècles d'anéantissement, certains Etats ont eu le moyen de s'agrandir, d'autres ont pu s'élever.

Dépuis quelque tems on a cherché à abaisser le gouvernement Monarchique, on lui a refusé la vertu, pour ne lui accorder que l'honneur, & à cause de cela même, il vient toujours dans l'esprit de lui préférer le républicain.

Je ne suis point entêté du gouvernement d'un seul. Il a de grands inconvé-

véniens ; mais un de ses avantages , c'est qu'il peut se remonter , & faire changer un peuple de génie à chaque règne :

Les Républiques que nous connoissons aujourd'hui sont si malheureuses , qu'il y a toujours à perdre pour des sujets à devenir citoyens. C'est que la corruption de plusieurs est plus dangereuse que celle d'un seul : Dans le gouvernement lorsque ses ressorts sont une fois démontés , le relâchement va jusqu'à l'entier affoiblissement ; aussi ces Etats ont-ils besoin pour se soutenir de la forme Monarchique ; la République d'Angleterre se cache derrière le Trône : la Hollande a eu besoin d'un Statouder. Quoique le Doge à Venise ne gouverne pas l'Etat , on lui a donné le nom de Prince.

On parle toujours des talens & de l'habileté que doivent avoir ceux que le Monarque choisit pour être à la tête de

l'administration : il ne faut pas se mettre dans l'esprit que ces hommes aient besoin d'être de si vastes génies. Le Cardinal de Richelieu voulant faire passer son administration pour un chef d'œuvre en politique, donne de si grandes qualités aux Ministres d'Etats, qu'on ne peut guère se flatter de voir naître de tels hommes d'ici à la dissolution des Monarchies.

Dépuis que dans les gouvernements la machine de l'administration est montée, il n'est plus si difficile d'être Ministre.

Les véritables Ministres sont les subalternes chargés des détails. Je parle de ces hommes actifs, laborieux, infatigables, qui sont cachés derrière l'administration.

Ce ne sont pas les grandes affaires, qui prennent le plus du tems aux gens en place. Les riens, les minuties leur empor-

portent une grande partie de leur tems; c'est le petit cabinet qui fait tort au grand. Il manque un établissement dans le gouvernement Monarchique, je veux dire un département de minuties, sous le titre de *Bureau des bagatelles d'Etat*. Ce Bureau subalterne seroit d'un grand soulagement pour les premiers Ministres.

On se plaint depuis long tems que le nombre des hommes diminue dans chaque Etat: en effet si l'on porte ses regards sur les premiers âges du monde, & que l'on compare la population ancienne avec la moderne, on trouvera que l'Europe n'est presque plus qu'un desert. Il est à présumer que des causes physiques mêlées aux morales ont produit cet effet. Peut-être que de bonnes loix civiles préviendroient cette défail lance de la Nature; mais ce mal cesse d'en être un par la raison qu'il est universel. Le mot de population qui se trouve au-

jourd'hui dans la bouche de tout le monde n'est presque jamais entendu dans son véritable sens. Ce ne sont pas les hommes qui manquent aux Nations: ce sont les Citoyens. Pour l'ordinaire les gouvernemens qui se plaignent le plus de la disette des habitans en sont surchargés, & on peut dire que c'est ce poids qui les accable. L'exemple de ceci se trouve dans mon sujet même. Quand on ôteroit de la population du Royaume de Naples deux cents mille mandians, un pareil nombre qui n'ont point de subsistance, & peut-être autant qui sont dans l'indigence, la population générale n'en seroit que mieux; elle seroit délivrée de cette vermine qui ronge la société, parcequ'elle gêne de mille manières la propagation; Règle générale: lorsqu'on partage la subsistance universelle avec une population inutile, on ne fait que gêner la population nécessaire.

On

On dit que ce sont des hommes ; mais ces hommes nuisent au gouvernement dont ils sont membres : il y a donc une population qu'il faut diminuer, & une autre qu'il faut encourager, c'est sur celle-ci que doivent porter les réglémens politiques

A l'égard des premières branches du commerce, il est vrai qu'elles sont dans les mains des Nations puissantes & industrielles qui les font valoir ; mais on verra aussi qu'elles s'en sont emparées furtivement : ainsi chaque Nation est à tems de rentrer dans ses droits. Le commerce général n'a point de maître. C'est un bien qui appartient au monde entier. Depuis que la navigation a ouvert les portes de l'Univers, tous les peuples ont acquis des droits sur le commerce général. Si de certains Etats y ont fait plus de progrès, c'est qu'ils ont profité de l'avuglement ou de la nonchalance
des

des autres; mais comme rien ne prescrit dans la politique, un gouvernement qui s'est négligé dans un tems peut sortir de son affaiblissement dans un autre.

Il y a des choses que l'on repete tous les jours parce qu'elles ont été dites une fois. Dans tous les pays catholiques, on se plaint beaucoup de la main morte: & en effet, à ne l'examiner que dans le rapport qu'elle a avec le gouvernement économique, elle cause des maux infinis: le plus considérable est qu'elle jette toutes les richesses d'un côté, ce qui gêne extrêmement la circulation générale. Mais je dirai bien que cela dépend beaucoup des circonstances & d'un certain arrangement de causes secondes: l'Histoire du monde chrétien parle de certains âges où l'Eglise n'avoit rien, cependant les gouvernemens politiques n'étoient pas mieux; on pourroit même prouver qu'ils étoient plus mal:

Des

Des guerres affreuses desoloient les nations; on se battoit alors pour avoir les révenus des Temples, & bien loin que l'extinction de la main morte enrichît les Etats, elle les appauvrissoit au contraire.

Je ferai ici quelques réflexions: attendu qu'on prend ordinairement le change à l'égard de cette matiere qui cause bien de disputes, & sur laquelle on ne s'entend jamais. Lorsqu'on veut faire quelque changement considérable dans le Clergé, il faut remonter au principe du gouvernement. Si l'Etat est conduit par un Prince, on peut permettre à l'Eglise d'être puissante: s'il est dirigé par un senat, il faut mettre des bornes à ses richesses. C'est que dans le gouvernement absolu la puissance des grands corps particuliers tempere un peu le despotisme au lieu que dans les Républiques les grands corps diminuent le pouvoir du

Sc-

Senat. Dans le premier cas, la main morte mene au despotisme d'un seul; Dans le second il conduit au despotisme de plusieurs; c'est un vice qui naît de la constitution même, le mal est dans la chose. Il n'y a point de forme qui puisse le prévenir. Presque toujours le remède est pire que le mal.

Que seroient devenus l'Espagne & le Portugal si ceux qui avoient donné le plan d'éteindre la main morte avoient reussi? Le despotisme des Rois auroit achevé d'abîmer ce que l'Eglise soutenoit encore un peu. Comment auroit-on pu tirer avantage de cette extinction, s'il n'y avoit aucun établissement de fait pour empêcher que ce bien ne devînt un mal? car à qui auroit-on distribué ces richesses? aux Grands? ils en auroient abusé; au peuple? celui-ci n'étant pas préparé à cette nouvelle aïssance, elle n'eût servi qu'à l'appauvrir davantage.

van-

vantage; l'oisiveté & la paresse auroient achevé de le perdre. L'histoire est pleine des maux que les richesses subites ont causé aux Etats. C'est l'endroit le plus difficile de la politique que de préparer les peuples à devenir riches.

On trouve encore un exemple dans les annales du monde du danger qu'il y a à changer la disposition de ces biens. Henry VIII. Roi d'Angleterre ayant distribué toutes les richesses du Clergé, il vint un homme après lui qui disposa de la fortune publique, se joua de la Religion, fit mourir le Roi, & renversa le thron. On avoit cru que la Monarchie étoit à son plus haut degré de puissance, & elle touchoit au moment de son anéantissement. Comme par cette reforme les pouvoirs intermediaires subordonnés se trouvant détruits; Cromvvell qui étoit cet homme, ne se fut pas plutôt rendu le maître du Parlement qu'il le fut de la nation.

Quand'

Quand on a le malheur d'être né sous un gouvernement qui tend au Despotisme, il vaut mieux avoir deux Despotes qu'un seul. Car tandis que ces deux pouvoirs se balancent, & se tiennent en équilibre, il reste une ombre de liberté, & cette ombre suffit pour moderer un peu le Despotisme.

Il est malheureux pour le genre humain qu'il faille établir deux maux pour prévenir les inconveniens d'un seul; mais notre monde politique est fait aujourd'hui comme cela.

Il n'est pas douteux que le pouvoir absolu seroit mieux entre les mains d'un Monarque patriote, dont la puissance n'étant bornée par aucun coin seroit ressentir au loin ses bienfaits; mais où trouver ce Prince? & si la fortune le fait naître quelquefois, c'est un bien passager qui finit avec son regne.

Le

Le Clergé de France est immense. Ses richesses sont prodigieuses. C'est le plus grand propriétaire du Royaume. Il est composé de cinq cents mille Célibataires qui ne se marient point, & ne travaillent pas pour l'Etat, ce qui gêne de mille manières son agriculture & sa population; cependant cette Monarchie a montré des ressources qui ont étonné l'Europe.

Il n'est pas toujours nécessaire de mettre en mouvement tous les ressorts de la politique pour rendre un Etat florissant.

On a imaginé que les pays protestans où on a mis des bornes à la main morte, sont plus riches & plus heureux que les Etats catholiques, mais ce n'est pas parce qu'ils sont protestans: cette aisance publique vient de la nature du gouvernement & non de la Religion; elle tire sa source de la constitution, chose

chose tout à fait distincte de la maniere d'adorer Dieu.

Si on examine les Etats en Europe où la reforme est établie, & qui fleurissent le plus, on trouvera que c'est à une sorte d'indépendance qu'ils doivent leur prospérité.

Je n'ai point dit ceci pour rien diminuer des abus qui se glissent dans la main morte; mais seulement faire sentir qu'un gouvernement peut s'élever à la grandeur indépendamment des vices qui y sont attachés.

Dans un Etat qu'on veut reformer, il ne s'agit pas toujours de chercher à tout corriger, mais de s'accommoder aux circonstances, & se plier aux positions.

En fait des richesses du Clergé, voici je crois quelle est la règle; lorsqu'on est le maître de ne point souffrir la main morte, on ne doit pas la permettre; quand

quand on la trouve établie, il faut la tolérer.

Pour résumer enfin; parce qu'il y a un mal dans l'Etat, faut-il abandonner tous les autres biens? parce que beaucoup de terres sont possédées d'une manière précaire, doit-on délaisser les autres terres? en un mot parce que beaucoup de Citoyens s'ensevelissent dans le Célibat, & abandonnent la République, faut-il pour cela désespérer de la République?

Quoiqu'il en soit, si cet essai reussit, je donnerai le livre dont j'avois d'abord formé le plan. Cet ouvrage contiendra un corps d'agriculture pratique, suivi d'un traité de commerce, d'industrie, arts, & métiers. Ceux qui dans cette Monarchie ont écrit jusques ici sur ces matieres, ont parlé en général. J'irai plus loin, j'en ferai l'application à ce Royaume.

C CHA-

CHAPITRE PREMIER

Discours politique sur les Arts en général, & de l'influence qu'ils ont sur le système universel.

O N ne trouve aucun siècle dans le monde où l'on ait plus écrit sur le gouvernement économique que celui où nous vivons, & il n'y en a peut-être aucun où l'on se soit le plus écarté de ce sujet.

Depuis dix lustres, il a paru plus de livres sur la population, l'Agriculture, les arts, & le commerce, qu'il s'en étoit publié depuis la décadence de l'Empire Romain. J'ai lu tous ces livres ou presque tous; je n'y ai trouvé que des mots, j'ai appliqué les mots aux choses, & le tout a disparu. J'en sais bien la raison; c'est que plus il y a d'écrivains qui traitent un même sujet, & plus il devient dif-

diffus. Je connois un Monarque, qui, pour savoir exactement l'heure de son existence, imagina d'avoir cinquante montres dans son appartement; Depuis ce tems-là ce prince ne sçut plus la minute qu'il existoit. Il en est de même des Auteurs dont les écrits ne sont jamais à la minute.

On a dit que le grand nombre de livres en multipliant les idées avoit répandu des lumières dans cette branche de l'administration. On a dit mal. La profusion indique toujours un vice dans l'esprit. On ne seroit pas si diffus si l'on favoit bien. Il n'y a qu'un chemin pour arriver à la vérité, & lorsqu'il s'en présente plusieurs, on est sûr de prendre le plus mauvais.

La plupart de ces livres sont trop livres: on y raisonne d'un bout à l'autre. Les matieres essentielles y sont noyées dans une mer de paroles. A force d'ac-

cessoires, on y perd de vue le principal,

L'agriculture pratique y est placée à côté d'une théorie immense: on y trouve moins les productions de la terre, que celles de l'esprit.

Il faut essuyer six mortels volumes d'un Auteur, (*) avant d'arriver au germe de la population.

Les finances sont écrites avec un certain jargon fait exprès. De manière que si l'on n'entend pas le langage de la multote, on reste à moitié système du livre.

Mais comme après avoir rempli de millions de pages, il falloit donner une solution; on a dit la balance du commerce est la balance des pouvoirs, & tout a été dit.

Il s'agit bien moins de savoir que les Etats commerçants ont l'avantage sur

(*) L'ami des hommes.

sur les autres, que de ne pas ignorer en quoi consiste cet avantage; & c'est une recherche dont on ne s'est pas encore avisé. Car a-t-il été question jusqu'ici de remonter aux principes des choses? non. A-t-on rassemblé & mis ensemble toutes les pieces qui entrent dans cette branche de pouvoir? non encore. Il a été plus aisé d'exprimer un son que de rendre un sens.

On ne peut néanmoins se former une idée juste de cette balance, qu'en fixant son état naturel. Les choses qui entrent dans sa composition seront celles qui servent aux besoins des hommes, comme les maisons, les palais; c'est-à-dire les pierres, les marbres, les bois de charpente. A la nourriture; les grains, les bestiaux, les fruits, les vins, les eaux de vie; comme les vêtements, les laines, les soyes, les chanvres, les cotons, les lins. Le luxe, comme les meu-
C 3
bles,

bles, les étoffes riches, les diamans & autres pierres précieuses. Celles qui décident directement de la puissance, comme l'or massif, l'argent monnoyé, ou ce qu'on appelle le numeraire. Il faut être informé où toutes ces productions croissent, où elles se forment; savoir leur qualité, leur quantité; afin de mesurer ces masses générales de productions entre les Nations qui en ont beaucoup avec celles qui en ont moins; & par cet état de comparaison établir pour m'exprimer ainsi la balance de cette balance.

Mais cette opération ne seroit pas plutôt faite, qu'il faudroit la recommencer, parceque toutes ces productions dans les Etats où elles croissent varient à l'infini: ainsi lorsqu'on voudroit remettre la main sur ces effets mobiliers du monde économique, on ne les retrouveroit plus à leur place.

Telle

Telle nation qui dans un tems donne à vivre à une autre est obligée souvent d'acheter sa subsistance de celle à qui elle l'avoit fournie auparavant.

La France pour survenir aux besoins de sa population a besoin de quarante millions d'une mesure de grain qu'on appelle septier. Quand elle en recueille davantage, elle en fournit à ses voisins; lorsqu'elle en recueille moins, ses voisins lui en fournissent.

L'Angleterre est dans le même cas; excepté que semant plus de grain qu'il ne lui en faut pour ses habitans, elle en a davantage; mais elle en manque quelquefois, & alors elle est obligée, ainsi que la France, de se pourvoir de ceux qu'elle pourvoyoit auparavant.

Pour établir cette balance, on se tromperoit beaucoup, si on calculoit les productions par la bonté relative de chaque portion de terrain. L'Europe est remplie

des pays abondans, dont la fertilité est à pure perte pour la république universelle, parce qu'ils ne sont pas en état de procurer aux autres leur abondance, soit par les défauts de communication, ou autres inconvénients qu'il seroit trop long de rapporter ici. Si on y fait même attention, on trouvera que les Nations les plus abondantes sont séparées, & comme isolées des autres; tandis que celles qui ont la communication libre sont dans un état naturel de stérilité.

Quand l'Europe manque de grains, elle recourt à la Barbarie; alors cette balance est en faveur des Turcs: même raisonnement pour les genres qui forment la balance du luxe & de l'habillement; comme les laines, les soyes, les lins, excepté que ces matieres sont un peu plus locales, & appartiennent plus à de certains climats qu'à d'autres; mais elles ont aussi leurs années d'abondance & de disette.

Il y a des années où l'Italie donne peu de soies: alors on y supplée par celles d'Asie; & encore ici la balance est en faveur d'une autre partie du monde.

Mais pour connoître cette balance, il ne suffit pas de savoir quels sont les climats qui produisent le plus, & les peuples qui possèdent le moins. Il y a des Nations entierement privées de toutes les choses qui servent à former cette balance, & qui néanmoins en ont davantage. Je citerai la Hollande qui n'ayant rien, est devenue le magasin du monde. L'Angleterre reduite à ses productions seroit très-pauvre: elle n'est riche que par celles des autres.

Depuis les Romains, il s'est fait une grande révolution dans le gouvernement politique. La mer a changé tous les systèmes de la terre. Les trois Puissances maritimes aujourd'hui existantes, non seulement font le commerce de l'Europe,
mais

mais encore celui du reste du monde. Elles ont pour cela vingt mille vaisseaux ou barques, y compris tous les bâtimens qui vont en mer, avec lesquels ils disposent de tous les effets mobiliers de l'Univers, portant aux Nations les plus reculées le superflu des autres. La balance est donc en leur faveur; mais avec une telle immutabilité, que si toutes les autres Puissances se liguoient ensemble pour lui donner une autre pente, peut-être n'y réussiroient-elles pas. Cet équilibre dont tant d'écrivains parlent, & que si peu d'Auteurs connoissent pourroit se rétablir par une sorte de proportion dans les arts & métiers.

CHA-

C H A P I T R E II.

Tableau de l'Europe.

L'Europe moderne offre un tableau de puissance & de foiblesse qui n'a point d'exemple dans l'histoire du monde. La prodigieuse fortune des Romains n'a rien qui puisse être comparé à l'opulence de quelques peuples d'aujourd'hui, & jamais l'Univers n'offrit un spectacle plus touchant des vicissitudes des autres. La politique découvre assez par quels moyens les anciens Empires s'élevèrent à la grandeur, tandis que d'autres restèrent dans l'abaissement; mais elle ignore ce qui fait que dans nos tems modernes les gouvernemens sont à une si grande distance les uns des autres.

On trouve dans le plan des Romains la cause de leur grandeur. L'histoire parle

le beaucoup de la fortune de ce peuple prodigieux ; mais il étoit impossible qu'il ne devînt supérieur aux autres , ayant dans son institution ce qui conduit à la puissance.

C'est toujours dans les loix politiques & civiles , qu'il faut chercher la cause de l'élévation des États. Si l'on pouvoit douter de cette vérité , il n'y auroit qu'à jeter les yeux sur ces effaims de Barbares qui parurent dans tous les âges sans ordre , ni police , & le comparer avec les peuples civilisés qui avoient une institution & des loix.

Je ne puis me dispenser de m'arrêter un peu sur le gouvernement des anciens. Il est impossible de parler de ce que nous sommes sans savoir ce que nous avons été.

On a beau fouiller dans les annales du monde , pour découvrir quelle est la forme du gouvernement qui contribue
le

le plus au bonheur des hommes. Après les recherches les plus exactes, on trouve que la meilleure constitution est celle qui établit une sorte d'égalité parmi les Citoyens sans laquelle n'y ayant plus de liberté, il ne sauroit y avoir de Républiques.

A Rome née dans la petitesse, pour arriver à la grandeur. A Rome faite pour dominer sur tous les peuples du monde ; l'institution avoit aboli ces distinctions affligeantes, qui dégradent l'humanité, en rendant un homme inférieur à un autre homme.

Tous les Citoyens avoient voix dans l'assemblée du peuple. Cette participation à la puissance suprême fesoit que chaque Romain se regardoit comme un Roi : en effet un peuple qui assiste aux conseils de la nation, & qui partage les secrets de l'Etat avec les principaux qui la gouvernent, est autant monarque que sujet.

Et

Et il falloit bien que l'institution influât sur cette partie de la morale politique, qui fait naître les grandes vertus, puisqu'avant même que Rome fût gouvernée par un Sénat, ses rois furent tous de grands personnages, sans excepter ceux même qui furent tirans. Et on n'attribuera pas ceci à la fortune qui n'a pas ces sortes de constances.

Je ne dis pas que nos âges modernes soient privés de grands Rois, mais seulement qu'il est rare de trouver de générations entières de Monarques qui aient le même zele pour le bien public, & qui ne se démentent point pendant une suite de siècles. Je ne dis pas non plus que les hommes d'aujourd'hui soient plus méchans, mais seulement que les gouvernemens ne sont pas si bons.

La pauvreté publique fut encore un ressort que fit jouer l'institution Romaine. Les loix agraires prévirent l'effet

fet des richesses, qui dans toutes les sociétés politiques, ont renversé l'empire au moment de son établissement. L'opulence n'eût pas manqué de corrompre un peuple naissant, qui voit d'abord sa fortune dans de grandes conquêtes.

La législation avoit mis une telle balance dans le pouvoir suprême, que les citoyens ne pouvoient qu'aimer la République dont ils tiroient leur éclat. Un chacun prenoit part à sa conservation, parceque de celle-ci dépendoit le bonheur de tous. On est étonné de cet amour pour la patrie, avec lequel les Romains firent de si grandes choses; mais on ne voit pas que cet amour avoit toujours été, & qu'il devoit toujours être. Donnez de grands intérêts à un peuple, & que ceux-ci soient étroitement liés avec ceux de la patrie, & vous l'y attachez inviolablement.

Pour

Pour nous nous ne saurions aimer ce à quoi nous n'avons aucune part. Dans nos gouvernemens modernes la fortune de l'Etat, & celle des particuliers sont deux choses tout à fait distinctes. Nous ne sommes citoyens de la République que par une espece de fiction.

Enfin l'institution Romaine éteignoit toutes les passions, pour ne laisser que celle de la guerre, qui avoit d'autant plus d'activité, qu'elle réunissoit la force de toutes les autres. Elle acheva l'ouvrage de cette puissance que la pauvreté n'avoit fait que commencer.

Les premiers Romains ne connoissoient point les Arts. Ce ne fut qu'après que les mœurs furent corrompues, qu'on songea à donner de l'activité au commerce & à l'industrie.

L'agriculture n'entroit pas non plus dans le plan de ce peuple militaire. Les esclaves labouroient la terre. La République-

blique n'étoit occupée qu'à des conquêtes.

On jettoit les yeux sur l'Univers; si une nation qu'on voyoit de loin pouvoit procurer quelque avantage, on lui déclaroit la guerre, & par la conquête on la dépouilloit de sa puissance politique & civile. Sa défaite ne lui laissoit rien; elle passoit entièrement sous le joug. Elle lui ôtoit jusqu'à ses vertus, avec lesquelles elle auroit pû se rétablir un jour; ce qui l'anéantissoit à jamais.

Il n'est pas impossible qu'une nation dont on détruit les forces ne les reprenne un jour; mais lorsqu'on détruit ses mœurs, on est sûr de la tenir pour toujours sous la dépendance.

Les Grecs d'aujourd'hui sont si foibles qu'ils létoient il y a deux mille ans. Ils sont les esclaves d'une nation la moins redoutable de l'Univers; c'est que leur servitude est une suite de leur corruption & non de leur défaite.

D

Cet-

Cette disposition des choses chez les anciens faisoit que lorsque de certaines nations avoient l'avantage sur d'autres, elles le conservoient.

Mais il est remarquable que dans nos gouvernemens modernes qui ont tous à peu près les mêmes institutions, les mêmes loix, le même culte, les mêmes mœurs & presque la même forme de gouvernement, ils soient néanmoins à une distance immense les uns des autres.

On voit des Etats parmi nous, dont l'étendue est plus bornée que celle des moindres provinces des anciens Empires, avoir de plus grandes armées que jamais les Romains n'en mirent sur pied: outre les troupes de terre, ils ont encore de puissantes flotes, avec lesquelles ils sont en état de former les plus grandes entreprises. Ils ont la supériorité sur la terre, & dominent sur mer. Et si ces prodigieux amas de forces reunies ne suffisent

fisent pas à leurs desseins, ils achètent de puissantes alliances avec lesquelles ils achevent de les remplir; car ces nations ont toujours de grands trésors pour répandre au besoin &c.

On en voit d'autres, qui avec un plus grand domaine sont foibles & languissans: ils n'ont point de puissance en propre. Dans ces Etats quelques troupes mal disciplinées forment une milice aussi vaine qu'inutile; ils n'occupent aucun rang sur la terre, & ne tiennent point d'espace sur l'Océan. On pourroit ignorer qu'ils existent si leur foiblesse même ne les rendoit remarquables.

Les premiers président aux grands événemens de ce monde. Ils ont voix délibérative, pour m'exprimer ainsi dans le conseil de la fortune. Ils décident du sort des Etats. Les seconds ne prennent aucune part à la République générale: simples spectateurs des grands coups qui

se frappent dans la politique, ils vivent dans l'indifférence sur les coups d'état qui changent le sort des nations. Dans ces Etats tous les ressorts du gouvernement politique & civil sont démontés , aucun n'est à sa place.

Il suit de-là que, tandis que les hommes d'un certain Continent sont dans l'abondance de toutes choses; ceux d'un autre manquent jusques du nécessaire physique: Dans ces derniers l'indigence particuliere augmente la misere publique . Le Prince, qui pour l'ordinaire cherche à s'indemniser par quelque endroit , multiplie les impôts. Tout est taxé jusqu'à l'aliment: de mesure qu'on y augmente les charges, à mesure qu'on est le moins en état de les porter.

Cependant les gouvernemens modernes sont plus éclairés, & les hommes en général mieux instruits.

De-

Dépuis un siècle il s'est fait une révolution dans l'esprit humain. La lumière du savoir a pénétré par tout; elle a déchiré le bandeau de l'ignorance qui caractérisoit les siècles barbares. L'imprimerie qui a mis les livres dans les mains de tout le monde a ouvert les portes aux sciences les plus abstraites. Mais cette nouvelle décoration a plus servi au spectacle du monde littéraire, qu'elle n'a contribué au bonheur du genre humain: On étoit barbare avant les sciences; on l'a été avec le savoir. Les connoissances ont laissé le monde politique comme elles l'ont trouvé. Les hommes pour avoir été plus éclairés, n'en ont pas été mieux, peut-être ont-ils été plus mal, parceque les Sciences ont servi elles mêmes d'aliment à l'ambition.

On fait que les anciens peuples devenoient puissans par l'art militaire.

D 3

Dans

Dans nos tems modernes la guerre afoiblit toujours les Etats. Il n'y a point de gouvernement aujourd'hui quelque florissant qu'il soit d'ailleurs, qui puisse résister à l'avantage que lui donnent ses armes. Les victoires épuisent au point, qu'après le gain de dix batailles une nation est entièrement ruinée. L'histoire des Rois conquérans est toujours celle des regnes malheureux. Je ne dis point ici des choses vaines, on n'a qu'à ouvrir les annales de notre monde pour se convaincre de cette vérité.

Il est arrivé de grands changemens dans la partie du gouvernement militaire. On sait qu'à Rome la proportion des soldats aux autres citoyens étoit d'un à huit. Dans nos âges modernes, la grandeur des sociétés, le nombre des professions, les branches particulières de ces professions, & une infinité de causes qu'il seroit trop long de
de

de rapporter ici, ont fait que cette proportion aujourd'hui est comme d'un à cent. Un gouvernement qui voudroit changer cet ordre s'anéantiroit lui même.

Ce qui fit le plus de mal à l'état politique de la France sous le Regne de Louis XIV. c'est que ce Prince altera cette proportion. Il avoit cinq cent mille hommes sur pied, tandis que sa puissance effective lui permettoit à peine d'en avoir cent quatre vingt mille. Un Etat peut bien par un effort se surpasser lui même; mais comme la violence est incompatible avec la durée, il faut qu'il rentre à la fin dans son état naturel, & alors il fera d'autant plus foible, qu'il aura usé de ses forces.

Les Romains ne recevoient dans leur milice que des citoyens qui avoient un patrimoine. C'étoient ceux qui tenoient le plus à la République qui se battoient pour elle. Et il falloit bien que cette ma-

xime fût bonne pour maintenir la force des armes; car lorsqu'on s'en écarta, la discipline militaire fut d'abord affoiblie. Marius ayant enrôlé des gens qui n'avoient rien, & son exemple ayant été suivi par d'autres, la République fut perdue. Il ne fut plus possible de contenir une milice qui n'avoit d'autre emulation que celle qu'il tiroit du trésor public.

Aujourd'hui nos armées sont composées de la plus vile partie de chaque nation. Ceux qui font la guerre ne tiennent à l'Etat que par leur paye: nos soldats ne s'exposent à la mort que pour avoir de quoi vivre.

Comme la science des batailles ne diffère presque point, & que l'art militaire est partout le même, les grandes armées ont toujours l'avantage sur les petites; & s'il arrive quelquefois le contraire, c'est que la politique fait jouer des

des ressorts cachés, qui ralentissent l'ardeur des Généraux, les font agir foiblement, ou n'agissent point du tout.

Les anciens ne connoissoient pas d'autres maux à la guerre que ceux de la guerre, maintenant la perte des batailles est le moindre mal. Elle entraîne presque toujours après elle la corruption des mœurs plus dangereuse que les défaites: c'est ordinairement le tems que la licence prend pour affoiblir le gouvernement civil. Comme dans ces momens de trouble & de confusion, on se croit tout permis, on brave les loix & la justice. Le Prince qui a besoin de ceux mêmes qui sont les auteurs du désordre, renvoye sa vengeance à la paix; c'est-à-dire dans un tems où tout est pardonné. Cependant l'Etat est corrompu.

L'épuisement des finances en est toujours une autre suite. Six campagnes ruinent l'Etat le plus florissant &c.

Tou-

Toutes ces choses font que les gouvernemens ne sont plus à tems à devenir puissans par les armes.

Il y a actuellement un Prince dans le monde dont on parle beaucoup qui s'est considérablement agrandi par les armes. Ses victoires lui ont procuré de grands avantages. Il a étendu son ancien Domaine, & a forcé plusieurs Souverains d'entrer dans ses vues. Mais quelque soit l'état présent de ses forces, sa puissance ne sauroit être de longue durée. C'est qu'il a subordonné l'état civil au gouvernement militaire. On lui a vu faire la guerre aux dépens de la constitution même. Il a décomposé la République : & en formant une classe de Soldats supérieure à celle des citoyens, il a affoibli toutes les autres ; principes contraires au soutien de son Empire.

Je

Je ne dis rien du danger que l'état politique a couru en formant une puissance qu'il n'a dû qu'à lui seul. Les qualités personnelles ne sont bonnes que pour le regne du Prince à qui elles appartiennent. Il est même dangereux pour les peuples qu'elles soient d'un ordre supérieur, parce qu'elles en sont d'autant plus difficiles à imiter; car si celui qui hérite de son trône est au dessous de sa renommée tout est perdu.

Voyez, je vous prie, combien de choses il faudroit pour que cette puissance se maintînt au rang où elle s'est placée elle même: que les successeurs de ce Prince eussent les mêmes vertus; & ce qui est peut-être encore plus difficile les mêmes vices: c'est-à-dire, même penchant pour la guerre, même desir de vaincre; même ardeur pour la gloire; même génie, même goût, même esprit, même habilité, même bravoure, même courage, qu'
ils

ils fussent aussi laborieux, aussi infatigables; qu'ils n'eussent d'autre inclination que celle des armes, & un dégoût naturel pour tout ce qui n'est, ni sièges, ni batailles, & ne fussent occupés que des combats. Il faudroit encore d'avantage, je veux dire que les Puissances qui se ligueroient contre eux continuassent à méconnoître leur véritables intérêts; que des alliances incompatibles se formassent pour leur donner l'avantage; que les divisions particulieres de leurs ennemis contribuassent à leur faire gagner des victoires: en un mot il faudroit qu'une infinité de causes secondes, qui, (vû l'inconstance des choses humaines) changent continuellement, fussent toujours les mêmes &c.

Si la distance qui se trouve aujourd'hui d'un gouvernement à un autre, ne faisoit que rendre certains peuples heureux, & d'autres malheureux, on se conten-

tenteroit d'envier la fortune des uns, & de plaindre le sort des autres; mais il influe sur la société universelle.

Presque toutes les guerres qui desolent notre monde tirent leur source de cette inégalité. Les Etats qui ont l'avantage sentant leur supériorité veulent donner la loi aux autres; ce qui produit la guerre de nation à nation.

On se bat depuis deux siècles, pour savoir si la puissance de la Maison d'Autriche est supérieure à celle de Bourbon. Il en a coûté jusqu'ici plusieurs millions d'hommes pour résoudre cette question qui est encore indécise.

Mais si la force des grands Etats a souvent causé de troubles, la faiblesse des petits n'a pas moins causé de maux.

Charles XII. comparant ses forces avec celles de ses voisins, & les trouvant supérieures aux siennes, chercha à les augmenter, ou à s'ensevelir sous les ruines
du

du Trône. Ce projet fit couler de ruisseaux de sang.

De nos jours le Roi de Prusse n'ayant qu'une puissance médiocre, s'indigna d'être si petit au milieu des Souverains qui étoient si grands. Il en couta deux millions de mortels à notre monde politique, parce que ce Monarque voulut s'agrandir.

Il n'y a pas long tems qu'une petite République d'Italie, prit les armes contre une grande Souveraineté d'Allemagne. Son désespoir lui prêta des armes: on la vit renaître du sein de l'impuissance même.

Les politiques ne découvrent point la cause de cette révolution, qui depuis deux siècles fait de l'Europe le théâtre des guerres, & qui a donné à l'Univers le spectacle sanglant de deux cents batailles rangées.

La

La plupart des historiens attribuent ces guerres à l'ambition des Souverains; mais le cœur humain ne change point. Les passions sont toujours les mêmes. Si l'ambition seule suscitoient les batailles, on se battroit sans relache depuis l'établissement des Monarchies: cependant les mémoires du Monde parlent des âges pacifiques, où la terre ne fut point ensanglantée du sang des mortels.

Quelques-uns attribuent ces guerres à la politique qui cherche à s'agrandir par des conquêtes; mais on se bat aujourd'hui sans conquérir. Après une longue suite de sièges & de batailles, le monde appartient toujours aux mêmes maîtres. Les Cabinets agiroient contre leur propres principes; on vient de voir que les victoires conduisent à la foiblesse par le chemin de l'épuisement.

On a dit aussi qu'elles tiroient leur source d'une je ne sai quelle fatalité qui
pre-

preside aux evenemens de ce monde. Ce seroit en effet une fatalité, que celle qui sans aucune cause porteroit les hommes à s'égorger mutuellement. La fortune n'est qu'un nom. Toutes les revolutions sont subordonnées à de causes premieres. Ces causes sont enchainées les unes aux autres par un ordre progressif.

Dans toutes les variations qui donnent une nouvelle face au monde, la fortune ne fait que changer l'ordre du tableau.

On a vu que la pauvreté fut le ressort qui fit mouvoir tous les plans d'agrandissement des Romains. Quand la République fut corrompue, on se servit des richesses pour arriver à la puissance; ce dernier système est passé jusqu'à nous.

Si on pouvoit douter de cette vérité, il n'y auroit qu'à ouvrir l'histoire moderne.

Après

Après la découverte du Mexique, Philippe II. ne cessa de troubler l'Europe. Comme ses richesses étoient sans bornes, il conçut des desseins que n'en avoient point. Il achetoit des armées avec lesquelles il désoloit tous les peuples. Du fond de son cabinet il faisoit la guerre sur les deux élémens, & si la fortune avoit secondé ses vûes, il eût asservi l'Europe entière.

Personne n'ignore que les richesses aujourd'hui donnent le mouvement aux grandes affaires; mais ce à quoi la politique n'approfondit pas assez, c'est de découvrir par quel événement, les Etats qui jadis n'avoient que des petits moyens, sont parvenus aujourd'hui à avoir de grandes ressources? j'en crois pouvoir expliquer ceci.

Avant que l'ambition eût subjugué l'Univers, & que tous les gouvernemens du monde eussent été se perdre dans une

E im-

immense République; les peuples séparés les uns des autres n'avoient presque point de communication entre eux. Mais ce pouvoir suprême qui n'avoit rapproché les nations que pour mieux les subjuguier s'étant affoibli, chaque Etat redevint libre. La fortune des Romains avoit ouvert le monde. A leur décadence ses portes se fermerent de nouveau. Insensiblement la communication se perdit. D'abord on ne se vit que de loin, & dans peu on ne se vit plus.

Comme il n'y avoit alors aucun pouvoir suprême sur la terre, à qui on dût rendre compte de sa puissance, on put être foible impunement, sans craindre d'être opprimé.

Chaque société étant en quelque manière isolée avoit une industrie nationale qui étoit indépendante de celle d'une autre.

Il a plu à quelques écrivains modernes d'appeller du nom de barbares ces siècles heureux, où chaque nation se contentant de sa fortune ne cherchoit point à envahir celle d'autrui. Tel est l'effet de la prévention. Les âges qui n'ont pas fait parler d'eux sur la terre ont été taxés d'ignorance. La politique aime le bruit & l'embarras des affaires. Elle cherche les sièges & les batailles. On n'imagine point de grandeur là où il n'y a point d'éclat. Les faiseurs d'annales s'épuisent sur les siècles bruyans d'Alexandre & de César. Et ils n'ont presque rien dit de ces tems pacifiques; seuls âges sur la terre où la nature ait respiré.

Lorsqu'on lit dans les fastes du monde la félicité des peuples qui ont pû cultiver les arts; & qu'on les compare avec les inquietudes & les agitations, qui ont accompagné les connoissances & le sa-

E 2 voir;

voir ; on est porté à croire que la médiocrité des fortunes & des talens contribue au bonheur des hommes. Si cela étoit l'établissement de nos académies seroit contraire à leur institution.

On voit dans Muratori que dans ces siècles peu éclairés, la candeur & la bonne foi étoient telles qu'on ne connoissoit pas les vols. La justice étoit exercée avec cette intégrité rigide qui ne distingue ni rang ni condition, & qui sans s'arrêter à la personne du criminel, ne voit que le châtiment que mérite son crime.

Comme les dépenses publiques n'étoient pas considérables, les tributs étoient modérés. Il ne falloit pas donner la moitié de son bien pour acheter le droit de conserver l'autre. Le Roi étoit le pere de ses sujets, & non pas un grand Monarque dans l'Etat.

Ce

Ce qui fait qu'on prend ordinairement le change en comparant ces âges avec les notres, c'est qu'on ne se fait pas une juste idée des choses, les besoins des hommes de ce tems-là, n'étoient pas ceux des hommes d'aujourd'hui. Ils avoient des arts qui nous sont inconnus, nous en avons qu'ils n'avoient pas.

L'Europe étoit dans cette position lorsque les croisades la rapprocherent d'elle-même. Des nations qui ne se connoissoient pas auparavant se rencontrèrent pour la première fois. Les malheurs dans lesquels ces expéditions plongerent ces Etats, fit qu'ils se lièrent d'intérêt; mais le danger étant fini, la communication cessa.

L'Europe alloit peut-être pour la troisième fois se separer d'elle même, lorsqu'il arriva un événement dans le monde qui fit prendre une nouvelle tournure aux affaires générales.

Il prit fantaisie à quelques Princes d'encourager les arts, & ceci eut d'étranges suites. Des Etats auparavant pauvres & inconnus parurent tout à coup sur la scène du monde ; ils se firent jour au travers des ressources qu'ils se procurèrent par l'industrie, & se placèrent eux mêmes au rang des premières Puissances. On vit des gouvernemens, que les efforts impuissans de guerres & négociations pendant plusieurs siècles n'avoient pû faire sortir de leur premier état de médiocrité, acquérir tout d'un coup un pouvoir égal à celui des plus grands Rois.

Le renouvellement des arts causa une plus grande révolution que celle des armes. Les changemens que les Grecs & les Romains avoient fait sur la terre s'étoient bornés au monde connu ; l'industrie moderne alla plus loin, elle s'étendit sur tout l'Univers. Les arts unirent toutes les parties du globe. Par

Par un second événement deux nations pauvres trouverent deux riches trésors. Les mines du Mexique, & celles du Brésil enrichirent l'Espagne, & le Portugal. C'est à cette époque qu'il faut rapporter tous les grands changemens qui ont donné une nouvelle face à l'Europe.

Les peuples industrieux accoururent pour partager ces richesses avec ceux qui les possédoient, mais bientôt ils les leur enleverent entierement.

Les Espagnols & les Portugais passerent les mers pour donner à deux ou trois nations tout l'or, & l'argent du Monde.

On a dit là-dessus des choses bien singulieres, que ces métaux étant une denrée comme les autres, l'Espagne & le Portugal en se procurant par elle les choses nécessaires, se mettoient par-là en équilibre.

Cela seroit en effet ainsi, si la qualité de la denrée étoit la même: l'or & l'argent représentent tout, & une denrée ne se représente qu'elle même. Ces métaux subsistent long tems après que les choses pour lesquelles on les a donnés ne subsistent plus. On ne peut point payer une armée ou acheter des alliances avec une certaine denrée, mais on peut se procurer cette puissance avec de l'argent. Dans la dernière guerre entre l'Espagne & le Portugal, les Anglois payoient leur troupes avec l'or du Brésil que la nation s'étoit procuré par l'échange de son industrie. Les Portugais ne pouvoient pas payer les leur avec une main d'œuvre qu'ils avoient consommée, & qui par conséquent ne subsistoit plus.

L'or & l'argent sont la puissance elle même, & les denrées ne sont que les moyens pour l'acquérir.

Les

Les réglemens viennent toujours après coup. L'Espagne & le Portugal voyant que leur mines en enrichissant les autres ne servoient qu'à les appauvrir, eux mêmes défendirent l'exportation de leur métaux. L'édit commença, pour où il auroit dû finir. Il falloit encourager les arts, & l'industrie, & défendre ensuite l'exportation de l'or. Lorsqu'un peuple n'a pas de quoi faire la balance de son commerce avec son industrie ou ses denrées, il faut bien qu'il la fasse avec son numeraire; comment folderoit-il autrement. C'est comme si un Prince permettoit à ses sujets d'acheter des Etrangers; & qu'il leur défendît de les payer. A quoi bon faire des loix, lorsqu'elles ne peuvent pas être observées.

A cette revolution subite, la puissance universelle souffrit une grande altération. Trois ou quatre nations qui s'étoient adonnées aux arts se charge-

rent

rent de pourvoir au luxe & au besoin des autres. C'est-à-dire d'attirer à elles une grande portion des richesses générales. Le projet fut bien conçu; il fut mieux exécuté. Elles offrirent aux nations qui possédoient les mines le produit de leurs manufactures à meilleur prix qu'elles ne le pouvoient fabriquer elles mêmes. Des ministres mal habiles donnerent dans le piège. Les arts & métiers se perdirent dans plusieurs Royaumes. Les manufactures se trouverent réculées dans un coin de l'Europe. Il n'y eut plus de main d'œuvre que chez les nations qui en avoient fait l'instrument de leur pouvoir.

Cette nouvelle puissance établie par les arts, s'étendit au loin, parcequ'elle étoit indépendante des vûes & des desseins de la politique générale: en effet on s'étoit bien plaint quelquefois qu'une nation avoit de trop nombreuses armées, mais

mais on ne s'étoit pas encore avisé de reprocher qu'il avoit trop de manufactures. Voici d'autres réflexions. Avant cette révolution, comme les richesses universelles étoient réparties géométriquement, les Etats manquoient de moyens, & se trouvoient dans l'impuissance de se nuire réciproquement: chaque nation n'avoit précisément que le numeraire qu'il lui falloit pour sa circulation, & ce numeraire ne sortoit pas de l'Etat.

Après l'établissement des arts les effets mobiliers de l'Univers n'eurent plus d'état fixe. Les nations industrieuses s'étant procurées d'immenses richesses acquirent une grande puissance. C'est à cette époque qu'il faut rapporter les troubles qui ont agité, & qui agitent aujourd'hui l'Europe.

Sans doute qu'avant le renouvellement des arts il y avoit eu des guerres.

De

De tout tems les nations ont pris les armes les unes contre les autres. On n'avoit pas attendu l'établissement des manufactures pour donner des batailles; mais je dis que l'industrie excita plus de querelles, parce qu'elle fournit plus de moyens à l'ambition. Ce fut directement après le rétablissement des arts qu'on vit paroître en Europe un million de combattans, sous le Regne de Louis XIV. que la terre fut remplie de soldats, & la mer couverte de vaisseaux.

Ce fut dans ces tems-là qu'on mit plus de munitions dans les arséniaux qu'il n'en falloit pour égorger la moitié du genre humain.

Des machines qu'on appella infernales, sans doute parceque l'enfer seul pouvoit les imaginer, mais que l'industrie inventa, étoient en état de tuer des millions d'hommes d'un seul coup.

Jusqu'au

Jusqu'au renouvellement des arts, toutes les guerres (si on en excepte celles des croisades) s'étoient faites de proche en proche, mais alors on alla attaquer les nations jusques dans l'autre Hemisphere. Il n'y eut plus d'asile assuré pour les hommes dans aucune partie du globe de la terre.

Comme il falloit un pretexte à ces nouvelles divisions qui tiroient leur source de la nouvelle pente des richesses, on appella tout cet attirail de guerre du nom du droit des gens de nations, & on ne cessa de parler de la balance des pouvoirs.

L'équilibre est une politique usée, qui revient toujours à la mode.

M. Humes Anglois, & par conséquent fort prévenu pour sa nation, appelle l'Angleterre, l'Ange tutélaire de l'Europe. Il voudroit bien persuader que la grande Brétagne épuise ses finances

nances, sacrifie ses sujets, & sa tranquillité politique & civile pour maintenir cette balance.

Ce fut un spectacle à la dernière paix de voir les efforts impuissans des médiateurs, pour porter ces promoteurs de l'équilibre à se desister de leurs conquêtes qui faisoient panacher cette balance. Une partie de la nation vouloit tout garder, l'autre ne vouloit rien rendre; & toutes s'accordoient à continuer la guerre.

La harangue qui fut prononcée en plein parlement aux premières propositions de paix est remarquable.

(*) „ Nous avons l'avantage sur nos
 „ ennemis. Nos armées viennent d'avoir
 „ la supériorité sur les deux élémens.
 „ Depuis plusieurs siècles nous cher-
 „ chons à couper les nerfs de la seule
 „ puis-

(*) M. Pitt dans la chambre des Communes.

„ puissance qui s'oppose à nos desseins,
 „ & lorsque le moment est arrivé nous
 „ le laissons échapper.

„ Au lieu de faire la paix, il faut
 „ continuer la guerre, l'occasion est des
 „ plus favorables; peut-être n'en trou-
 „ verons nous jamais de si heureuses.
 „ Jè serois le premier à vous proposer
 „ la paix, si je ne connoissois la na-
 „ tion avec qui nous avons à faire. La
 „ France a au dedans d'elle même des
 „ ressources infinies: quatre années de
 „ paix suffisoient pour la rétablir, & lui
 „ rendre son ancienne vigueur. Au com-
 „ mencement du siècle passé cette Mo-
 „ narchie étoit accablée sous le poids
 „ de ses guerres civiles. La politique
 „ n'imaginoit pas qu'elle pût jamais se
 „ relever, Louis XIV. parut, & l'Eu-
 „ rope entière vit le moment de passer
 „ sous le joug; vous le savez, & c'est
 „ une époque des plus remarquables
 „ de

„ de l'histoire moderne, sans deux hom-
„ mes, qui naquirent comme tout ex-
„ près pour arrêter le cours de l'ambition
„ & des armes de ce Prince, la plupart
„ des nations qui sont aujourd'hui li-
„ bres, seroient esclaves.

„ Si nous mettons bas les armes,
„ nous nous exposons à perdre le fruit
„ de nos campagnes. Quoique nous
„ ayons l'avantage, la supériorité n'est
„ pas assez marquée, il nous faut en-
„ core deux ou trois campagnes pour
„ avoir entièrement le dessus.

„ A quoi sert de faire la paix, si
„ dans peu nous sommes obligés de re-
„ prendre les armes? Et que fait-on alors
„ si la fortune nous sera aussi favo-
„ rable?

„ La guerre est remplie d'événemens
„ qui sont au dessus de la prudence hu-
„ maine. Les meilleures dispositions ne
„ servent souvent qu'à faire perdre des

„ ba-

„ batailles. Les exemples de ceci sont
„ en si grand nombre dans les annales
„ de l'Univers qu'il ne sert de rien à
„ les citer ,

„ Il y a des tems heureux où tout
„ prospère; il en est d'autres où rien
„ ne réussit. Maintenant nos armes de
„ terre & de mer n'ont qu'à paroître
„ pour battre nos ennemis. Dans un
„ autre tems il pourra arriver que nous
„ compterons nos campagnes par le
„ nombre de nos défaites. Mon avis
„ est donc de continuer la guerre.

„ On objectera peut-être que nos fi-
„ nances sont épuisées; mais celles de
„ la France sont-elles en meilleur état?
„ on pourroit même démontrer qu'elles
„ sont plus mal; car outre que ses dépen-
„ ses sont plus fortes que les nôtres, les
„ conquêtes que nous avons fait sur elle
„ diminuent ses revenus &c.

Le Roi plus généreux que la nation , ceda une partie des conquêtes pour conserver l'autre.

Pour donner plus d'activité à la main d'œuvre , les nations industrieuses cherchent à provoquer le goût des peuples en leur faisant perdre une certaine simplicité qui formoit le caractère de leurs peres . On donna continuellement de nouvelles formes à la matière. Un luxe inconnu jusqu'alors donna une autre tournure à la puissance générale . Les colifichets pour m'exprimer ainsi entrèrent dans le plan du gouvernement. On en changea sans cesse ; & cette variation donna de la stabilité à la fortune de certains Etats , parce qu'elle leur attira la richesse des autres.

D'où sont venues les facultés de certaines nations , jadis si pauvres qu'elles manquoient de subsistance ; si ce n'est du produit de leur industrie ?

La

- La France quoique puissante d'ailleurs avoit à peine de quoi équiper un vaisseau au commencement du Regne de Louis XIII. Quelques Auteurs ont écrit que Louis XIV. en montant sur le Trône étoit si pauvre qu'il n'avoit pas de quoi vivre; il étoit obligé d'aller manger chez ses Ministres. Je crois bien que ceci est exagéré, mais cela prouve toujours que les affaires de cette Monarchie étoient fort dérangées; car le mensonge sert assez souvent à découvrir la vérité. J'ai déjà parlé des ressources qu'elle montra lorsqu'un de ses Ministres eût encouragé les Etats.

Dépuis un siècle la Grande Bretagne a fait voir des moyens & des ressources qu'elle n'eut jamais. Elle a prodigué de grands trésors pour acquérir cette supériorité que lui donne l'empire de la mer, & qui l'a mise au rang des premières Puissances. D'où a-t-elle pris ses

richesses? si ce n'est du tribut que son industrie a sçu mettre sur les autres peuples. On fait assez ce que sa petite île produit, & quoiqu'elle soit fort abondante, elle ne l'est pas assez pour lui donner les moyens d'entretenir de si nombreuses armées, & d'aussi puissantes flotes.

L'exemple de la Hollande est encore plus frappant. Ces hauts & puissans Seigneurs étoient bien petits avant que l'économie leur fournît les moyens de se mettre à niveau des plus grands Rois. L'industrie hollandoise a causé une révolution jusques dans l'esprit & l'ambition des Souverains. Ce fut pour la première fois depuis l'établissement des Monarchies qu'on vit des Monarques descendre de leur Trône pour traiter avec des marchands.

Je supplie qu'on me permette cette dernière réflexion. Il y a un grand défaut dans

dans la politique moderne, c'est qu'elle n'a point de coup d'œil universel. Ses vûes ne s'étendent que sur quelques branches de la société générale. La partie inférieure est toujours dans l'esclavage civil de la supérieure. L'Europe, comme Europe est sans conseil suprême. Ses intérêts suivent la pente que leur donne le mouvement de la fortune. On dira peut-être que tous les gouvernemens la représentent; mais je dis qu'il n'y a point de cabinet qui veille à ses affaires en tant que République universelle. Avec tout l'esprit possible pour l'administration particulière; nous sommes sans génie pour le gouvernement général. Voici une étrange contradiction. Il est reçu dans tous les systèmes que la République universelle est un corps, dont tous les Etats sont les membres; & c'est à qui l'opprimera le premier, & lui portera le premier coup: chaque gouvernement cher-

che à prendre des avantages sur un autre, & d'établir sa fortune aux dépenses de celui qui le précède. Si dans la guerre un Etat a le désavantage, il effuye tous les malheurs sans que les autres cherchent à le défendre.

On peut se rappeler le Palatinat, mis deux fois à feu & à sang, & la nation entière errante dans les bois sans habitation, ni patrie. Genes brûlée; Et en dernier lieu la Saxe envahie. Les Princes Royaux détenus sont une preuve que les intérêts des Etats sont devenus personnels, & que la République universelle ne veille point à leur conservation.

On est si éloigné de penser que la réunion des avantages de chaque gouvernement forme le bien commun qu'on a cherché à établir un système qui prouve le contraire.

Il a plu à un Auteur moderne (*) d'avancer que cette réunion est impraticable ; c'est-à-dire en d'autres termes qu'on peut détruire le corps sans blesser les membres. Il cite les animaux qui sont toujours armés les uns contre les autres, & dont la société fleurit par les soins avec lesquels une espèce travaille à la conservation aux dépens de la destruction de celle des autres. Je ne m'arrête point à refuter ce raisonnement. Je dirai seulement qu'on a d'abord fait dans la politique, lorsqu'on prend l'instinct des bêtes pour la règle des actions des hommes. Les animaux n'ayant d'autre desir que celui de leur conservation, peuvent employer la ferocité même pour perpétuer leur espèce ; mais bien loin que les hommes doi-

F 4

vent

(*) L'Auteur du parallèle du gouvernement des François avec les Romains.

vent chercher à se détruire dans la vue de leur propre conservation, ils ne se sont mis en société que pour se rendre des services mutuels. L'existence particulière est si peu l'objet de leur union, qu'elle passe pour un mal lorsqu'elle ne contribue pas à les rendre heureux : si l'on avoit besoin d'exemple là dessus, j'en citerois un d'une grande autorité. Les hommes sauvages que l'on a trouvé quelquefois dans les bois, n'étant plus dans la société pour laquelle ils avoient été faits, se sont dégradés au point qu'on ne les a plus regardés que comme des animaux. Mais le système des bêtes qui se déchirent continuellement ne prouve rien. Depuis plusieurs siècles on se tue sans ménagement, & je ne vois pas qu'aucun politique parmi nous puisse tirer cette conséquence, que l'Europe est plus florissante parcequ'elle est plus détruite. Les
hom-

hommes pour s'être divisés en bandes n'en font pas moins dans la société générale. Les maux qui affligent une société particulière se retrouvent dans la masse commune, ou si j'ose me servir de cette expression, dans le magasin universel des desordres politiques & civils.

S'il arrivoit quelque degradation dans le premier mobile de l'Univers, tous les corps particuliers en seroient alterés dans la même proportion. Le monde moral ressemble au monde physique.

Mais l'Auteur du système des bêtes que je viens de citer, se dément dans le même livre quelques pages après. Il donne des desseins à l'Europe qu'un corps qui n'a point de vues ne sauroit avoir.

En parlant des divisions entre la France, & la maison d'Autriche, il s'exprime ainsi. „ L'Europe trompée par la po-
„ litique de la France ouvrit les yeux sur
fa

„ sa situation. Elle s'aperçut qu'on rui-
 „ noit la grandeur de la Maison d'Au-
 „ triche, elle avoit imprudemment tra-
 „ vaillé à augmenter la puissance des
 „ François. Elle chercha à réparer cette
 „ faute en embrassant les intérêts de ses
 „ premiers ennemis pour établir un équi-
 „ libre qui devoit faire sa sûreté. „

Pour ouvrir les yeux il faut en avoir.
 Cette expression fait assez sentir que
 l'Europe comme Europe méconnoît
 quelquefois ses propres intérêts. Il re-
 sulte que ce corps universel peut se trom-
 per comme un Etat particulier; & c'est
 ce qui lui est arrivé dans le système
 des Arts.

Car s'il lui a été expédient dans un
 tems de diminuer le pouvoir d'une puis-
 sance qui lui faisoit ombrage; il lui con-
 vient dans un autre de mettre des bor-
 nes à l'industrie de certains peuples, qui
 en se procurant par elle une trop gran-
 de

de portion des richesses générales, augmente trop leur influence.

Lorsqu'une politique générale ne veille point au destin de la République universelle, le monde dégénère. Une foiblesse mène à l'autre, & de cette défaillance commune suit l'impuissance de tous.

On dira peut-être, qu'à quelque degré de force, ou de foiblesse que soit l'Europe, cela est indifférent en soi. Je nie que cela soit indifférent, & je le prouve par des exemples.

Après la décadence de l'Empire Romain, tous les États se trouvant affoiblis, soit par la corruption des loix, la tyrannie des Empereurs, ou d'autres causes qui ne sont pas de mon sujet, l'Europe se trouvant presque sans puissance, ou ce qui est plus exact, ses forces étant engourdies, les Barbares qui ne rencontrèrent de la résistance nulle part,

part, pénétrèrent par tout. Si lors de cette invasion, tous les peuples avoient joui de leur forces relatives, ces mêmes Barbares auroient subi le joug, au lieu qu'ils le firent porter.

Les Mores qui vinrent ensuite s'emparèrent de l'Espagne & du Portugal : Trouverent ces Royaumes si foibles, que rien ne s'opposa à leur établissement.

Et pour rapprocher de nous ces exemples. Les Turcs ont pénétré plusieurs fois en Europe. Heureusement pour la chrétienté ils l'ont attaquée par l'endroit le plus fort. Mais il n'a pas tenu aux vûes & aux desseins de certains cabinets que la Porte Ottomane n'étendît sa domination.

Dépuis plusieurs siècles la Maison d'Autriche sert de boulevard à la Chrétienté; cependant on a cherché souvent à l'affoiblir au delà des bornes que la politique générale devoit permettre.

Si

Si le système du Cardinal de Richelieu avoit été suivi, on ne fait point ce qu'il en feroit aujourd'hui de l'Europe moderne.

Dans la dernière guerre que les Turcs firent aux Vénitiens, la République s'adressa tour à tour à toutes les Puissances de l'Europe. Elle cita la Religion, parla le langage de la politique, & fit valoir le droit des gens des nations; cela n'engagea aucun Etat à s'intéresser pour elle. Vénise ne reçut que de foibles secours, & il fallut à la honte de la République universelle, qu'un Royaume chrétien devînt une Province Turque.

A la mort de Charles VI. la même politique fit commettre la même faute; on arma de toutes parts pour affoiblir une puissance qui seule s'oppose aux desseins des Infidèles. Et il est à présumer qu'on y auroit réussi si les Hongrois oubliant leur ressentiment n'avoient préféré la gloire à la vengeance. Il

Il n'y a guere d'apparence que l'Empire Ottoman devienne formidable . Il est probable que les mêmes causes qui ont contribué jusques ici à son affoiblissement continueront à le tenir dans l'abaissement; mais je dirai bien que si de nos jours deux ou trois grands Empereurs se succedoient sur ce Trône, l'Europe dans la position où elle se trouve actuellement seroit en danger. Alors il faudroit bien des affaires pour porter les cabinets à abandonner leur vues & leurs plans particuliers. Ceux qui seroient les plus éloignés du péril ne voudroient pas en approcher: on donneroit des raisons, on traineroit en longueur, on négocieroit, on chercheroit à temporiser; on mettroit en compte la dépense des guerres, on calculeroit les frais de batailles; cependant les Turcs envahiroient.

On

On a vu que l'industrie universelle est entre les mains de trois ou quatre nations, qui la vendent ensuite en détail aux autres.

J'ai dit aussi que les Etats devenus riches par la main d'œuvre suscitent des troubles, & font naître les malheurs dans les malheurs.

Pour que chaque nation rentrât dans ses droits respectifs, il faudroit qu'elle retirât de la masse commune de l'industrie celle qui lui appartient.

Tous les peuples ont des besoins à remplir, & un luxe quelconque à satisfaire. Les arts sont les instrumens des uns & des autres. Leur nombre se monte à une somme définie; c'est de leur répartition que dépend la balance générale.

Par un calcul aussi exact qu'il peut l'être sur ces sortes de matieres, je trouve qu'il manque quarante mille grands
me.

métiers, & cent mille petits à la Russie. Trente mille grands, & quatre vingts mille petits à l'Allemagne prise en général. Vingt mille grands, & soixante mille petits aux Etats d'Italie, & à peu près la même quantité à l'Espagne & au Portugal.

Voilà le vuide; tant qu'on ne le remplira point, il y aura des nations qui en appauvriront d'autres, & avec leurs richesses agiteront notre monde.

Je ne m'arrêterai point ici à refuter les objections qu'on pourroit me faire sur l'impossibilité d'établir une industrie relative. Je dirai seulement que l'usurpation des arts de certaines nations sur d'autres est nouvelle. Il n'y a pas encore deux siècles que chaque peuple avoit une main d'œuvre qui lui suffisoit pour satisfaire à ses besoins relatifs, & qu'il se passoit de celle des autres: or les hommes peuvent faire dans un tems ce qu'ils ont fait dans un autre. Je

Je n'ai pas besoin d'avertir qu'il n'est pas question ici d'une proposition géométrique dans les arts & métiers. Le physique est plus fort que les reglemens. Il y a des peuples plus actifs les uns que les autres; mais il n'y en a aucun qui soit privé de l'activité nécessaire pour pourvoir à ses besoins.

Si l'on fait même attention à l'état présent de l'Europe, & que l'on calcule l'industrie générale par l'influence du climat, on trouvera que de nos jours les peuples les plus industrieux sont ceux qui devroient l'être moins. Ce n'est donc pas le Ciel qui s'oppose à la balance des Arts.

Les hommes tirent leur activité & leur mouvement du gouvernement sous lequel ils vivent. Les Anglois & les Hollandois doivent leur activité à l'administration.

On croit communément qu'en quelque lieu que soient placés les arts & mé-

G

tiers,

tiers, cela est indifférent par lui même, parce que ne sortant pas de l'enclos de l'Europe, les biens qu'ils procurent rentrent dans la masse des avantages généraux. Mais cela n'est pas ainsi. Depuis que l'Italie, l'Espagne & le Portugal ont laissé passer l'industrie chez les autres nations, leur population a beaucoup diminué, sans que celle des autres Etats ait augmenté dans la même proportion: car tel est le sort du genre humain que le mal fait plus de mal que le bien ne fait de bien.

On sera sans doute étonné que toutes mes réflexions tombent sur les arts, & qu'aucune ne porte sur le commerce qu'on regarde comme la base de la puissance politique: mais outre qu'il est plus aisé de concilier les intérêts particuliers des nations que de statuer sur le bien général de l'Europe. Le seul moyen de former la balance du commerce, est d'en établir une dans les arts. C'est

C'est sur les premières matières que les grandes branches du commerce appuient: or que chaque nation emploie les siennes, & l'égalité dans le commerce s'établira d'elle même.

Je ne dirai plus qu'un mot pour prouver que la répartition des arts & métiers est le véritable système; c'est que les deux nations de l'Europe qui entendent le mieux leurs intérêts l'ont adopté. La France depuis un siècle a fait consister sa politique à se passer de l'industrie de l'Angleterre, & l'Angleterre a mis la sienne à se rendre indépendante de la main d'œuvre de la France. Et ces deux Gouvernemens y ont si bien réussi que quand l'un des deux seroit anéanti l'autre n'en subsisteroit pas moins.

Comme les affaires de notre monde politique vont par une sorte d'instinct, on a établi presque partout des manufactures. Déjà les trois grandes nations

économés se plaignent de cette nouvelle industrie générale qui diminue la leur. Le mal est que ces établissemens sont mal dirigés, & qu'ils périssent dans leur commencement, faute d'ordre & d'arrangement.

C H A P I T R E III.

Qu'il faut définir les peuples avant de chercher à les réformer.

SI la maniere de penser des hommes entre dans le plan du gouvernement dans lequel ils vivent, & en dirige même les principes, il faut avant d'établir des réglemens connoître les mœurs & les manieres de ces mêmes hommes.

CHA-

C H A P I T R E IV.

Portrait d'une certaine nation d'Italie :

„ S'il y avoit une nation dans le mi-
„ di de l'Europe qui eût perdu la
„ tracé de sa première origine; une na-
„ tion qui ayant passé successivement
„ sous la domination de plusieurs Puissances étrangères, se fût accoutumée
„ à toutes dominations; une nation qui
„ eût reçu elle seule tous les coups de
„ la fortune, qui au lieu de libérateurs
„ ne se fût donnée que des maîtres;
„ une nation dont toutes les autres se
„ feroient servies pour établir leur puissance, tandis qu'elle eût demeuré dans
„ la foiblesse &c. Et si cet état d'anéantissement durerait depuis une longue
„ suite de siècles; on voit bien qu'il
„ faudroit remonter bien avant dans
„ l'histoire pour connoître son vérité-

G 3

„ ble

„ ble génie, ainsi il seroit plus aisé
„ de dire ce qu'elle est, que ce qu'elle
„ pourroit être.

„ Le caractère des hommes tient beau-
„ coup au climat, mais celui de cette
„ nation seroit presque indépendant du
„ physique, son génie se démontreroit,
„ pour ainsi dire, à chaque regne, il
„ ressembleroit beaucoup à celui du
„ Prince qui la gouverneroit: ainsi on
„ seroit tout étonné de voir naître en
„ elle des vices & des vertus qui lui
„ seroient tout à fait étrangères.

„ Elle habiteroit un pays très-fertile
„ qui produiroit de tout, & ce seroit
„ peut-être cette grande abondance qui
„ seroit son malheur, elle se reposeroit
„ trop sur la bonté de son climat: si
„ elle eût occupé un terrain plus in-
„ grat, ses besoins l'auroient avertie
„ d'être plus industrieuse, & sa steri-
„ lité en la forçant au travail lui eût
„ don-

„ donné une activité , que sa fécondité
 „ lui auroit refusé : ainsi il arriveroit
 „ qu'avec tous les avantages d'une na-
 „ tion du midi, elle éprouveroit tous
 „ les inconvéniens de celles du nord.
 „ Sa Capitale seroit remplie d'une
 „ populace immense : tout y seroit dans
 „ le tumulte & l'agitation, tandis que
 „ le reste du Royaume seroit presque
 „ sans mouvement . Comme tous les
 „ grands corps y feroient leur residen-
 „ ce, & que les richesses de l'Etat vien-
 „ droient s'y réunir de toutes parts,
 „ il n'y auroit guere d'autre Royaume
 „ que la ville.

„ Cette assemblée nationale offriroit
 „ un tableau frappant des vicissitudes hu-
 „ maines. On y verroit dans le même
 „ group tout ce que la grandeur peut
 „ étaler de plus magnifique , avec ce
 „ que la misere a de plus affligeant ;
 „ d'un côté des citoyens qui paroî-

„ troient avec la pompe, & la splen-
„ deur des Rois, & de l'autre des mal-
„ heureux accablés sous le poids de
„ leur infortune. Ceux-là ne manque-
„ roient de rien: ceux-ci seroient pri-
„ vés de tout. Les hommes seroient
„ opposés du fort au foible; il n'y au-
„ roit guere que deux classes; la pre-
„ miere seroit d'un rang tout à fait
„ supérieur, & la seconde d'un rang
„ entièrement inférieur. Cette inégali-
„ té viendrait de celle des terres. On
„ y verroit des particuliers qui possé-
„ deroient des Provinces entières, tan-
„ dis que d'autres n'auroient pas un
„ pouce de terrain en propriété. L'ex-
„ trême richesse y toucheroit à l'extrê-
„ me pauvreté. Cette différence qui en
„ mettroit une immense dans les fortu-
„ nes, feroit qu'un homme seroit les
„ antipodes d'un autre homme.
„ Les Grands s'y rendroient pour
s'y

„ s'y donner en spectacle; mais comme
 „ la plupart auroit passé une partie de
 „ leur vie dans leur fiefs, ils y au-
 „ roient contracté une je ne sai quelle
 „ rudeffe dans les manieres qui s'accor-
 „ deroit mal avec les usages du monde
 „ poli. Ils auroient beau se déguiser
 „ par une magnificence empruntée: ils
 „ représenteroient mal sur un théâtre,
 „ où ils n'auroient pas appris à jouer
 „ leur rôle avant que d'y paroître.

„ Comme l'éducation en général y
 „ seroit très-bornée & qu'elle différ-
 „ roit pendant les différentes classes
 „ qui composent la société, il n'y au-
 „ roit presque point de différence dans
 „ les mœurs & les manieres publi-
 „ ques. On ne distingueroit les grands
 „ qu'à leur train, leur équipage, &
 „ leur chevaux, & s'ils n'avoient ni
 „ chiens, ni pages, ni coureurs, on les
 „ confondroit avec les hommes ordina-
 res,

„ res, & dans ce Royaume, il y au-
„ roit beaucoup de seigneurs qui seroient
„ peuple.

„ Cette nation se seroit de tout tems
„ opposée à l'établissement d'un tribu-
„ nal (*) qui défendrait de penser, &
„ encore plus d'écrire sur la Religion ;
„ mais peut-être qu'elle n'en seroit pas
„ moins foible, pour avoir fait une cho-
„ se qui demandoit beaucoup de force .

„ L'Eglise étant fort riche, on crieroit
„ beaucoup contre les gens de cet état ;
„ mais ces plaintes seroient mal fondées .

„ Comme le gouvernement politique
„ auroit négligé les arts & l'industrie,
„ que les étrangers y feroient un com-
„ merce avantageux, que la fortune pu-
„ blique diminueroit tous les jours, &
„ que la dissipation des richesses y se-
„ roit continuelle; ce seroit un bonheur

„ pour

(*) L'Inquisition.

„ pour lui qu'il y eût une société de
 „ gens qui accumulât de son côté ;
 „ moyen toujours bon, jusqu'à ce qu'on
 „ en eût trouvé un meilleur : où en
 „ seroit aujourd'hui ce peuple, si dans
 „ cette suite de révolutions qui l'ont agi-
 „ té, le Clergé en accumulant sans cesse
 „ n'eût balancé l'avidité des Princes
 „ étrangers, & encore plus celle de
 „ leur Vicerois qui cherchoient à tout
 „ envahir : Ces richesses qu'on reproche
 „ maintenant aux gens d'Eglise ne sub-
 „ sisteroient plus. La pauvreté cause de
 „ si grands maux dans l'état civil, qu'on
 „ peut mettre au rang des biens le mal
 „ même qui la prévient.

„ Dans les Etats où l'aisance publi-
 „ que, & le bien-être des Citoyens
 „ entrent dans le plan du gouverne-
 „ ment, il pourroit arriver que des gens
 „ frappés des choses de l'autre vie, quit-
 „ teroient le monde afin d'éviter dans
 „ la

„ la rétraite des superfluités, qui en ir-
„ ritant les désirs, corrompent le cœur ;
„ mais comme dans celui-ci l'état civil
„ ne suppléeroit à rien, on s'enferme-
„ roit dans les cloîtres pour avoir de
„ quoi vivre, & trouver sur le chemin
„ du Ciel des aïssances, & des commo-
„ dités que la fortune publique refuse-
„ roit ; ce qui feroit qu'il y auroit beau-
„ coup de célibataires.

„ D'un autre côté y ayant peu de
„ moyens de faire fortune, on s'attache-
„ roit beaucoup à la cour, chacun cher-
„ chant à faire fortune aux dépens du
„ Prince : ainsi la nation seroit divisée
„ en deux classes, les moines, & les
„ courtisans.

„ Dans les Gouvernemens, où l'in-
„ stitution a pourvu à la liberté des
„ citoyens, l'état politique n'a pas
„ plus de force que l'état civil. Ces
„ deux pouvoirs en se servant de con-

„ tre-

„ trepoids se balancent mutuellement, de
 „ maniere que l'un ne peut affoiblir l'autre,
 „ mais dans cette nation il n'y au-
 „ roit qu'un pouvoir devant qui tout
 „ plieroit. Le Roi seroit l'Etat, & le
 „ ministre le Gouvernement: ainsi il n'y
 „ auroit guere d'autre émulation que
 „ celle que feroit naître le Souverain
 „ ou son Ministre.

„ Je viens de dire que ce peuple à
 „ qui le climat donneroit beaucoup, joui-
 „ roit de peu, ce qui seroit une suite
 „ de son inaction; mais peut-être que
 „ cet engourdissement tireroit sa source
 „ d'une autre cause, & qu'il seroit l'ef-
 „ fet de la politique, qui, pour tenir
 „ ce peuple dans la dépendance lui fer-
 „ meroit la porte aux richesses. Si cela
 „ étoit son infortune seroit sans ressour-
 „ ce parce que le mal seroit dans le re-
 „ mede. Dans ce cas l'état politique ne
 „ seroit pas dans une situation moins

„ vio-

„ violente, que le Gouvernement civil
„ parce qu'il tireroit sa force de sa foi-
„ bleſſe même.

„ Peut-être auſſi que par la même
„ raiſon les arts libéraux ne ſeroient
„ point encouragés; On craindroit une
„ profeſſion particulière d'hommes d'e-
„ ſprit. Le génie eſt clairvoyant; il dé-
„ couvre les vices du Gouvernement, au
„ lieu que tout eſt vuide au tour de
„ l'ignorance, on n'y trouveroit aucun
„ de ces établiſſemens qui donnent des
„ grands hommes à la République. Les
„ prix & les récompensés dûes au ſa-
„ voir y ſeroient inconnues: ainſi per-
„ ſonne ne chercheroit à devenir ſavant
„ parce qu'il n'y auroit aucun profit à
„ l'être. Les loix civiles ſeroient bonnes
„ mais elles ſeroient mal executées: on
„ aimeroit mieux vivre dans leur cor-
„ ruption que dans leur réforme, par-
„ ce qu'on craindroit que celle-ci fît naître

tre

„tre plus d'abus qu'elle n'en détruiroit.
 „ On laisseroit donc les choses comme
 „ elles sont, & ce gouvernement ressem-
 „ bleroit beaucoup à celui d'une Répu-
 „ blique par l'endroit même qui le ren-
 „ droit différent.

„ Le génie des hommes se manifeste
 „ par les productions de l'esprit; mais
 „ on ne pourroit guere connoître celui
 „ de cette nation par les livres, parce
 „ qu'il lui seroit défendu de penser, &
 „ encore plus d'écrire; cependant si on
 „ lui permettoit quelquefois de publier
 „ ses ouvrages, on y découvreroit des
 „ traits de lumière qui feroient juger
 „ qu'elle iroit loin dans les sciences, si
 „ on ne lui fermoit les portes du savoir.

„ Comme il n'y auroit aucun grand
 „ établissement de fait, & que tous ceux
 „ qu'on y auroit formé jusqu'à présent
 „ ne seroient qu'ébauchés, la législation
 „ y auroit le même avantage que chez
 „ les

„ les peuples naissans, & il seroit mal-
„ heureux pour ce peuple que toutes
„ les loix jusqu'ici n'eussent porté que
„ sur les choses d'accessoire, & qu'aucun
„ n'eût embrassé l'état principal.

„ N'y ayant aucune émulation pour
„ le gouvernement, personne ne prendroit
„ part aux affaires publiques; la nation
„ livrée à elle même, s'adonneroit aux
„ plaisirs, aux fêtes, & aux amuse-
„ mens, & comme son oisiveté lui en
„ augmenteroit le goût, les choses fri-
„ voles lui seroient devenues nécessai-
„ res. Elle ne pourroit plus se passer
„ des jeux, & des spectacles. Ce pen-
„ chant seroit d'autant plus grand qu'el-
„ le auroit beaucoup de loisir, ayant
„ tout son tems à elle. Dans cette na-
„ tion les petites choses y tiendroient
„ lieu des grandes; on s'y occuperoit
„ d'un bal, d'une mascarade, d'une pro-
„ cession, ou d'un enterrement, comme

„ on

„ on fait ailleurs des affaires sérieuses.

„ Ceux qui dans les différents âges
 „ auroient gouverné l'Etat, n'auroient
 „ pas toujours eu le bonheur de rencon-
 „ trer la meilleure sorte d'administration
 „ & dans cette Monarchie, on y auroit vû
 „ plus des Dubois, des Chamilcarts, &
 „ des Fleuris, que des Sulli, des Col-
 „ berts, & des Louvois.

„ Cet Etat qui domineroit sur la mer
 „ auroit une grande armée de terre inu-
 „ tile, & manqueroit d'une flotte néces-
 „ faire, & c'est parcequ'elle auroit beau-
 „ coup de régimens, & qu'elle auroit
 „ peu de vaisseaux: ainsi en ne profitant
 „ pas assez des avantages de sa situation,
 „ elle perdrait le titre de Puissance mari-
 „ time, & n'auroit point acquis celui
 „ de militaire; ce qui l'eût affoiblie; car
 „ lorsqu'un gouvernement n'est pas ce
 „ qu'il devrait être, il n'est jamais bien
 „ ce qu'il est.

H

Dans

„ Dans tous les gouvernemens, il y a
„ des maximes économiques dont on ne
„ se départit jamais parce qu'elles servent
„ de fondement à l'état politique : com-
„ me d'encourager l'agriculture, aug-
„ menter la population, protéger le com-
„ merce, donner de l'émulation aux Arts
„ &c. mais dans ce Royaume personne
„ ne chercheroit à établir là-dessus des
„ réglemens; & non seulement on ne
„ feroit rien de ce que les autres font;
„ mais on feroit tout le contraire de ce
„ qu'ils font; il s'ensuivroit de-là que
„ la Monarchie languiroit dans l'indi-
„ gence; car l'administration a toujours
„ son effet; ou elle amène l'abondance
„ ou elle entraîne l'indigence.

„ La noblesse auroit joui autrefois de
„ grands privilèges qu'elle n'auroit plus;
„ car comme à l'établissement du gou-
„ vernement absolu, elle auroit perdu
„ les qualités qui la maintenoient dans

„ une

„ une forte d'indépendance, la politi-
 „ que auroit choisi ce moment d'affou-
 „ pissement pour les en dépouiller: &
 „ ceci auroit mis de la sûreté dans le
 „ gouvernement, parce que le peuple
 „ n'ayant plus de protecteur seroit for-
 „ cé à la tranquillité,

„ Quelques Etats dans la vue d'en-
 „ courager les Arts auroient fait descen-
 „ dre les nobles au rang des mar-
 „ chands (*) celui-ci auroit converti les
 „ marchands en Princes; ce qui l'auroit
 „ beaucoup appauvri; ainsi on pourroit
 „ dire que ce seroit la Noblesse qui au-
 „ roit rendu l'état roturier. Tant d'ex-
 „ cellences eût empêché que la nation ne
 „ devînt illustre,

„ Quoiqu'en général on vécût beau-
 „ coup dans le monde, on n'y auroit pas
 „ les qualités qui servent de base à la
 „ société, on s'assembleroit par faste, on

H. 2 „ se

(*) En Angleterre.

„ se visiteroit par mode, on se fréquen-
„ teroit par coutume, & on s'uniroit
„ par nécessité; comme chacun cherche-
„ roit à paroître plus qu'il n'est, on
„ fuiroit les lieux particuliers où l'on
„ pourroit s'examiner de trop près. En
„ général les assemblées feroient des ren-
„ dez-vous publics. On se verroit de
„ loin dans les Temples, aux théâtres,
„ aux promenades. Là on paroîtroit
„ très-grands, tandis que chez soi on se-
„ roit fort petit.

„ La Noblesse feroit dans une telle
„ ignorance sur l'administration de ses
„ biens, qu'elle se croiroit obligée d'en
„ confier le soin aux gens de Loi; ce qui
„ acheveroit d'y mettre le désordre & la
„ confusion. Les Mahometans se servent
„ de juifs pour leurs facteurs. Les Turcs
„ sont mal; mais la nation dont il est ici
„ question seroit pire.

„ Le défaut de subsistance, & l'oisif-

ve.

„ veté ayant donné naissance à un grand
 „ nombre de vices, dont beaucoup de
 „ gens se rendroient coupables, on se-
 „ roit souvent obligé de préférer l'im-
 „ punité aux châtimens: & une preu-
 „ ve qu'il y auroit peu de justice, c'est
 „ qu'il y auroit beaucoup de gens de
 „ Loi. La jurisprudence y feroit une
 „ profession lucrative qui enrichiroit
 „ ceux qui l'exerceroient. Et dans les
 „ Tribunaux on y emploieroit plus
 „ d'esprit pour faire absoudre un cou-
 „ pable, qu'on n'en met ailleurs pour
 „ justifier un innocent.

„ Dans les Monarchies on est poli,
 „ parce que la politesse est une suite de
 „ l'oisiveté de la cour. Mais cette na-
 „ tion feroit une exception à la règle
 „ générale. Le climat donneroit une
 „ certaine force aux fibres, qui feroit
 „ naître un je ne fai quoi de dur dans
 „ les manieres. Ceux qui seroient po-

„ lis , le feroient plus par réflexion ,
„ que par tempérament ; & il faudroit
„ avoir vécu long tems dans le beau
„ monde pour y avoir ces qualités dou-
„ ces & engageantes qui s'acquieren-
„ ailleurs du premier coup .

„ En général on chercheroit à pa-
„ roître plus que l'on est ; & comme
„ on n'auroit pas les qualités qui font
„ acquérir les richesses , on y substitue-
„ roit la fraude ; ainsi la mauvaise foi
„ s'établirait & les étrangers n'au-
„ roient guere de confiance dans une
„ nation qui n'en auroit pas pour elle-
„ même .

„ Le menu peuple feroit beaucoup
„ adonné à la rapine & aux vols .
„ Mais il voleroit peu à la fois pour
„ s'entretenir dans l'habitude de voler
„ long tems .

„ Dans cet État il y auroit un grand
„ luxe . Toutes les conditions y feroient

„ con-

„ confonduës . Les citoyens à qui il
 „ manqueroit le nécessaire chercheroient
 „ à se donner le superflu : chaque hom-
 „ me y seroit un spectacle pour un au-
 „ tre . L'indigence elle même monte-
 „ roit en carosse, & paroîtroit par tout
 „ en habit brodé .

„ Il ne seroit pas impossible que le
 „ luxe dans les autres Etats, en don-
 „ nant de l'activité aux Arts, & par-
 „ là procurant les moïens de se marier,
 „ ne fût un des ressorts du gouverne-
 „ ment politique ; mais ici il seroit une
 „ des causes de la dépopulation . On y
 „ disposeroit à bonne heure les enfans
 „ au célibat, pour avoir de quoi payer
 „ des équipages, des valets, & des
 „ chevaux, & on n'y marieroit point
 „ les filles afin d'avoir les moyens d'en-
 „ tretenir des pages, des laquais, &
 „ des coureurs ; il s'ensuivroit de ce luxe
 „ national que les fils, les filles, les

„ pages, les laquais, & les coureurs ne
„ se marieroient point, & que la po-
„ pulation diminueroit dans la propor-
„ tion que le luxe augmenteroit.

„ Le luxe des épousailles seroit sur-
„ tout si grand qu'il sembleroit qu'on
„ ne s'unit par le mariage que pour se
„ ruiner mutuellement. Il arriveroit sou-
„ vent parmi les Grands qu'ils seroient
„ mal à leur aise pendant toute leur vie
„ parce que dans le mariage il y auroit
„ eû un jour de nûces.

„ Celui des naissances ne seroit pas
„ moins dispendieux. Une femme de
„ qualité assembleroit chez elle toute
„ une ville pour lui apprendre à grands
„ frais qu'elle a accouché, & on fe-
„ roit tant de dépense à la naissance
„ des enfans, qu'il arriveroit souvent
„ qu'on n'auroit pas de quoi leur don-
„ ner une éducation convenable à leur
„ rang.

„ Il y auroit sur tout trois jours dans
 „ l'année où le luxe feroit un dernier
 „ effort pour se surpasser lui même.
 „ Les Dames se feroient voir dans des
 „ chars de Triomphe attelés par des
 „ hommes, suivis d'un cortége royal.
 „ Ces trois jours seroient ceux que la
 „ Religion consacreroit d'une maniere
 „ plus particuliere à la devotion (*)
 „ où les Temples seroient remplis de
 „ détail; & on iroit avec cette pompe
 „ orgueilleuse affronter la Divinité jus-
 „ qu'au pied des Autels.

„ Outre tous ces luxes, il y en auroit
 „ un autre particulier qui causeroit de
 „ grands maux; ce seroit celui qu'on
 „ étaleroit au mariage du Roi, & nais-
 „ sance des Princes. La Noblesse s'é-
 „ puiserait par des répas & des fêtes
 „ qui couteroient beaucoup; elle feroit
 „ des

(*) Le jeudi, vendredi, & samedi de la se-
 maine sainte.

„ des dettes, & engageroit ses biens pour
„ paroître magnifique. Les livrées sur-
„ tout seroient si riches, que bientôt les
„ premières Familles n'auroient plus de
„ quoi s'habiller. Si ce luxe n'attaquoit
„ que les Grands, il feroit plus de bien
„ que du mal, parce qu'il formeroit une
„ nouvelle circulation; mais outre qu'il
„ seroit général, & s'étendrait dans
„ toutes les classes, il tireroit sa source
„ de l'étranger. Les diamants, les étof-
„ fes riches, les bijoux, enlèveroit
„ une grande portion des richesses gé-
„ nérales qui passeroient en France; de
„ manière que le mariage se feroit à N.
„ & les nûces à Lion.

„ Il y auroit encore un dernier luxe
„ qui ne seroit pas moins à charge à
„ l'Etat; ce seroit celui des vierges de-
„ stinées au célibat. Avant de les con-
„ sacrer à Dieu, on les feroit sortir
„ du sanctuaire de la pénitence pour
„ les

„ les montrer avec éclat sur le théâtre
„ du monde. Elles feroient parées com-
„ me des Reines, & paroïtroient dans
„ un équipage brillant précédé de pages
„ & de coureurs. Avec ce train fa-
„ stueux, elles se montreroient aux spec-
„ tacles & dans les assemblées publi-
„ ques. On diroit que ce feroit pour é-
„ prouver leur vocation, mais feroit-
„ ce toujours un bon moyen de pré-
„ parer l'esprit à la pénitence, par les
„ choses qui disposent le cœur à la cor-
„ ruption. On les feroit sortir du mon-
„ de par la porte qu'entrent celles qui
„ choisissent un état tout contraire.
„ Ces vierges épouseroient le Ciel avec
„ plus d'emphase qu'on en met aux ma-
„ riages de la terre. Le jour destiné pour
„ la clôture, elles diroient adieu au
„ monde au son des violons, & entre-
„ roient dans le sentier de la péniten-
„ ce au bruit d'une musique aussi gaye
„ que

„ que celle d'un Opera. Cet acte d'hu-
„ miliation se feroit avec tant d'empha-
„ se, & une si grande dépense qu'il en
„ couteroit plus qu'un jour de nôces.
„ Ce seroit dans cette cérémonie qu'on
„ dépenseroit une dote, pour épargner
„ une dote. Les familles particulieres n'y
„ gagneroient rien, l'Etat seul y per-
„ droit des enfans.

„ Quoique les sujets fussent pauvres
„ le Roi seroit riche, & il le seroit bien
„ d'avantage si ses prédecesseurs n'a-
„ voient vendu l'Etat en détail pour
„ avoir de l'argent en gros. Ils au-
„ roient engagé les revenus de la Cou-
„ ronne pour un tems, ou pour tou-
„ jours à des particuliers qui seroient
„ aujourd'hui les Souverains en second;
„ & le peuple qui auroit par-là un Roi
„ & plusieurs petits Monarques n'en
„ seroit que plus mal.

„ Dans cet Etat rempli de luxe, où
„ la

„ la moitié de la nation y feroit au
 „ service de l'autre; il n'y auroit gue-
 „ re que deux classes, les maîtres & les
 „ valets; ce qui feroit un grand incon-
 „ venient pour rétablir les Arts; car
 „ tant de gens oisifs qui vivroient aux
 „ dépens d'une profession aisée & com-
 „ mode ne voudroient pas la quitter
 „ pour en embrasser une laborieuse.

„ Les talens frivoles seroient fort esti-
 „ més, on y feroit plus de cas d'un chan-
 „ teur, ou d'un compositeur d'opera que
 „ d'un homme de mérite: ainsi les profes-
 „ sions fondées sur le luxe y réussiroient:
 „ on y verroit souvent des particuliers qui
 „ sans autre génie que celui d'un certain
 „ goût pour les choses de faste y fairoient
 „ fortune. Ces gens-là appauvreroient la
 „ nation en lui vendant des modes &
 „ des rubans.

„ On a remarqué que l'émulation
 „ manquant à cette nation, les arts y
 „ lan-

„ languiroient : cependant elle ne seroit
„ pas entierement dépourvue de génie.
„ Il y auroit quelques hommes parmi la
„ Noblesse qui feroient appercevoir de
„ loin beaucoup de talent , mais il seroit
„ mal dirigé ; on y verroit des Grands qui
„ pouvant d'ailleurs se rendre utiles à la
„ République passeroient leur vie à scier
„ du marbre.

„ Un Etat qui a des intérêts de com-
„ merce réciproques peut balancer ses dé-
„ savantages par ses avantages ; mais un
„ peuple avec qui tout le monde négoc-
„ cie & qui ne négocie avec personne,
„ un peuple qui en matiere de commerce,
„ pour m'exprimer ainsi, fait la chouet-
„ te à toute l'Europe doit s'appauvrir
„ nécessairement. Telle est la nation dont
„ il est ici question , à qui toutes les au-
„ tres imposeroient un tribut par leur
„ industrie , & qui n'en imposeroit au-
„ cun par la sienne aux autres.

„ Dans

„ Dans cette Nation beaucoup de
 „ gens s'adonneroient à la musique. On
 „ y verroit des écoles de chant, com-
 „ me on voit ailleurs des Académies de
 „ Sciences. Ces Universités seroient bien
 „ rentées, tandis que celles qui auroient
 „ pour objet les connoissances utiles n'au-
 „ roient presque point de révenus. Les
 „ professeurs de ces écoles iroient dans
 „ les Cours étrangères vendre des sons,
 „ & faute d'autre commerce, on y né-
 „ gocieroit en chansons.

„ Peut-être que son peuple surpasser-
 „ roit les autres de l'Europe dans les
 „ arts, où il suffit de talens médiocres
 „ pour réussir, & où l'ordre, l'arrange-
 „ ment & la symétrie tiennent lieu de
 „ génie: ainsi il excellerait dans la de-
 „ coration d'un opera, l'arrangement
 „ d'une fête, une illumination, une en-
 „ trée publique, ou un enterrement.

„ Presque tous les biens des Grands se-
 „ roient

„ roient en direction, on seroit obligé de
„ donner des tuteurs aux hommes ma-
„ riés comme on fait ailleurs aux fils de
„ famille les plus dérangés. Tous les ri-
„ ches seroient mal aisés & souvent avec
„ une grande fortune, on n'auroit pas
„ de quoi vivre.

„ On seroit moins empressé à acquérir
„ des richesses que dans les autres Etats
„ parce que lorsqu'on les auroit ramassées
„ on ne sauroit qu'en faire, n'y ayant
„ aucun de ces établissemens qui don-
„ nent un prix à l'argent. Dans les
„ gouvernemens commerçans la mer
„ & la terre offrent des spéculations
„ avantageuses. Les particuliers voyent
„ doubler leurs fonds tous les dix ans ;
„ mais dans celui-ci après plusieurs gé-
„ nérations, la somme des richesses se-
„ roit la même.

„ Ailleurs on se donneroit beaucoup
„ de mouvemens pour devenir riche ;

„ ici

„ ici on prendroit beaucoup de peine
 „ pour le paroître. Il ne s'agiroit pas
 „ tant de posséder une grande fortune,
 „ que de persuader aux autres qu'on en
 „ jouit: on chercheroit moins l'opulen-
 „ ce que ce qui l'annonce; les biens, que
 „ la réputation d'en avoir: l'essence, que
 „ ce qui lui ressemble. On affecteroit
 „ d'en imposer par les apparences d'un
 „ bien-être dont on ne jouiroit pas: &
 „ on seroit fort content de soi, lors-
 „ qu'on auroit persuadé aux autres
 „ qu'on l'est. Dans cette nation il y
 „ auroit beaucoup de gens qui se pri-
 „ veroient du nécessaire pour avoir le
 „ superflu.

„ Au milieu d'un grand faste on y
 „ auroit beaucoup de frugalité. La pro-
 „ fusion de la table, & la délicatesse
 „ des mets y seroient presque inconnues,
 „ on ne seroit splendide que dans les
 „ équipages, les livrées & les chevaux.

I

„ Et

„ Et avec la pompe & la magnificence
„ des modernes, on auroit conservé la
„ frugalité des anciens.

„ Au milieu de l'inaction, & d'une
„ sorte de dégoût pour les Arts, il se
„ seroit conservé de l'émulation dans
„ quelques branches d'un commerce fort
„ lucratif; ce qui auroit donné nais-
„ sance à de grandes fortunes étrange-
„ res. Des hommes pauvres auroient
„ quitté le pays de la stérilité pour ve-
„ nir s'enrichir dans le climat de l'abon-
„ dance. Cette nation auroit vu passer
„ de grandes richesses dans les mains
„ des gens qui ne seroient pas de son
„ pays, & comme ces hommes après
„ avoir fait fortune auroient acheté des
„ titres, ils jouiroient aujourd'hui de
„ grandes prérogatives. Et dans cet
„ Etat il y auroit beaucoup de Princes
„ qui ne seroient pas même gentilshom-
„ mes.

„ Une

„ Une nation qui n'a rien à faire
 „ cherche à se séduire elle même. Dans
 „ celle-ci le sexe y auroit un grand ascen-
 „ dant. Par tout où les hommes n'ont
 „ point de part au gouvernement, il
 „ prend l'empire,

„ Les femmes exigeroient des hommes
 „ beaucoup d'affiduité auprès d'elles,
 „ ce qui mettroit de la tiédeur & pres-
 „ que du dégoût dans la plupart des en-
 „ gagemens : aussi changeroit-on sou-
 „ vent ; mais on ne seroit pas mieux en
 „ essayant continuellement de n'être pas
 „ si mal,

„ En général les femmes y manque-
 „ roient de cet esprit qui s'acquiert par
 „ l'éducation, l'usage du beau monde,
 „ & la lecture des meilleurs livres : ail-
 „ leurs leur commerce en gâtant le cœur
 „ raffine l'esprit ; ici les hommes ne joui-
 „ roient pas même de ce funeste avan-
 „ tage. Les vices que l'on contracte-

„ roit avec elles feroient fans retour :
„ on perdrait tout pour ne rien acq-
„ rir. Il pourroit y avoir beaucoup d'ex-
„ ceptions à cette règle : mais ce feroit
„ là la règle.

„ Comme dans fa Capitale il y auroit
„ un grand nombre de femmes titrées,
„ on s'attacheroit à elles par vanité
„ & souvent on deviendroit l'esclave
„ d'un nom.

„ Je me hâte de finir, crainte qu'on
„ ne m'accuse de faire une satire au
„ lieu d'un portrait. Non cette nation
„ telle que je viens de la représenter
„ feroit naturellement bonne. Comme
„ dans le fond elle auroit beaucoup
„ d'esprit, & l'imagination fort vive,
„ on la verroit souvent s'échapper par
„ des emportemens; mais l'orage passé,
„ un calme paisible succéderoit, & alors
„ on découvreroit en elle les qualités
„ du cœur. Dans cette nation il y au-
„ roit

„ roit peu de gens qui fussent méchants
 „ de dessein prémédité. La plupart des
 „ crimes qu'on y commettrait tiendrait
 „ plus au premier mouvement qu'à la
 „ reflexion; & une preuve que le peu-
 „ ple ne seroit point méchant, c'est que
 „ sa Capitale qui seroit remplie d'une
 „ populace immense se maintiendrait
 „ dans l'ordre sans aucune sorte de po-
 „ lice.

„ La noblesse qui, livrée à l'oïveté,
 „ s'adonneroit aux plaisirs & aux amu-
 „ sémens, ne manqueroit pas de ce gé-
 „ nie qui rend les hommes propres aux
 „ grandes affaires. Ses qualités ne se-
 „ roient qu'engourdis. Pour lui ôter
 „ ses vices, & lui rendre ses vertus,
 „ il faudroit lui donner d'autres mœurs;
 „ peut-être qu'il suffiroit de lui faire
 „ changer de manieres.

C H A P I T R E V.

*Avantages du Royaume de Naples sur
les autres Etats de l'Europe.*

IL ne suffit pas aux Etats de former des plans d'agrandissement, de négocier avec avantage, ou d'acquiescer la puissance militaire; les armées peuvent bien gagner des victoires; mais elles ne feront pas naître ces richesses qui procurent l'aisance & le bien-être des citoyens; c'est un bien que la nature donne, & qui est indépendant de la politique.

Si on porte ses regards sur l'Europe moderne, on ne trouvera aucune nation qui ait en elle même tout ce qu'il lui faut pour acquiescer la puissance.

Le local de la France est fertile, mais il n'est pas généralement fécond; elle a des endroits stériles. L'abondance y est
tout

tout auprès de la disette; à côté des peuples qui ne manquent de rien, il y en a d'autres qui sont privés de tout.

L'Angleterre n'a pas la moitié des choses qui lui sont nécessaires : elle tire des autres Etats les choses qui contribuent à sa grandeur.

La Hollande, comme on l'a vu ailleurs seroit la nation la plus pauvre du Monde si elle étoit réduite à son local qui ne produit presque rien.

La Russie n'a point de quoi se suffire à elle même.

C'est à peu près le cas de l'Allemagne en général.

L'Espagne est riche en argent, le Portugal a beaucoup d'or; mais d'ailleurs ces peuples manquent de tout.

Naples seule jouit de tous les avantages dont les différens gouvernemens sont privés. Les autres états s'élèvent par l'intrigue, celui-ci peut être riche par

ses propres ressources indépendamment de la politique. La nature l'a pourvu de toutes les choses qui contribuent à enrichir les Etats.

Elle tire de son cru les quatre premières matières (*) qui rendent les arts florissans ; c'est-à-dire qui donnent la puissance.

Le climat, ce premier don du Ciel peut répandre une heureuse influence sur ses manufactures, ce qui doit leur donner la préférence sur celles du Nord, qui seront toujours retardées par le physique.

L'abondance de ses denrées qui procure au peuple une subsistance aisée.

Sa fertilité naturelle, les terres produisant presque d'elles mêmes ; ce qui en diminue le nombre des laboureurs, peut augmenter celui des artistes.

Un peuple sain, robuste, frugal, qui vit

(*) Les foyes, les laines, les cotons, & les chanvres.

vit de peu, qui n'a presque point de besoins, & peut se passer des aises & commodités de la vie.

Son amour pour le gain qui le dispose d'avance à la patience, l'activité & au travail.

La perfection où les différentes nations industrieuses ont porté les arts; ce qui est pour Naples un avantage considérable, n'ayant plus rien à inventer; mais seulement à imiter.

La pauvreté naturelle de ses peuples qui leur fait souhaiter de changer d'état.

Un gouvernement absolu, où le Prince ne trouve aucune résistance de la part de ses sujets, où il n'a qu'à vouloir pour donner un autre génie à la Nation.

Sa position, qui met le Royaume hors de la portée des guerres, & des troubles dont les autres Etats de l'Europe sont agités; ce qui doit lui donner l'avantage dans le gouvernement économique,

que, son peuple n'étant point distraité par les sièges & les batailles.

Il ne faut pas mettre au rang des moindres avantages celui de la médiocrité de l'Etat, qui fait que l'administration peut porter la main sur les endroits foibles, & corriger le mal dans sa source même.

Dans les vastes Monarchies, il n'est pas toujours au pouvoir de la législation de prévenir les abus: dans l'embaras, la grandeur; la multiplicité des affaires, les causes secondes préviennent souvent l'effet des meilleurs réglemens: voilà pourquoi il a fallu tant de tems pour former la France, & qu'il en a fallu si peu pour créer la Hollande.

Par un calcul aussi exact qu'il peut l'être sur les productions de la terre, je trouve que les plantations de meuriers, combinées par le physique, & l'étendue du Royaume pourroit être augmentée.

mentée de quatre millions de pied, sans déroger aux autres productions, & les foyes qui en proviendroient fabriquées dans le Royaume formeroient une circulation & une richesse considérable. Naples dans peu non seulement pourroit se passer de Lion, mais même devenir le Lion de l'Italie. Elle seroit en état de fournir aux autres nations du midi des foyes fabriquées à plus bas prix de la France, ce qui lui assureroit la préférence.

Ses laines qui sont en assez grande quantité ~~œuvrées~~ dans le Royaume & converties en draps fins préviendroient l'importation des étrangers, & laisseroient une richesse dans l'Etat qui est enlevée toutes les années par cette consommation; & il ne faut pas alleguer la qualité supérieure: les laines de Naples mêlées avec celles d'Espagne feroient des draps d'une aussi bonne qualité

lité que ceux d'Hollande, & de la grande Bretagne; au lieu que les draps que l'on fabrique actuellement dans ce Royaume sont très-inférieurs.

Les cotons pourroient être aussi la source d'une grande manutention. Toutes les nations de l'Europe le tirent du Levant, ce qui augmente considérablement le prix de cette première matière; & gêne beaucoup les manufactures de coton; ce Royaume l'ayant dans son crû auroit l'avantage sur les autres peuples. Il pourroit en établissant des manufactures de toile de coton, non seulement pourvoir aux besoins de l'Etat, mais même en fournir aux étrangers.

Les chanvres & les lins peuvent également augmenter la fortune de la Monarchie: il suffiroit d'améliorer leur culture, & perfectionner les manufactures de toile.

Sa position est une des plus favorables pour s'emparer des branches les plus riches du commerce étranger. Je ne parlerai ici que de celui du Levant. Il peut lui seul procurer de grandes richesses à l'Etat ; les trois nations industrieuses qui en sont actuellement en possession en tirent de grands avantages : cependant elles ne sont pas à portée de le faire avec la même facilité que les Napolitains, soit par la proximité du Levant, l'abondance des matieres , & le prix de la main d'œuvre. Je ferai voir ailleurs que Naples peut fournir aux Turcs les mêmes genres à quarante pour cent meilleur marché que les peuples avec qui ils sont actuellement en traité de commerce avec la Porte ; ce qui suffit pour obtenir la préférence. Je rendrai sensible dans ce même ouvrage que l'établissement des manufactures, & celui du commerce augmenteroit considérablement les revenus

nus de la Couronne & par les facultés qu'il donneroit aux sujets répandroit l'aisance & les richesses dans toutes les classes.

Toutes ces différentes branches de l'administration économique ont besoin d'être réparées, mais il faut auparavant les préparer à la réforme, sans quoi les meilleurs réglemens seroient à pure perte. Il en est des désordres du gouvernement politique, comme des maladies du corps humain, qu'il faut disposer à la guérison par des préparatifs sans quoi les remèdes ne font qu'irriter le mal. Il faut d'abord porter la main sur les endroits défectueux d'où l'Etat tire sa foiblesse & prévenir la dissipation des finances. A quoi serviroit en effet à Naples d'encourager les arts & l'industrie, tandis qu'un faste prodigieux désolera l'Etat, & ruinera les familles particulières ? De quelle utilité seroit à ce Royaume
l'ame-

l'amélioration de quelques branches de son commerce, si le luxe national qui absorbe une grande portion des richesses fait que la balance est en faveur des étrangers?

C H A P I T R E V I.

Reformer le luxe; établir des pragmatiques.

LEs écrivains modernes se sont donnés beaucoup de mouvement, pour savoir si le luxe étoit bon à quelque chose. Ils pouvoient s'épargner toute cette peine: l'histoire suffisoit pour décider cette question; il n'y avoit qu'à l'ouvrir; on auroit vu que les plus grands Empires ont péri par lui. Rome qui avoit subjugué le Monde entier fut subjuguée par son luxe. On dira peut-être que les gouvernemens modernes ne ressemblent pas aux anciens: mais les hom-

hommes sont toujours les mêmes; ce qui les gâte dans un tems, les corrompt dans un autre.

Lorsqu'une fois on laisse prendre l'effort au luxe, il n'a plus de bornes. Les Grands veulent imiter le faste des Rois; le peuple cherche à s'égalier aux premiers de l'Etat, & tout est perdu.

Chez les anciens la législation régloit l'ordre des rangs. Il est essentiel que les sujets soient distingués, & que le dernier de la République ne ressemble pas au premier. Dans les États où cette gradation n'est pas observée, on ne reconnoit plus les hommes par l'extérieur; chacun laisse chez soi les marques de sa condition, & paroît en public avec une autre qui n'est pas la sienne.

Dépuis un siècle il s'est fait une révolution générale dans les manieres. Un grand faste a changé la décoration de l'Europe; le théâtre du luxe s'est agrandi:

di: les hommes se donnent plus en spectacle les uns aux autres.

Nos ancêtres étoient de bonnes gens qui n'en favoient pas tant que nous là-dessus. Ils ignoroient l'art de se passer du nécessaire, pour avoir le superflu.

L'ostentation ne leur faisoit pas habiter d'immenses palais incommodes, où l'on est dans sa maison comme dans une ville étrangère, dont on ne connoît pas les avenues. Ils ne favoient pas vivre un jour dans l'abondance pour mourir de faim le reste de l'année. On ne connoissoit pas encore cette magnificence fastueuse des habits qui pare plus qu'elle ne couvre.

L'or & l'argent étoient destinés à la circulation publique; on ne voyoit point ces métaux entassés en pyramides dans les maisons des particuliers; on n'avoit point encore imaginé d'être pauvre avec le luxe & la magnificence des Rois.

—○

K

L'ex-

L'extérieur influe beaucoup sur les hommes. Je dirois volontiers que le génie tient à la couleur de l'habit.

Les soldats d'une armée se croient tous égaux, par la raison qu'ils sont tous en uniforme. Lors de la décadence de l'Empire Romain, celui qui s'habilloit de pourpre devenoit Empereur, c'est que la vénération étoit plus attachée à l'habit qu'à la personne. En général lorsqu'on se pare, on a meilleure opinion de soi même. Il n'y a point d'homme d'esprit qui ne se surprenne quelquefois dans ces petites foiblesses. J'ai oui parler d'un Monarque qui disoit que dans les petites cérémonies de sa cour (où ses courtisans se piquoient d'être un peu mieux parys), ils avoient plus de probité qu'à l'ordinaire; mais que les grands jours de Gala, ils étoient tous d'honnêtes gens. Ce n'est pas que le luxe inspire la vertu; mais il rend plus vain.

On

On a toujours peur de se tromper sur ce mot, & de prendre pour luxe ce qui n'en est point; mais on ne sauroit s'y méprendre. Les citoyens se ruinent par des superfluités inutiles, l'Etat s'épuise par des étoffes étrangères, & des bijoux de prix, voilà le luxe qu'il faut bannir.

L'inconvénient n'est pas que le luxe attaque ceux qui jouissent d'une grande fortune, le malheur est qu'il descend dans les conditions, qui par la nature des choses ne devroient avoir que le nécessaire physique.

On lit dans le meilleur livre (*) qui ait été écrit sur ces matières, qu'il ne faut point des loix somptuaires dans le gouvernement d'un seul: ceci est trop général. Il est des Etats Monarchiques dont il faut bannir le luxe. On ne doit pas

(*) L'Esprit des Loix.

pas toujours conduire les hommes par des loix uniformes. Tous les réglémens doivent être relatifs. Dans une Monarchie pauvre par le vice de sa corruption, ou toute autre cause, il faut des pragmatiques. Dans les Monarchies riches, il n'en faut point, parce que le luxe fait rentrer dans la circulation les richesses qui en étoient sorties; mais dans les Etats indigens, où l'on ne peut pas faire circuler ce qui n'y est pas, le luxe cause des maux infinis.

La politique a distingué la nature & le principe de chaque gouvernement: on a dit que le Républicain va par des ressorts différens que le Monarchique. Je crois bien que la vertu n'est pas absolument si nécessaire au gouvernement d'un seul, que dans l'Etat démocratique; mais c'est toujours un inconvénient qu'un peuple soit rempli de vices: on a beau établir des distinctions, les de-
for-

ordres ne sont bons qu'à détruire la société ; & de tous les chemins qui conduisent à la dissolution, le luxe est le plus large.

Lorsqu'il put s'introduire chez les grandes nations, les loix ne purent rien, parce qu'il n'y eut plus de proportion entre les besoins & les moyens : on lit dans l'histoire des Romains qu'une cruche de vin de Falerne se vendoit cent deniers ; un barril de chair salée du Pont en coûtoit quatre cents : on payoit un cuisinier quatre talens.

Plus un peuple emploie l'industrie d'un autre pour augmenter son luxe, plus il s'appauvrit relativement. Il faut encourager le luxe dans les pays où les arts & les manufactures fleurissent ; parce que l'industrie repare tout ; mais il faut le bannir chez les peuples où la paresse & l'inaction sont comme naturalisées ; car il augmente toujours dans la pro-

portion de l'oïfiveté des habitans. Une nation active occupée de grandes affaires n'a pas le loisir de se livrer aux parures.

On est trop occupé en Hollande & en Angleterre pour songer au luxe ; on laisse les fastes pour les peuples qui n'ont rien à faire.

Mais par une fatalité réservée à nos siècles modernes, les Etats qui auroient le moins besoin du luxe, sont ceux qui en ont davantage. On pourroit le calculer aujourd'hui sur le pied de la pauvreté générale. Suivant l'état actuel de l'Europe, l'Italie est la partie de notre monde qui a le moins de part aux richesses générales de l'Univers ; & c'est le pays néanmoins de la terre où il y a le plus de faste. Les Italiens & sur-tout les Napolitains sont superbes dans leurs parures, leurs équipages, leurs fêtes, leurs spectacles : c'est du fond de cette

magnificence empruntée que sort une voix publique qui demande du pain.

Les pierres précieuses.

Le luxe des pierreries a fait une grande playe à l'Etat de Naples. Si le gouvernement faisoit prendre un état des sommes qui depuis un demi siècle sont sorties de ce Royaume pour acheter des bijoux, on trouveroit qu'il est immense. Ce luxe est préjudiciable par deux endroits; car non seulement on achete de l'étranger les diamans, mais même la main d'œuvre pour les monter; objet qui est considérable & fait sortir de grandes richesses de cette Monarchie.

Les matières d'or, & d'argent.

Naples possède beaucoup de cette opulence en vaisselle qui indique ailleurs l'ai-

sance publique; mais qui dans ce Royaume est une marque certaine de sa pauvreté. Dans les Etats où les arts, l'industrie & le commerce suppléent à ce luxe, il faut le permettre, parce qu'il peut être réparé; mais à Naples il est à pure perte, parce que rien ne remplit le vuide qu'il cause. Ces métaux entassés en pyramides dans les maisons des Grands forment une indigence dans le sein même des richesses.

Un grand nombre de millions sont enfouis pour l'Etat; c'est comme si ces métaux étoient encore ensevelis dans le centre de la terre.

Un particulier qui a un capital considérable en vaisselle plate, la voit diminuer tous les ans par la perte des intérêts; outre celle de la façon qui est considérable. Ce luxe interesse l'état politique & civil. La nation perd l'avantage qui lui en reviendrait par la circulation de ces métaux.

La

La France s'est fort bien trouvée d'avoir invité ses citoyens d'apporter leur vaissellé d'or & d'argent à la monnoye pour la convertir en especes; ceux qui ont suivi là-dessus les intentions de la cour, se sont rendus service à eux & à l'Etat. La Monarchie y a acquis une richesse qui étoit auparavant idéale: c'est, pour m'exprimer ainsi, une pluie d'or qui a arrosé toutes les classes de la société. Il n'y a que ceux qui ont fait une étude particulière de la circulation publique, qui puissent connoître tous les biens qui resultent d'un nouveau numéraire. Les autres reformes n'affectent que quelques branches de la société; celle-ci les intéresse toutes.

L'or & l'argent sont faits pour la circulation; & non pour le luxe des citoyens; c'est un mal qui intéresse le corps entier de la République, car lorsqu'elle manque du numéraire, toutes les classes s'en ressentent. Je

Je ne dirai plus qu'un mot pour prouver que ce luxe dans le Royaume de Naples porte un vice avec soi. La plupart de ceux qui se sont dérangés pour se la procurer, réduits à la nécessité d'emprunter des sommes, sont obligés de donner cette même vaisselle en nantissement. Les Banques destinées à prêter de l'argent à intérêt sont remplies de pièces d'orfèvrerie. Ce luxe n'est donc pas une suite des superfluités de la nation ; mais au contraire est tiré du fond des besoins physiques, où il est forcé de rentrer par des emprunts.

Les habits.

Le luxe des habits mérite la même attention du gouvernement. Il est d'autant plus ruineux qu'il prend sa source hors du Royaume. Naples paye un tribut régulier aux manufactures de France & d'Angleterre, & comme ce luxe est pro-

prodigieux, le dommage est immense. Pour prévenir ce defordre il faut un réglemant sur les parures & les ajustemens, & faire succeder à la scene éclatante des étoffes riches celle d'un uni regulier; car en fait du luxe des habits, il n'y a point de tempérament. Il faut le laisser subsister tout-à-fait, ou le bannir entièrement.

Les domestiques.

Celui des domestiques est d'une plus grande conséquence, parce qu'il attaque la partie la plus saine de la République. Naples est remplie de pages, de valets de pied, de laquais, & de coureurs: populace immense aussi onéreuse à l'état économique, que ruineuse pour le gouvernement politique; car cette classe qui s'est formée aux dépens de celle des laboureurs & des artistes, gêne

ne de mille manieres l'industrie & l'agriculture : Elle forme dans l'Etat une société d'hommes inutiles : citoyens dangereux parce que leur état naturel est la corruption & la debauché. Aristote ne pouvoit croire que ceux qui se vendoient à un maître, pussent avoir aucune vertu : nos domestiques sont remplis de vices.

On a dit que c'étoit un mal nécessaire ; c'est à cause de cela même qu'il faut le diminuer comme ce n'est pas par besoin , mais par ostentation que l'on entretient vingt & quelquefois trente domestiques, l'on peut trouver de grandes facilités dans cette reforme. Le mal est que ce luxe a passé dans les dernières classes de la société civile, & que ceux qui devroient être domestiques en ont. Il n'y a point d'artiste à Naples qui n'ait sa suite &c.

Je ne saurois guere dire le nombre
des

des domestiques qu'il faudroit reformer dans chaque maison. Il faudroit pour cela, entrer dans une suite de détails qui ne sont pas de mon sujet.

Les livrées.

Un reglement sur les livrées seroit d'une grande conséquence. La grande & la petite livrée suffisent pour ruiner les plus grandes maisons Napolitaines. Il est inoui que la marque de la plus vile de toutes les conditions appauvrisse l'Etat; & que ceux qu'on employe aux dernieres fonctions de la vie civile soient habillés comme ceux que la fortune destine aux plus grandes. Six domestiques portent plus de richesses un jour de Gala qu'il en faudroit pour l'entretien d'un pareil nombre d'honnêtes citoyens. Les manufactures les plus riches travaillent pour l'antichambre: autrefois la broderie

rie étoit réservée pour les Grands, aujourd'hui on la sacrifie aux valets. Tous les laquais ressemblent à des seigneurs, & afin que la confusion soit plus grande, on leur laisse porter la marque qui sert ailleurs à distinguer les maîtres des valets. (*)

Les équipages.

Le luxe des équipages est dans le même cas; il mérite d'autant plus l'attention de l'administration, qu'il est monté à un excès qui n'a point d'exemple dans les fastes du monde. Les chars de triomphe des anciens ne peuvent pas être comparés à ces carrosses modernes, où la sculpture, la peinture, & la dorure, le relief, & la broderie sont prodiguées. Ils furent d'abord inventés pour la com-

(*) A Naples les domestiques portent l'épée.

modité publique; aujourd'hui on ne les tient que par ostentation. Ce luxe engloutit les plus grandes fortunes: on voit des particuliers à Naples qui ensevelissent de grandes richesses dans leurs remises; & qui pour aller dans de superbes carosses, finissent enfin pour n'avoir pas de quoi aller à pied.

Les chevaux.

Le luxe des chevaux est aussi dangereux que les autres.

Une cavalerie immense est employée à Naples à traîner des carosses. Les écuries des Grands sont remplies de chevaux plus propres au faste qu'aux commodités de la nation.

Cependant le produit des terres diminué: celles qui avant ce luxe étoient destinées à nourrir les hommes sont employées aujourd'hui à l'entretien des bêtes

tes

tes. C'est parce qu'on nourrit beaucoup de chevaux dans ce Royaume, qu'un grand nombre de citoyens meurent de faim : car cette portion de la subsistance générale est prise sur celle des sujets ; il s'en suit de-là, que la population diminue, dans la proportion que celle des chevaux augmente.

C H A P I T R E VII.

Que la réforme du luxe ne suffit pas.

MAis ce n'est pas assez pour rendre l'état florissant que de réformer son luxe. Les richesses dépendent des productions naturelles. La terre seule donne la véritable opulence. Depuis l'établissement des sociétés, les Gouvernemens qui ont eu les meilleures loix sur l'agriculture ont eu la supériorité. Les grands législateurs ne se sont distingués que par-là. Je ne repeterai point ici ce
que

que l'on trouve dans tous les livres, que les Empereurs de la Chine dans certains jours de l'année se faisoient laboureurs pour porter leurs sujets à le devenir.

Il n'y a point d'année que l'Angleterre ne fasse quelque loi pour encourager son agriculture.

Quoique l'amour des richesses fasse mouvoir tous les ressorts du cœur humain; les hommes ne vont pas toujours à leurs intérêts par le chemin le plus court. Ils cherchent long-tems des biens qu'ils pourroient se procurer d'abord: les gens destinés à faire valoir les terres; ce qu'on appelle les campagnards sont de véritables automâtes, qui n'ont d'autre mouvement que celui qui tire sa source d'un pur mécanisme. Enclavés dans un cercle de manutentions ordinaires, ils ne voyent rien au delà de celles-ci. Leurs pratiques sont toujours les mêmes. Ils n'améliorent pas l'art de la

L cul-

culture. Ils la font passer à leurs enfans dans le même état que leurs ancêtres la leur ont transmis. Et c'est le cas de la nation dont il s'agit ici.

On ne peut guères parler des vices d'une administration, sans remonter aux causes premières de son désordre; ainsi pour aller avec quelque méthode, nous exposerons l'état présent de l'agriculture napolitaine.

C H A P I T R E V I I I .

Etat présent de l'agriculture du Royaume de Naples.

L Es terres sont mal distribuées. De riches particuliers, ceux qu'on appelle Princes, possèdent de vastes pays, tandis que les gens du peuple sont sans propriétés.

Ce vice seul empêche les progrès de l'agriculture; on fait par une expérience

cc

ce commune que mille arpens de terre dans les mains d'un particulier produisent beaucoup moins que si elles étoient reparties entre cent. Par-là l'état économique perd des valeurs qui restent enfouies dans la terre, & qu'aucune autre industrie ne repare: une nation s'affoiblit sans qu'on puisse donner l'époque de sa décadence.

C'est ce qui tient la Pologne dans une sorte d'état d'anéantissement; c'est ce qui empêche que la Russie ne devienne une puissance redoutable; & c'est ce qui affoiblit le Royaume de Naples.

Les chemins en général sont dans un mauvais état; ce qui empêche la communication des denrées, & fait que plusieurs grands cantons restent en friche.

Un Etat doit être cultivé relativement à sa grandeur. Ce n'est pas assez que ses productions soient abondantes dans certains districts, si elles manquent dans d'autres.

L 2 C'est

C'est par la bonté des chemins qu'on peut encourager les gens de la campagne à cultiver toutes les terres. La communication ouvre la porte à la consommation, Tous les reglemens sur l'agriculture deviennent inutiles lorsque les transports sont difficiles, ou impraticables. Que faire des denrées dont on n'a aucun débouché?

A Naples, il n'y a aucune direction générale dans cette branche de l'administration. Le gouvernement ne se mêle point de l'agriculture. Il est neutre entre le peuple & les productions. Ce Royaume est le seul en Europe qui n'ait point profité des expériences que les nations intelligentes ont fait dans l'art de la culture.

Les Anglois ont créé comme on vient de le dire, un grand nombre de loix sur l'agriculture, & ne discontinuent point d'en faire: chaque sujet est en droit d'ex-

d'ex-

d'exposer les endroits foibles de cette administration, & soudain on y remédie. Il y a à Londres plusieurs sociétés pour encourager les productions. On a établi en France dans la Province de Bretagne une chambre d'agriculture.

Ici les terres du labourage sont presque par tout confondues avec celles qui ne le sont pas, ou qui le sont peu. On demande de certaines productions aux terres qui ne sauroient leur contenir; ce qui détruit l'ordre des productions, & affoiblit l'agriculture.

Il manque là-dessus des réglemens à Naples. L'Angleterre n'ayant pû désigner à chaque citoyen la portion de terre qu'il devoit mettre en champ, parce que cela eût gêné la liberté d'un chacun; elle y est parvenue par un détour: elle a accordé une gratification pour l'exportation des grains, & soudain la plupart des terres qui ne rendoient rien ont

produit du bled. La France a fait une loi pour diminuer la plantation des vignes.

Il manque de méthodes pour engraisser les terrains maigres, secs, & peu fertiles, on n'en a point pour dessécher les cantons remplis d'eau, & les marecageux.

La Hollande étoit en quelque manière sous les eaux; son continent ne produisoit presque rien; c'est par l'art qu'on en a fait un pays fertile. L'Angleterre avoit aussi des cantons bas, remplis d'étans & de marecages; c'est aussi par l'art que l'administration, l'a arrachée, pour m'exprimer ainsi, des mains des eaux. Ces mêmes pratiques dont je parlerai dans la seconde édition de cet ouvrage peuvent être employées avec succès dans le Royaume de Naples.

La charue à labourer y est imparfaite. Elle est par tout la même, & ne varie point selon les différentes qualités du
ter-

terrain, ce qui fait que de certains cantons sont foibles & rendent peu.

Il n'est pas douteux que le Gouvernement qui feroit sur cet instrument les meilleurs réglemens possibles parviendrait à avoir la supériorité dans l'agriculture. Chaque espèce de terrain a besoin d'une charue qui différencie un peu dans sa forme. Dans les terrains argilleux, il faut que la charue soit plus longue & large que dans ceux qui ne le sont pas: elle doit avoir un soc épais, & que le versoir soit quarré, pour les terres grasses il ne faut pas qu'il soit si large, & ainsi des autres terres.

Dans la Pouille, (*) on s'uit dans la semaille des grains des pratiques très-imparfaites, ce qui fait dégénérer les productions.

Les observations que l'on a fait dans

L 4

di-

(*) Province à bled.

divers Etats de l'Europe sur les semailles des grains, ont beaucoup contribué à enrichir l'agriculture. C'est une mauvaise pratique, comme l'a fort bien remarqué un Auteur Anglois, de semer dans une terre l'année d'après le grain qu'a produit cette même terre. Il faut en changer quand même la qualité seroit inférieure; parce que la même production semée dans le même terrain dégénere toujours.

Quand on acheteroit le grain dans une Province pour le semer dans une autre, on ne feroit que mieux.

On a presque par tout négligé les enclos. La plupart des champs sont ouverts. Il n'y a guères que les parcs & les jardins des grands propriétaires qui soient fermés, ce qui expose les récoltes.

Les progrès de l'agriculture, dans les pays où l'on enclot les terres, suffisent pour

pour prouver l'utilité d'une telle pratique. Dans la grande Bretagne, où on l'observe assez exactement, les récoltes sont considérables. Il semble qu'un terrain fermé appartient plus à son maître que celui qui ne l'est pas, & à cause de cela même il en prend plus de soin.

L'enclos se fait de trois manières, ou par une muraille, ou par un fossé, ou par une levée de terre. Le premier conserve mieux les récoltes.

On manque de bonnes pratiques pour la culture des foins. Cette récolte ne rend presque point dans les terrains même où elle pourroit être considérable.

Cette branche d'agriculture est très-intéressante. C'est de l'entretien des bétails que dépendent les productions: elle sert de base à un commerce intéressant, & fournit la subsistance au bas peuple. J'indiquerai dans la seconde édition

tion de cet ouvrage toutes les pratiques dont se servent les Etrangers; & j'en ferai l'application avec les différentes especes de terrains de cette Monarchie. Les détails sont sans nombre, & demandent l'attention de ce Gouvernement.

On ne connoît pas l'usage des prairies artificielles.

Les Gouvernemens qui ont encouragé les prairies artificielles ont tiré de grands avantages de cette pratique. La nature n'est pas par-tout également féconde; c'est à l'art à suppléer à sa stérilité, & il y supplée toujours lorsqu'il est bien menagé. La maniere de former les prairies artificielles est différente suivant la qualité des différens terrains. J'indiquerai ailleurs celle qui est convenable pour le Royaume de Naples en général, & j'entrerais dans le détail de celles qui sont propres dans chaque canton

ton

ton en particulier. Tous les terrains peuvent y être propres; mais il y en a qui y sont plus propres.

L'art de donner de la fertilité aux terres stériles, & rendre riches celles qui sont pauvres & de mauvais alloi est aussi inconnu.

La nature ne se montre pas également abondante par-tout: économe de ses richesses, il semble qu'elle ait voulu par-là tenir en vigueur l'industrie humaine. Ceux qui ont fait une étude particulière de la culture l'ont prévenue dans sa stérilité. En Suisse, en Hollande & dans plusieurs autres pays de l'Europe, on substitue aux terres arides une craye qui les rend fécondes: (cette craye plus ou moins bonne se trouve dans tous les pays) ainsi on voit s'élever des récoltes dans des cantons qui n'étoient point faits pour en avoir.

On ne fait pas mieux améliorer les terres par le moyen des sables. La

La pratique d'améliorer les terres par le moyen des sables, a produit des merveilleux effets dans les pays où on l'a mise en pratique. On a vu par une expérience commune que des cantons qui ne rendoient rien auparavant, ont donné considérablement. Ces sables sont tirés des terrains sablonneux; on ne les prend pas sur la superficie de la terre; mais à un pied de profondeur. La quantité dépend de la qualité du terrain que l'on veut sabler. Ces terrains ainsi préparés avec du sable ne sont guères propres que pour semer en orges ou en avoines; mais ils en donnent abondamment & de la bonne qualité.

L'art de fumer les terres, qui est la base de l'agriculture est très-imparfait.

Quoiqu'il y ait des terres qui par leurs richesses naturelles n'ayent pas besoin d'être

d'être fumées, comme dans le Royaume de Naples, il est néanmoins d'une grande importance pour l'agriculture générale que les colons soient instruits de cette pratique, qui quoiqu'elle varie suivant la différence & la fertilité des climats peut être soumise à des règles générales. On parlera ailleurs des terrains qui en ont plus ou moins besoin, & des qualités de fumiers qui sont propres à chaque espèce de terrain. Cette pratique deviendra familière aux colons lorsqu'on établira des principes.

On n'a aucune méthode pour conserver les bleds, ce qui fait naître la disette dans le sein même de l'abondance.

L'art de conserver les bleds est de la dernière importance. Sans lui, celui de la culture devient inutile. Il prévient les famines, & par les moyens de subsistance

ce

ce qu'il fournit aux hommes, il donne le tems à la nature de se suppléer à elle même. Dans les Etats bien policés, on a dans les gréniers d'abondance des ressources pour plusieurs années. Il y a différentes pratiques usitées en pareil cas. La Hollande qu'on peut considérer comme le grénier de l'Europe en a de très-bonnes; mais la véritable est celle qui est relative au physique de chaque pays.

Les premieres matieres sont imparfaites.

Les laines napolitaines qui pourroient être de la premiere qualité de l'Europe, ne sont guere que de la troisieme.

Cette culture est une des plus interessantes. Dans tous les pays on peut la bonnifier, soit en augmentant les pâturages, ou par une attention particuliere sur les moutons. On a imaginé dans quelques états de transporter des moutons

tons d'Espagne; mais on a trouvé qu'à la troisieme ou quatrieme race ces animaux dégènerent. Je prouverai que les moutons de la race du Royaume de Naples peuvent donner de la très-bonne laine. Cela dépend de quelques pratiques fort simples, que chaque colon ou ménager peut mettre en pratique sans une grande dépense.

Les soyes qui devoient être de la premiere qualité, sont d'un ordre inférieur.

Par tout où cette denrée croît, elle mérite une attention particuliere du Gouvernement; c'est qu'outre l'avantage que le cultivateur en retire, elle procure une richesse réelle à l'Etat. Suivant l'état actuel des choses, le Piémont produit les meilleurs organzins de l'Europe: ce n'est pas que ses soyes soient plus parfaites; mais seulement les préparations meil-

meilleures. On fera voir dans l'ouvrage économique que l'on se propose de donner, que les foyes de Naples préparées, ainsi qu'on l'indiquera, seroient de meilleure qualité que celles du Piémont.

Les cotons ne sont pas bien cultivés. Cette production dégénere tous les jours.

Quand on a le bonheur d'avoir une denrée unique qui ne croît pas dans les autres pays, & que les nations qui font valoir les arts sont obligées de se la procurer, il faut lui donner une attention particulière, parce qu'à peu de frais on peut avoir la préférence sur l'étranger, & par-là se donner une richesse qui n'est pas au pouvoir des autres nations de se procurer. La recolte des cotons dans le Royaume de Naples pourroit être plus considérable, & cette denrée d'un meilleur alloi. Cela tient à un petit nombre

bre de pratiques aisées que chaque Menager peut mettre en usage, sans de grands fraix.

La culture des safrans a beaucoup diminué,

Cette culture étoit presque particulière au Royaume de Naples. Autrefois elle abondoit beaucoup, & occupoit un grand nombre de terres: les droits de sortie qu'on y a mis, a fait qu'elle n'a pu soutenir la préférence dans les marchés étrangers; ce qui l'a faite tomber, & a réduit en friche un grand nombre de terres qui n'étoient propres qu'à cette culture. On parlera ailleurs de cette mauvaise administration des taxes sur les exportations des premières matières, qui a fait plus de mal à l'agriculture générale, que les plus mauvaises pratiques usitées jusques ici.

M

Cel-

*Celle des huiles pouvoit être plus
considérable.*

Depuis l'augmentation des arts, l'huile est devenue une denrée nécessaire parmi les nations qui se livrent aux manufactures de laine: ainsi la nation qui abonde dans cette culture peut faire la loi aux autres: mais il faut pour cela la perfectionner. Par l'exposition de Naples, & l'étendue de son terrain, je trouve qu'il pourroit y avoir deux millions de plus de pieds d'olivier, sans que cette nouvelle branche d'agriculture gênât les autres. Elle est d'autant plus aisée qu'elle n'a besoin pour réussir que d'un petit nombre de manutentions aisées qui n'exposent pas à de grandes dépenses.

Des

Des maladies épidémiques détruisent les bestiaux de la campagne, sans qu'on se soit appliqué jusqu'ici à chercher les remèdes qui pourroient les guérir.

La guérison des bestiaux est la partie la plus intéressante de l'agriculture: sans elle les terres deviennent stériles & retombent en friche. Toutes les nations qui ont cherché à se distinguer dans l'art de la culture, se sont d'abord perfectionnés dans cette connoissance. On verra les différens remèdes qui conviennent aux différentes maladies des animaux, avec la manière de les appliquer: elles sont nombreuses & méritent l'attention du cultivateur.

Enfin les instrumens propres à l'agriculture pratique sont imparfaits en général. Ils ne répondent pas à ceux qu'on a établi dans les Etats où l'on a perfectionné cet art.

On n'a pû changer de pratiques sur l'agriculture, ou améliorer celles qui étoient imparfaites sans imaginer des instrumens qui y soient propres. Ces instrumens ont facilité les productions & ont rendu l'agriculture florissante. On en trouve le nombre, la figure, & l'utilité pour chaque branche de culture pour laquelle ils sont destinés, dans les excellens ouvrages qui ont été publiés par différens auteurs dans différens Etats &c.

CHA-

C H A P I T R E IX.

*Qu'on peut améliorer l'agriculture du
Royaume de Naples.*

L Orsqu' chez une nation, l'agriculture est tombée dans le desordre & la confusion, il ne vient point dans l'esprit de la rétablir. Les obstacles qui se présentent en foule préviennent les réglemens. Parce que la réforme est difficile, on s'imagine qu'elle est impraticable. Cependant l'Etat dégénere, & tout déperit parce qu'on ne repare rien.

Ce découragement fait plus de mal, que les meilleures loix ne peuvent produire du bien.

Il y avoit plus de mille ans que l'Europe languissoit dans cette prévention, lorsque quelques nations chercherent à franchir les bornes qu'elle leur avoit pré-

scrites. Elles jetterent des regards fixes sur l'agriculture, & soudain on vit augmenter ses productions. Il y a donc un état d'amélioration? je n'en cherche pas d'avantage. Ce qui s'est passé de nos jours chez quelques peuples en est une conviction. On peut se refuser aux raisonnemens; mais il faut se rendre à l'expérience. Si une nation a acquis des connoissances dans cet art, une autre peut se les procurer; & il faut bien que cela soit ainsi, sans quoi la terre auroit dégénéré, & après une certaine révolution de siècles, le monde se trouveroit dans son premier état de nature.

Tout dépend de l'administration. Si ceux qui sont à la tête du gouvernement économique ont des idées nettes sur la branche du pouvoir, l'Etat se rétablira.

Le Royaume de Naples a cet avantage sur les autres de l'Europe, que sa posi-

position & son étendue facilitent les moyens à cette réforme. Lorsqu'on veut rétablir l'agriculture dans un vaste empire, les obstacles naissent dans la proportion de grandeur: voilà pourquoi la France n'est pas aussi cultivée qu'elle pourroit l'être, & que la Russie ne le fera jamais.

Dans un petit Etat on voit de près tous les vices qui gênent ses productions, & il est d'autant plus aisé de prévenir le mal qu'on peut apporter le remède jusques dans la source même.

Mais pour procéder avec quelque ordre, il faut des établissemens qui embrassent toutes les parties de l'agriculture pratique.

C H A P I T R E X.

Etablir une chambre d'agriculture.

O N avoit proposé à la France d'établir une chambre d'agriculture (*): comme cet établissement pourroit être d'une grande utilité au Royaume de Naples, je la propose ici sous le même plan, en prévenant le lecteur que je ne fais que copier cet Auteur.

„ Nous avons en France, dit-il, un
„ conseil de commerce; pourquoi notre
„ gouvernement n'en a-t-il point d'agri-
„ culture; d'où vient même qu'il n'a
„ pas commencé par-là?

„ Le commerce ne s'exerce que sur
„ les productions de la terre; il falloit
„ donc d'abord fournir des moyens aux
„ su-

(*) Les intérêts de la France.

„ sujets d'augmenter les premières ma-
 „ tières, puisque de leur nombre & de
 „ leur qualité dépend l'étendue du com-
 „ merce.

„ Si l'on suit la conduite de nos Mi-
 „ nistres depuis un siècle, on découvre
 „ que leurs soins ont plus tendu à aug-
 „ menter les méthodes de subdiviser les
 „ matières que d'en créer de nouvelles.
 „ Il eut fallu pour la prospérité de
 „ l'Etat que les traits de lumière que
 „ ces grands hommes repandirent sur
 „ les Arts, eussent porté également sur
 „ l'agriculture.

„ La France étoit sur le chemin des
 „ richesses, encore un pas, & sa puis-
 „ sance étoit affermie pour toujours..

„ Cette chambre d'agriculture auroit
 „ pour objet la culture générale des ter-
 „ res, comme celle du commerce a pour
 „ objet les progrès des manufactures,
 „ & l'avancement de l'industrie.

On

„ On pourroit la dresser à peu près
„ sur le même plan de direction, le
„ nombre infini de nos fabriques, &
„ l'avantage prodigieux qu'elles ont sur
„ celles de nos voisins depuis l'établif-
„ sement de cette chambre, nous assu-
„ rent d'avance des progrès de notre
„ agriculture.

„ Ces arts dont on attribue commu-
„ nement la perfection à notre génie ne
„ doivent leur existence qu'aux ressorts
„ cachés de nos ministres. Jusques-là
„ tout avoit été desordre & confusion
„ dans l'industrie; c'étoit le cahos de
„ nôtre mécanique à qui le créateur
„ Colbert donna une forme.

„ Après l'établissement de ce conseil,
„ tout fut traité méthodiquement dans
„ nôtre commerce. Un premier regle-
„ ment servit de base à un second.

„ Dans le département des manufac-
„ tures les qualités de laine pour chaque

„ espe-

„ espece de fabrication furent determi-
 „ nées: on fixa le nomare des fils des
 „ chaînes, la longueur & la largeur des
 „ draps fut décidée par un arrêt.

„ Chaque étoffe eut ses reglemens par-
 „ ticuliers relatifs aux avantages qu'ils
 „ pouvoient procurer à l'Etat.

„ On établit des inspecteurs généraux
 „ & particuliers dans chaque départe-
 „ ment pour faire observer les loix:
 „ on prononça des peines contre les in-
 „ fracteurs des reglemens, & on pro-
 „ mit des gratification & des récompen-
 „ ses à ceux qui se distingueroient dans
 „ cette nouvelle partie des arts.

„ Des Statuts furent dressés, & on
 „ vit se former en France un nouveau
 „ code sur l'industrie qui eût élevé la
 „ Monarchie à la grandeur, si l'agricul-
 „ ture avoit formé la base de l'édifice.

„ Pour donner plus de facilité à la
 „ chambre d'agriculture, on diviserait

„ le

„ le continent de la Monarchie en qua-
„ rante quatre départemens qui auroient
„ chacun leur directeur particulier d'a-
„ griculture nommé par la dite chambre.

„ Chacun de ces directeurs feroit d'a-
„ bord chargé de donner dans le terme
„ d'un an & demi un mémoire détaillé
„ de l'état présent de toutes les branches
„ générales & particulières d'agricultu-
„ re de son département.

„ Tous ces mémoires qui formeroient
„ un corps complet de notre agricultu-
„ re, seroient remis à la Chambre pour
„ servir de base à l'avenir à toutes les
„ opérations & deliberations qui se
„ prendroient à l'avenir sur la culture.

„ L'ouverture de cette Chambre se
„ feroit par l'instruction générale de nos
„ laboureurs & nos campagnards sur
„ tout ce qui a du rapport à l'agricul-
„ ture.

„ On fait qu'ils n'ont pour toute
„ scien-

„ science de cultiver la terre qu'une rou-
 „ tine qu'ils suivent aveuglement dé-
 „ puis plusieurs siècles.

„ Il est de fait que nos terres culti-
 „ vées ne produisent pas tant que cel-
 „ les de nos voisins, toute proportion
 „ gardée de la bonté respective, & de
 „ la différence des climats.

„ La première cause de la médiocrité
 „ de nos récoltes est donc essentiellement
 „ dans notre culture. Nous ne pouvons
 „ remédier à ce désordre général qu'en
 „ corrigeant la source; je veux dire qu'en
 „ fournissant des moyens, & des lumie-
 „ res à la plupart de nos laboureurs pour
 „ augmenter par de nouvelles pratiques
 „ les productions de la terre.

„ Mais l'instruction de cette sorte
 „ d'hommes demande une méthode par-
 „ ticulière & entièrement opposée à
 „ celles qu'on a pratiqué jusqu'ici.

„ En général en France nos paysans
 „ n'en-

„ n'entendent pas le François, du moins
„ celui des livres. Nos Missionnaires qui
„ veulent leur expliquer l'Evangile, sont
„ obligés de se servir de leur Idiome;
„ c'est-à-dire dans un jargon ou pâtois
„ qui varie au point dans chaque Pro-
„ vince, que nos payfans, d'un certain
„ canton ne sauroient absolument se fai-
„ re entendre de ceux d'un autre; or si
„ les Pretres ne peuvent pas leur faire
„ comprendre la parole de Dieu, lors-
„ qu'ils la leur annoncent en François;
„ comment nos auteurs pourroient-ils
„ leur apprendre les nouvelles pratiques,
„ eux qui se piquent toujours de par-
„ ler avec plus d'élégance que nos Mis-
„ sionnaires.

„ J'établis comme un fait certain que
„ sur dix mille de nos petits laboureurs ;
„ il n'y en a pas actuellement cent dans
„ le Royaume qui soient en état de rien
„ comprendre au savant *Traité sur la*

„ *cul-*

„ *culture des terres*, suivant les princi-
 „ pes de M. Tull donné au public par
 „ M. Duhamel de l'Académie des scien-
 „ ces. Tout au plus ce livre après avoir
 „ servi d'ornement aux Bibliothèques
 „ des curieux, a percé chez quelques
 „ gentilshommes de la campagne qui
 „ font une étude particulière de l'agri-
 „ culture,

„ Or ces ouvrages manquent toujours
 „ leur coup & deviennent inutiles à la
 „ République, lorsqu'ils n'affectent pas
 „ le gros de laboureurs, sur qui est fon-
 „ dé l'édifice de l'agriculture.

„ Que deux ou trois cents particuliers
 „ tirent parti de l'agriculture, la Répu-
 „ blique n'en deviendra pas plus riche,
 „ ni l'agriculture générale plus florif-
 „ sante.

„ Qu'on n'allegue point l'Angleterre,
 „ qui sans donner d'instruction particu-
 „ lière à ses laboureurs est venue à bout
 „ de

„ de rendre son agriculture florissante.
„ Au travers de la grossiereté des cam-
„ pagnards anglois, on decouvre chez
„ eux un germe républicain, qui les
„ porte à diriger leurs travaux à l'a-
„ vantage général, au lieu que nos pay-
„ sans n'apperçoivent jamais l'Etat; ils
„ ignorent jusqu'au nom de citoyen &
„ de République.

„ Le premier soin de la Chambre
„ d'agriculture autorisée par le Roi se-
„ roit donc.

„ De charger tous les curés repandus
„ dans les campagnes du Royaume, de
„ traduire nos meilleurs livres d'agricul-
„ ture dans l'Idiome de chacune de leur
„ paroisses.

„ Après cette traduction, la Cham-
„ bre ordonneroit de faire imprimer ces
„ livres aux dépens des Provinces de
„ chaque département.

„ On les distribueroit gratis à tout
„ pau-

„ pauvre laboureur ou fermier qui n'au-
 „ roit pas le moyen de les acheter: à
 „ l'égard des payfans aisés on les leur
 „ distribuerait au prix de l'impression.

„ Il faudroit retrancher de ces ouvra-
 „ ges, les préfaces, les introductions,
 „ les avant-propos; en un mot toutes
 „ les superfluités dont ils sont remplis
 „ pour ne dire précisément que ce qui
 „ est essentiel à l'agriculture des terres.

„ On reduiroit le corps général de
 „ l'agriculture nouvelle, en préceptes
 „ aisés à comprendre & faciles à réte-
 „ nir. La tête de nos payfans ne sau-
 „ roit contenir de longs détails: il leur
 „ faut des maximes courtes qui s'arran-
 „ gent facilement dans leur cerveau.

„ Tous les outils & nouvelles ma-
 „ chines propres à augmenter les pro-
 „ ductions de la terre feroient données
 „ gratis aux pauvres laboureurs, & cet-
 „ te dépense seroit à la charge des pro-

N

„ vin-

„ vances ou de l'Etat lorsque les pro-
„ vances déjà surchargées n'en auroient
„ pas les moyens. Pourquoi non? l'Etat
„ donne bien des armes aux soldats pour
„ soutenir ou augmenter sa puissance;
„ d'où vient ne donneroit-il pas des ar-
„ mes aux laboureurs pour l'enrichir?
„ Ensuite on viendroit aux expé-
„ riences pratiques de la culture; car il ne
„ faudroit pas seulement instruire, mais
„ encore les encourager par les yeux.
„ La Chambre députerait dans tous
„ les départemens, non pas des auteurs
„ ou des Académiciens, mais des cul-
„ tivateurs pratiques pour des expé-
„ riences d'agriculture sur toute sorte
„ de terrains devant des laboureurs qui
„ seroient chargés à leur tour de les
„ pratiquer devant des autres.
„ Ces expériences s'étendroient gé-
„ néralement sur toutes les branches de
„ l'agriculture; depuis la préparation
„ de

„ de la terre de toutes sortes de semen-
 „ ces plantations jusques à la dernière
 „ maturité de ses productions.

„ Le Directeur de chaque départe-
 „ ment auroit pour objet celui d'aug-
 „ menter les différentes cultivations.
 „ Toute l'agriculture de son départe-
 „ ment rouleroit entièrement sur lui.

„ L'autorité que lui donneroient les
 „ lettres patentes de la Chambre d'agri-
 „ culture autorisée par le Roi, le met-
 „ troit en droit de demander à tous les
 „ fermiers & colons de leur productions
 „ & d'en faire changer l'ordre & la di-
 „ rection au plus grand avantage de
 „ l'Etat.

„ On determineroit d'après les experts
 „ les plus habiles de chaque département
 „ les terres propres à porter du bled,
 „ & on les enregistreroit dans un grand
 „ livre, qui seroit dressé pour cet effet
 „ dans chaque communauté: défenses

N 2 „ étant

» étant faites à tout particulier ces ter-
» res à toute culture.

» Je n'ignore pas les objections qu'on
» peut faire contre la nature de ces re-
» glemens, qui paroît enfreindre la li-
» berté que chaque citoyen a de faire
» valoir ses terres comme il le juge à
» propos; mais je réponds que tout re-
» glement qui a pour objet l'avantage
» général, est lui même un des fonde-
» mens à la liberté.

» D'ailleurs ce système ayant été ado-
» pté pour les arts & les manufactu-
» res sans occasionner le moindre mur-
» mure de la part des citoyens; pour-
» quoi ne pourroit-on pas l'étendre à
» l'agriculture? La nourriture & l'ha-
» billement ont des rapports analogues
» entre eux.

» Les reglemens économiques, comme
» tous ceux qui regardent les intérêts
» de la République, ont une pierre de

» tou-

„ touche, qui est leur avantage, com-
 „ biné par leurs inconvéniens.

„ Pour quelques pertes que feroit un
 „ petit nombre de citoyens, quel profit
 „ n'en réviendrait-il pas à l'Etat.

„ Quoiqu'il en soit, on ne doit pas
 „ s'attendre à voir la culture de nos
 „ terres portée à son plus haut degré
 „ de perfection, lorsqu'il sera permis aux
 „ propriétaires des fonds de changer
 „ quand il leur plaira; une piece de ter-
 „ re qui portoit auparavant des grains,
 „ en vignes, & de convertir en ver-
 „ ger un champ labourable.

„ Tandis que nous n'aurons pas des
 „ réglemens qui embrassent cet objet,
 „ cette partie de l'administration sera
 „ toujours dans le cahos.

„ Avec un terrain immense, nous ne
 „ récoltons pas assez du bled pour nô-
 „ tre subsistance, cela provient de ce
 „ que nous n'avons point de direction

N 3 „ dans

„ dans l'économie générale de nos terres.

„ Chacun des Directeurs rendroit tous
„ les ans un compte exact à la Cham-
„ bre d'agriculture de l'état actuel des
„ productions, c'est-à-dire,

„ Du nombre d'arpens de terres qui
„ auroient été labourées pendant la pré-
„ sente année.

„ De la quantité de ceux qui auroient
„ reposé & des nouvelles terres qui au-
„ roient reposé.

„ De toutes les espèces de sémences
„ qui auroient été jettées en terre.

„ Du nombre des pieds d'arbres é-
„ levés.

„ Ce directeur donneroit aussi un état
„ des vignes qu'on auroit plantées, &
„ de celles qu'on auroit arrachées, de
„ la récolte des grains, des légumes,
„ des fruits, des huiles, des laines, des
„ foyes, des vins, suivant l'ordre de
„ chaque récolte. Du nombre des la-

„ bou-

„ boureurs qui auroient été employés
 „ à la campagne pendant cette année,
 „ de la somme totale de leurs journées
 „ par départemens des villes, villages,
 „ bourgs, hameaux; du nombre de leur
 „ mariages, un état de leurs enfans,
 „ des morts, ou vivans; du nombre
 „ des bestiaux, espèce par espèce, de
 „ leur propagation; de ceux qu'on a
 „ consommé dans les boucheries pendant
 „ cette année; de ceux qui sont morts
 „ de maladie à la campagne, & de ceux
 „ qui sont en vie. Un état général de
 „ la consommation des denrées, & un
 „ en particulier de celle des grains, com-
 „ me froment, seigle, orge, avoines, &c.
 „ Une liste des nouvelles fermes qui
 „ se sont formées à la campagne, & de
 „ de celles qui ont déperi.

„ Ce seroit sur tous ces mémoires que
 „ la Chambre dirigeroit ses opérations
 „ sur l'agriculture de l'année présente.

„ Mais tous ces soins & cette vigi-
„ lance seroient assez inutiles, sans l'é-
„ mulation que doivent exciter les re-
„ compenses. Nous leur devons le ré-
„ tablissement de nos arts. Nous leur
„ devons aussi les progrès de l'agricul-
„ ture; c'est le seul moyen qui nous
„ reste pour la rendre florissante.

„ Il faudroit que la Chambre établît
„ des prix proportionnés aux avantages
„ que les particuliers procureroient à
„ l'Etat par leurs nouveaux soins à aug-
„ menter la culture.

„ On donneroit donc une gratifica-
„ tion ou un prix au laboureur qui dé-
„ fricheroit un certain nombre d'arpens
„ de terre. Cette gratification seroit re-
„ lative à la difficulté du terrain, ainsi
„ que de celle de sa position, & de la
„ nature de la denrée que sa culture
„ produiroit: voici ceux qui mériteroient
„ une récompense.

„ Ce-

„ Celui qui feroit produire une va-
 „ leur quelconque à une portion de terre
 „ qui n'en donneroit aucune aupara-
 „ vant.

„ Celui qui dessécheroit un étang, un
 „ marais, qu'on convertiroit ensuite en
 „ champ.

„ Celui qui changeroit une forêt, ou
 „ quelque partie de terre inculte en
 „ champ labourable.

„ Celui qui brûleroit plus de bruyeres
 „ dans certains terrains afin de les re-
 „ duire en culture.

„ Celui qui détruiroit plus d'arpens
 „ de terres landes.

„ Celui qui auroit mis en enclos quel-
 „ que portion de terrain qui étoit au-
 „ paravant en commun.

„ Celui qui découvreroit une méthode
 de labourer la terre à moins de fraix que
 „ toutes celles qui ont été pratiquées
 „ jusques ici.

„ Celui

„ Celui qui trouveroit un moyen de
 „ garantir nos récoltes des insectes aux-
 „ quels elles sont exposées dans une in-
 „ finité de cantons.

„ Celui qui pourroit avec moins de
 „ travail dépouiller nos champs des mau-
 „ vaises herbes qui étouffent nos récoltes.

„ Celui qui auroit semé un plus grand
 „ nombre d'arpens de terre qu'il ne fai-
 „ soit avant l'établissement de la Cham-
 „ bre d'agriculture.

„ Celui qui auroit une plus belle ré-
 „ colte, proportion gardée de la bonté
 „ & de l'étendue de son terrain.

„ Celui qui planteroit plus d'arbres
 „ dans les cantons qui manqueroient de
 „ bois.

„ Celui qui en abattroit d'avantage,
 „ dans ceux qui en auroient trop.

„ Celui qui trouveroit le secret de
 „ conserver long-tems les grains après la
 „ récolte dans les pays humides.

„ Celui

„ Celui qui les garantirait des papil-
 „ lons dans les endroits qui sont trop
 „ secs .

„ Celui qui aurait les plus nombreux
 „ troupeaux dans les cantons où leur
 „ subsistance ne serait pas un obstacle à la
 „ culture des grains .

„ Celui qui récolterait plus d'huile
 „ dans les départemens des cantons où
 „ les oliviers ne seraient pas un obstacle
 „ à la culture des champs .

„ Celui qui nourrirait plus de vers à
 „ soie .

„ Celui à qui les vers à soie produi-
 „ roient d'avantage .

„ Celui qui trouverait le secret de
 „ guérir certaines maladies épidémiques
 „ qui attaquent nos laboureurs à la
 „ campagne .

„ Celui qui trouverait des remèdes
 „ pour les maladies des animaux propres
 „ au travail de la campagne .

Tous

Tous ces articles de réforme & d'amélioration conviennent au Royaume de Naples ; il y en a même qui lui sont plus particuliers qu'à la France, parce que généralement ses terres sont meilleures .

C À P I T R E X I .

Discours sur la population en général

AU renouvellement des arts, l'émulation ayant cherché à perfectionner les connoissances qui servent à distinguer les siècles éclairés, le Gouvernement économique entra dans le plan du savoir .

On jeta les yeux sur la population moderne ; on rapprocha les différens âges de la terre, & après plusieurs états de comparaison, on trouva que notre monde avoit beaucoup dégénéré de l'ancien ; mais cette découverte se borna là .

Une

Une foule de grands hommes avoit déjà percé le voile des sciences de spéculation, mais lorsqu'ils vinrent à la génération de l'espèce humaine, le génie leur manqua; c'est qu'ils commençoient une carrière nouvelle.

L'esprit n'étoit pas sans ressources à l'égard des autres connoissances. Les anciens avoient laissé sur la terre des traces de savoir. Les routes étoient frayées il n'y avoit qu'à les suivre; mais la population étoit entièrement isolée; c'étoit un labyrinthe qui n'avoit point de fil. Tout avoit dégénéré dans la propagation de l'espèce humaine jusques à ses principes.

Les causes de génération n'étoient plus les mêmes. La pauvreté avoit contribué autrefois à former de grands peuples; chez nous la privation des richesses éteint jusqu'aux germes de l'humanité.

Le Paganisme n'admettoit aucun état où

où il fût défendu aux hommes de peupler. Tous les citoyens avoient droit au mariage. Ceux qui ne donnoient pas des enfans à la République étoient regardés avec indignation.

Le Christianisme se conduisit par d'autres vuës; il permit le célibat & cela même nous rendit inférieurs en nombre aux anciens, parce que des millions d'hommes disparurent de dessus la terre avec toute leur postérité.

Le despotisme qui avoit fait tant de ravages à la population des anciens, en fit de plus grands à celle des modernes.

La lumière du siècle étoit impuissante contre ce vice de dépopulation. Les savans ne pouvoient pas dire aux Souverains, ne soyez pas si absolus, rendez nous plus libres, afin que nous vous rendions plus puissans; c'est un langage qui s'est perdu depuis long tems à la cour, & que les Rois ne sont plus accoutumés d'entendre. On

On se contenta pendant long-tems de conjecturer sur cette branche de l'administration politique.

M. Melon fut le premier (*), pour m'exprimer ainsi, qui frappa à la porte de la population, mais il ne l'ouvrit pas.

Après lui M. David Humes homme profond & d'un grand détail l'entrouvrit un peu.

Ces deux Auteurs ayant frayé un chemin sur cette matiere, on écrivit beaucoup sur la population. Comme les autres sciences étoient déjà usées; & que celle-ci paroissoit toute neuve, on s'y livra d'autant plus volontiers que les gouvernemens sembloient la protéger.

Les plus sensés de ces écrivains établirent pour causes de la dépopulation
gé-

(*) Avant lui on avoit publié en France, & en Angleterre plusieurs ouvrages sur l'augmentation des hommes, mais aucun ne traitoit directement de la population.

générale, le célibat, l'extention du Clergé, les nombreuses armées; les Colonies, la navigation, les combats, les guerres, les batailles, les pestes, les famines, les massacres, & autres fleaux qui détruisent l'espèce humaine. Tout cela paroïssoit bien raisonnable, mais il n'étoit plus nouveau: on avoit lû les mêmes choses dans plusieurs livres.

Un Auteur pour se distinguer des autres, entreprit de prouver tout le contraire: & comme il lui falloit un grand nom, il prit celui de *l'ami des hommes*.

Son texte sur la population, fut la dépopulation même, c'est-à-dire,

1. Que le célibat peuploit les Etats.
2. Que les moines contribuoient à rendre fécond le germe de la génération.
3. Que la perte de cent mille soldats dans une bataille ne diminuoit point le nombre des hommes.

4. Que pour avoir beaucoup d'habitans

tans

tans dans un Etat, il falloit y tuer beaucoup du monde &c.

Les autres Ecrivains économiques avoient considéré la fin de la vie, comme le dernier terme de la mort; celui-ci considéra la mort comme le premier terme de la vie.

Comme cet ouvrage a séduit beaucoup de gens; tant par la manière dont il est écrit, que par le caractère de l'auteur, j'en examinerai ici quelques fragmens.

Mr. de Mirabeau qui est cet ami des hommes prétend qu'une des causes de la dépopulation est *la trop grande consommation d'un petit nombre d'habitans, qui seche dans sa racine le germe des nouveaux citoyens.*

Je voudrois bien savoir comment cette opération physique de la nature se fait, & par quel moyen celui qui est à naître est retenu dans le néant par celui qui est né.

O

Il

Il fuit de cet axiome que celui qui a une table très-abondante, mange plusieurs hommes dans un repas.

En ce cas on pourroit répondre à cet auteur qu'il y a long-tems que le monde seroit fini ; car les Romains, qui sur la fin de la République consommoient tant, auroient dévoré tous les hommes.

Selon ses calculs, une société composée de vingt millions d'individus & qui auroit vingt millions de rations de subsistance, devoit se maintenir dans la proportion de celles-ci ; car si un million de ces individus consommoit cinq millions de ces rations, la société générale diminueroit d'un quart, parce que cinq millions n'auroient plus de quoi vivre. Il est impossible de rêver plus profondément sur la génération humaine.

Il est vrai, que quelques Souverains firent des loix somptuaires pour fixer le

le nombre des plats qu'un chacun devoit avoir à sa table; mais ce ne fut pas dans cet esprit.

Il ajoute qu'un homme ne sauroit venir au monde, sans qu'un autre meure, à moins qu'il ne survienne quelque subsistance étrangère pour lui donner à vivre; car dans ce cas il peut être permis au premier de naître, & au second de ne pas mourir, parce que la nouvelle subsistance étrangère les arrange tous les deux.

Il va plus loin à l'égard des animaux: il établit qu'on ne sauroit introduire un cheval dans un Etat, sans qu'il ne tue quatre hommes au moins.

En ce cas, on peut prédire d'avance la dépopulation générale de l'Europe; car les chevaux Danois qu'on a introduits par tout pour l'usage des carosses tuent tous ses habitans.

J'ai déjà dit qu'il avoit avancé que

les guerres, les pestes, les famines, ne nuisent point à la génération; c'est à dire, que la diminution des hommes n'influoit pas sur la population. *vois II*

Ce qu'il ajoute est encore plus nouveau, que les célibataires, & les moines, sont la source d'une grande population; parce que consommant peu, ils laissent plus de place de subsistance aux autres.

Mais pourquoi citer les célibataires si ce principe de propagation étoit fondé, la dernière classe des citoyens qui en général dépense moins que les moines, & qui est immense par-tout, donneroient une telle activité à la génération, que tous les États regorgeroient d'habitans.

Le Royaume de Naples sur-tout seroit extrêmement peuplé; car outre qu'il est rempli de moines, il a plus de cinq cents mille habitans qui ne consomment

des

O

des

des denrées que pour la valeur de quatre sols tournois par jour. Ce peuple laisse donc bien de places de subsistance vacantes; le mal est qu'elles ne sont jamais remplies.

Il s'ensuivroit de ses principes, que la nation qui mourroit de faim seroit la plus peuplée de l'Europe.

Mais quand ce qu'il avance sur les célibataires seroit vrai de droit, il ne le seroit pas de fait. Il est évident, que le clergé en total dépense plus qu'un pareil nombre de citoyens du tiers état.

Il cite une Abbaye, qui avec six mille livres tournois pourvoyoit à l'entretien de quarante Religieux ou domestiques. C'est déjà beaucoup; car la répartition de cette dépense vient à cent cinquante livres par tête; or il est démontré que dans un Etat composé de douze millions d'habitans; il y en a un tiers qui ne dépense pas tant. On voit que

cet habile économiste n'est pas au fait de la subsistance générale, & qu'il a plus imaginé qu'il n'a lu.

Lorsqu'on avance un raisonnement, il faut l'établir sur des principes généraux & non sur des cas particuliers. On pourroit bien me prouver que cinquante curés de village dépensent moins que vingt financiers; mais je prouverois aussi à mon tour que dix Evêques dépensent plus que cent séculiers.

Il convient que les moines contribuent à la population, pourvu toutefois que l'agriculture ne diminue point; & comme ne diminueroit-elle pas? le travail de la terre est toujours relatif au nombre des bras qui la font valoir: lorsqu'un grand nombre de bras se croisent d'eux mêmes, il faut que les productions diminuent.

Il est clair que les moines dépeuplent un Etat; non pas seulement à cause qu'ils

qu'ils ne donnent point d'enfans à la République; mais parce qu'ils ne contribuent point à cette mesure de subsistance dont ils font eux-mêmes partie. Il faut que les laboureurs les nourrissent, & que les artistes les habillent: voilà déjà un double employ. Il faut que l'Etat aye des hommes exprès qui pourvoyent à leur entretien, & que ces hommes n'ayent autre chose à faire qu'à leur fournir leurs besoins.

Qu'importe que les moines par leur économie laissent des places vuides de subsistance, s'ils forment eux-mêmes un vuide dans le travail de cette même subsistance; c'est-à-dire la diminuent relativement?

Cependant je croirois manquer à l'estime que l'on doit avoir pour les gens de mérite; si je ne rendois ici la justice qui est due à cet Auteur. Son livre est rempli d'ailleurs de traits de lumière qui

feroient honneur aux Ministres les plus célèbres. Les fautes même qu'on lui reproche partent d'une vaste imagination qui voudroit ramener tout à des principes.

Ceux qui dans la théorie du nombre des hommes se sont moins éloignés de notions communes n'ont pas mieux rencontré.

On lit dans tous les livres d'économie que *la subsistance est la mesure de la population*, & ceci est très-exact dans un sens. La terre est la mere nourrice du genre humain: ses fucs alimentaires donnent la vie à la génération; mais il faut que cette mesure soit liée avec d'autres causes de population, sans quoi elle cesse d'en être une.

Ce ne sont pas toujours les continens les plus fertiles où la population est plus nombreuse. Il y a des pays qui regorgent de denrées, & qui n'ont presque point d'habitans.

Le

Le Comtat d'Avignon & en général les Etats du Pape produisent de tout excepté des hommes.

L'Angleterre a augmenté sa mesure de subsistance cinq fois au de-là du nombre de ses habitans, (*) & on ne voit pas cependant que sa population en ait reçu aucun accroissement. Ses Auteurs se plaignent au contraire qu'elle a diminué.

D'un autre côté on voit des Etats où il n'y a presque point de mesure locale de subsistance, & cependant la population y est grande.

La Suisse qui a peu de denrées, a beaucoup d'habitans.

Ces noms de mesure de subsistance, de population, selon l'idée que l'on en a communément, ne fixent l'imagination que parce qu'on ne les approfondit pas. Si chaque citoyen avoit une por-

tion

(*) Dans les bonnes années on recueille de blé pour cinq ans.

tion de terre d'où il tirât l'aliment, les mesures de subsistances particulieres pourroient augmenter la générale; mais pour un citoyen qui vit sur son champ, il y en a mille qui vivent sur celui des autres. Une seule classe se livre à l'agriculture: toutes les autres sont pensionnaires de celle-ci. C'est un trafic qui s'établit entre ceux qui fournissent les besoins physiques, & ceux qui le payent. Pour que ce commerce subsiste, il faut qu'il y ait une proportion relative entre le prix des denrées, & ceux qui les achètent.

La terre ne produit point d'elle même. Il faut une dépense quelconque pour la faire valoir. Sa fécondité est toujours dans la proportion du travail: c'est ce travail que le consommateur doit payer. Si la recolte est extrêmement fertile, le cultivateur trouve à peine ses fraix, parce que le prix des denrées qui se regle toujours

jours

jours sur celui de l'abondance, diminue dans cette proportion. Il en suit le même inconvenient lorsqu'elle est très-sterile. Il est donc de l'intérêt commun d'entretenir cette mesure dans une sorte de balance : c'est sans doute ce qui fait que les différentes sociétés se maintiennent depuis plusieurs siècles dans le même degré de population.

Je comparerois volontiers la subsistance générale à un grand repas qu'un citoyen donne où le nombre des convives est déterminé ; s'il en survient plusieurs autres au moment qu'on va se mettre à table, on n'augmente pas le nombre des mets ; s'ils ne viennent pas tous, on ne les diminue point.

Dans le tems d'une disette où la mesure commune est moindre, on fait avec une petite recolte, comme on avoit fait auparavant avec une grande.

Ceux qui ont considéré le luxe, com-

me (*)

me une des premières causes de la population, n'ont pas été plus heureux.

M. de Montesquieu les met au rang des choses qui contribuent à augmenter le nombre des hommes. Il se fonde sur ce que depuis la corruption des loix, c'est le seul moyen qui reste pour faire rentrer les richesses dans la circulation générale. Mais ce grand génie qui ne distingue les hommes que par la forme de leur gouvernement, en ne mettant de la vertu que dans les Républiques, semble ne faire exister le reste du monde que par des vices. Cependant il ne peut point se dissimuler les inconvéniens qui naissent du luxe. Ceux qui excellent dans une profession, (*) dit-il, mettent à leur art le prix qu'ils veulent; les plus petits talens suivent cet exemple; il n'y a plus d'harmonie entre les moyens & les besoins.

Mais

(*) Esprit des loix.

22 Mais quoiqu'il convienne de la nécessité du luxe dans les Etats gouvernés par un seul, un instant après il semble détruire sub même ce principe. 23 Je conclus de ceci, ajoute-t-il, que les Républiques finissent par le luxe, & les Monarchies par la pauvreté. Il est donc destructif de ce gouvernement, comme d'un autre.

24 Le luxe seroit tolérable si & pourroit peut-être produire les effets qu'on lui donne, si l'on pouvoit le tenir dans des bornes; mais il n'est pas plutôt établi qu'il devient excessif; & alors au lieu de contribuer à la génération, il diminue le nombre des hommes; parce qu'il fait perdre l'équilibre aux classes d'où dépend la population, en diminuant celles de premier besoin, pour augmenter celles de superflu.

25 Les raisonnemens sont inutiles où les faits parlent. On peut démontrer par le bon corps

corps entier de l'histoire, que le luxe dépeupla tous les Empires du monde; or si ces premiers Etats qui avoient des loix admirables, où le nombre d'hommes augmentoit dans la proportion de la liberté politique; que ne devons nous pas attendre de la foiblesse de nos gouvernemens?

Quelques uns ont dit que pour donner plus d'activité aux ressorts de la propagation, il falloit encourager les connoissances & le savoir. Je ne le crois pas. Le raffinement de l'esprit augmente le feu des passions, & leur violence retarde les progrès de la génération. La nature est lente, elle marche à pas comptés, tout ce qui précipite son mouvement arrête ses opérations.

Les nations barbares étoient plus peuplées que les nations civilisées: la Gaule moderne n'est plus qu'un desert en comparaison de la Gaule ancienne. Ces

peu.

peuples qui ne connoissoient point les sciences n'avoient qu'un objet après la guerre, qui étoit de peupler leur espèce, & de laisser après eux une nombreuse génération. Ils ne tiroient pas cette émulation de l'Etat politique à peine avoient-ils une forme de gouvernement. Si les connoissances & les arts contribuoiént à la génération, aucun siecle n'eût été plus peuplé que celui d'Auguste; cependant cet Empereur ne se plaignit de rien tant que du petit nombre de citoyens. Il reprocha souvent lui même aux savans l'éloignement qu'ils avoient pour le mariage. Ceux qui se destinoient volontairement au célibat, étoient privés de certains emplois militaires & civils. Il accorda des honneurs & des récompenses à ceux qui avoient un plus grand nombre d'enfans. Jamais Prince ne fit plus de reglemens sur cette branche d'administration. On

trou-

trouve dedans un Code entier sur la population. Tout cela prouve que l'encouragement des arts n'influe point sur l'espèce humaine, & que le nombre des livres n'augmentoît point celui des hommes.

Le grand promoteur des arts, savoir du dernier siècle Louis XIV. qui alloit deterrer les gens de lettres des autres nations pour leur accorder des pensions; donna un autre génie à la France; mais il ne lui donna pas des habitans. Il multiplia les savans sans multiplier les François. On pourroit même croire qu'il les diminua.

La revolution qui se fit dans l'esprit humain changea les mœurs & les manieres de la nation: il se forma un certain goût; un je ne sai quel raffinement qui affoiblit la propagation. Cela se découvre dans les Romans qui sont une image du génie du siècle. Pour l'ordinaire,

ce n'est qu'au sixième volume, que l'héroïsme qui en fait les honneurs se livre dans les bras de l'hymen: ce n'est que lorsque ses sentimens sont usés, qu'elle donne un enfant à la République. Souvent même elle devient valetudinaire, & ne lui en donne point, parce que la violence de sa passion qui a affoibli son corps l'a rendue stérile.

Les Turcs sans génie pour les sciences, & à qui il est défendu par une loi expresse d'avoir de l'esprit, (*) peuplent davantage que dans les pays où les Académies fleurissent.

Le luxe du ferrail gêne la propagation, sans quoi ce peuple seroit extrêmement peuplé.

D'ailleurs comme un Musulman peut avoir un grand nombre de concubines, il faut qu'un grand nombre de Musul-

P mans

(*) Mahomet défendit l'Imprimerie.

mans en soit privé: Ce ne sont pas les hommes qui manquent à l'état politique de cet Empire; ce sont les femmes.

Les Allemans, qui autrefois ne se piquoient pas beaucoup de savoir, peuploient beaucoup; depuis qu'ils commencent à avoir de l'esprit, ils ne font pas tant d'enfans.

L'inconvenient des sciences, c'est qu'elles remuent l'imagination sans la fixer. On va toujours sans jamais rencontrer de terme. Une premiere branche des connoissances mene à une seconde; celle-ci conduit à une troisieme, & lorsqu'on est au bout, l'esprit découvre de loin un pays immense à parcourir. La vie est courte; on meurt sur le chemin du savoir. Cependant les demi savans qui se multiplient désolent l'Etat: les disputes naissent de toutes parts. Le Prince que je viens de citer, n'eut pas plutôt encouragé les Arts libéraux q'on
vit

vit naître des guerres littéraires plus dangereuses que celles du canon, parce que celles-ci finissent souvent avec la victoire, au lieu que celles-là sont toujours plus violentes après la défaite.

Le clergé, qui jusques-là n'avoit eu que de l'ambition, ayant commencé à avoir de l'esprit suscita des querelles scolastiques. La France accablée sous le poids de ses troubles domestiques fut encore agitée par la *predestination & la grace efficace*. On tint souvent des Conseils d'Etat pour mettre fin aux disputes théologiques, qui par-là n'en dévenoient que plus vives. L'esprit de parti qui porte par tout le trouble & la confusion, désola la Monarchie. Les corps les plus respectables prirent parti dans cette guerre de plume. Le conseil du Roi en fut infecté. Les Courtisans qui ne connoissoient ni *Jansenius* ni *Molina* firent semblant de les connoître, &

disputoient avec ardeur sur des matieres qu'ils n'entendoient pas.

Le champ de bataille étoit dans de gros volumes qui s'imprimoient à Paris où l'on y donnoit des batailles rangées, tandis qu'on escarmouchoit dans les provinces par détachement.

Cependant ces divisions qui s'élevoient de toutes parts troubloient l'ordre civil & gênoient de mille manieres la propagation; car quoique les hommes aient en eux un panchant naturel de perpetuer leur espece, les causes secondes gênent la génération de mille manieres. Il ne faut souvent qu'une nouvelle tournure dans l'esprit, pourqu'un homme ne laisse aucune posterité après lui.

On pourroit conjecturer de ceci que la vie spéculative des savans n'est pas propre à former cette matiere qui sert à la génération de l'espece. Il se fait de dissipation des esprits animaux. Cela se
de-

découvre en général à l'air extenué des Savans.

Si on vouloit peupler une île déserte & qu'on l'envoyât habiter par des Voltaires, & des Rousseaux, on y verroit bientôt la fin du monde.

Enfin les causes morales ayant fait décliner le monde, on mit le physique au rang des choses qui favorisoient la génération. La température de l'air, & la douceur du climat ont paru aux auteurs économes autant de germes de population; mais il est clair qu'encore ici ils se sont trompés.

Si on divise la terre en plusieurs parties différentes, on trouvera que dans les pays les plus sains, il n'y croît guere que des arbres, au lieu que dans les maladifs, il y naît beaucoup d'hommes.

La Hollande peut servir d'exemple: la mauvaise influence de son ciel gêne si peu sa population, qu'elle est, relative-

ment à l'étendue de son continent, une des plus fécondes de l'Europe.

Le ciel d'Angleterre qui n'est pas plus heureux, ne met aucun obstacle à sa population; peut-être même qu'il excite la génération: un tems sombre & ténébreux fixe les hommes au travail. L'intempérie de l'air qui les retient dans les maisons, augmente les branches de l'industrie, & celle-ci multiplie le nombre des mariages.

Le Portugal où tous les malades de l'Europe abordent pour recouvrer la santé avec la vie, n'est point peuplé.

Le Royaume de Grenade en Espagne est dans le même cas.

Il s'en faut bien que l'Italie, & les autres Etats du midi de l'Europe soient aussi peuplés que leur physique leur permettroit de l'être, tandis que les pays inhabitables du Nord sont très-habités &c.

Le

Le mot de population, comme je l'ai dit au commencement de cet essai, est dans la bouche de tout le monde; le mal est qu'on n'en a pas une juste idée.

Je voudrois, une fois pour toutes, qu'on remontât à des principes, & que sur une matiere aussi importante, on ne s'égarât pas toujours.

Ceux qui écrivent sur cette branche de l'administration ne pensent qu'à augmenter la population; sans chercher à multiplier le nombre des citoyens; & c'est parce qu'il ne naît que des hommes, que les Etats, (quoi qu'on en dise) en sont surchargés.

Ce n'est pas l'immense population qui constitue la puissance. Alexandre fit la conquête du monde avec une poignée de soldats.

Rome avec un petit nombre de citoyens fut plus forte que lorsqu'elle put disposer de cent millions de bras.

La Chine depuis trois mille ans est une preuve convaincante de ceci. La nature y est si féconde, qu'on est obligé d'arrêter les progrès de la génération, sans quoi les hommes se dévoreroient.

Il faut que le gouvernement fixe continuellement sa vue vers la terre. Si ses Magistrats cessoient un moment de détourner les yeux sur les productions, la Chine seroit perdue.

L'administration Chinoise n'a qu'une affaire, qui est celle de veiller à la subsistance de ses habitans: de-là cette suite de loix sur l'agriculture.

Il faut que les différentes parties du corps politique se balancent, & se tiennent en équilibre. Si l'une prend trop sur l'autre, l'affoiblissement se communique à toutes. Il ne suffit pas que l'Empire soit grand: plus il est immense, moins il est puissant. Les Géants sont moins forts en général que les hommes
d'une

d'une taille ordinaire: c'est que la construction de leur corps n'est pas géométrique. Les parties solides ne tirent pas assez de force des fluides. Le sang a trop de chemin à faire pour arriver au cœur.

La Chine entièrement livrée aux arts, & à l'agriculture, s'affoiblit par l'endroit même qui la rend florissante; c'est qu'en y occupant trop de bras, elle anéantit les vertus militaires, sans lesquelles un Empire touche toujours au moment de sa ruine.

Pour que son état politique fût dans sa vigueur, il lui faudroit dix millions de soldats: or si on levoit une telle milice dans l'Empire, le Gouvernement civil periroit d'abord; ainsi cet Etat le plus peuplé de l'Univers est le plus foible du monde: voilà ce qui explique comment les Tartares firent la conquête de la Chine. Il fut aisé à un petit nombre de soldats de vaincre beaucoup de laboureurs.

L'avan-

L'avantage de la population n'est pas dans le nombre des hommes, il est dans la proportion de la grandeur d'un Etat, comparé à un autre Etat relativement à leur génération :

La France a environ seize millions d'habitans. L'Angleterre (*) en a sept millions. Ces deux états sont en proportion relative de population, & par conséquent de force.

Quand la France auroit trente deux millions d'habitans, & l'Angleterre quatorze, cette augmentation n'ajouterait rien à leur puissance.

On peut dire le même de l'Allemagne comparée à la France, qui, si elle avoit soixante millions de sujets, & la France cinquante quatre ; c'est-à-dire trois fois plus que l'un & l'autre n'en possèdent,

(*) Y compris les trois Royaumes.

dent, les deux nations ne seroient pas plus fortes, parce que dans cette augmentation d'hommes, elles auroient leur proportion géométrique relativement à l'étendue de leur continent.

On peut comparer la population au numeraire. Quand il est en petite quantité, il produit le même effet que lorsqu'il est plus abondant. Avant la découverte des nouveaux mondes, on faisoit avec un million, ce qu'on ne fait aujourd'hui qu'avec vingt deux. C'est que leurs mines ont produit vingt deux fois plus d'or & d'argent qu'il y en avoit alors en Europe.

Dans deux Etats d'une étendue médiocre, une grande affaire est décidée par deux petites armées.

Il est très-indifférent en soi que l'Europe

rope ait cinq cents millions d'habitans, ou seulement cent millions, lorsque les différentes branches de population sont relatives aux nations qui les composent; à moins qu'on ne veuille que le plus grand nombre d'hommes répandus sur la surface de la terre ne serve au spectacle de l'Univers.

La population est un point imperceptible, eu égard à l'immensité du Globe. Si l'on mesure l'étendue de l'univers, & que l'on calcule chaque partie par le nombre de ses habitans; on trouvera qu'il y a à peine un homme par cent lieues carrées. La terre est remplie de déserts. Il y a des pays où l'on parcourt des espaces infinies sans rencontrer un seul mortel. L'on trouve des continens où l'on est obligé de faire deux mille lieues,

avant

(*) avant de trouver une Ville un peu considérable.

Je ne dis point qu'il ne faille pas encourager la génération. Elle a des branches qui ont dégénéré. Plusieurs Etats ont perdu cette proportion relative dont on vient de parler.

On a vu au commencement de ce discours, que cette théorie des hommes étoit devenue fort à la mode.

Il faut voir les Auteurs décrire les avantages d'une nombreuse société. Plus une nation abonde en hommes, disent-ils, moins elle est exposée aux vicissitudes de la fortune; moins elle craint, plus elle est heureuse, plus elle est riche; plus elle est puissante &c. Tout ceci est exact; mais cette félicité dont on donne une si magnifique idée n'est que dans les livres. Tan

(*) De Petesbourg à la première Ville de la Chine.

Tandis que l'agriculture sera sans encouragement, que les terres ne produiront presque point; que les campagnes manqueront de laboureurs; que les colons seront surchargés de taxes & d'impôts; que le célibat étouffera le germe de la population; qu'il sera permis à des millions d'hommes de mourir avec toute leur postérité; que les hommes ne seront pas à une distance géométrique les uns des autres; que les Capitales seront des Royaumes, & les Royaumes seront des déserts, on écrira en vain sur cette première branche de pouvoir.

Tous ces plans de population qu'on lit dans les ouvrages ne sont bons qu'à satisfaire l'esprit sans donner un seul mortel au genre humain.

A quoi sert en effet aux Auteurs d'écrire, si les Gouvernemens n'agissent point? La population ne dépend pas de quel-

quelques vagues spéculations. Il faut des réglemens préliminaires, qui dirigent la nature jusques dans ses principes.

Des acteurs étrangers à une piece ne feroient qu'embarrasser la scène. Voilà l'histoire de notre population. Une foule d'individus qui n'ont point de rôle, ne font que troubler la scène du monde.

C'est à la politique, pour m'exprimer ainsi, à étager la société; il faut que l'administration règle par avance le sort des mortels, afin que chaque homme en naissant se trouve à sa place. (*)

Il faut que le nombre des laboureurs soit relatif à celui des soldats; que ceux-ci ne gênent point les artistes; que l'industrie, le commerce, la navigation, se balancent, & que ce même équilibre
se

(*) Il y auroit beaucoup à dire sur cette matière; je me bornerai à cette réflexion.

se trouve dans les autres classes. Sans cette balance, qui peut seule établir une repartition géométrique dans toutes les branches de la population; plus il y aura des hommes dans un Etat, & plus il sera foible & languissant.

Parmi les Etats dont la génération a décliné, on compte l'Espagne, le Portugal, l'Italie, & en particulier le Royaume de Naples.

Mes réflexions ne porteront que sur celui-ci.

On ne doit pas s'attendre à trouver un corps complet de population. Il faudroit pour cela démonter toutes les pièces de ce gouvernement. Je me contenterai d'indiquer les moyens qui pourroient rapprocher quelques endroits de sa génération.

CHA-

C H A P I T R E XII.

Examiner les causes de dépopulation.

LE Royaume de Naples combiné par l'étendue de son continent, & la fertilité de ses terres, peut fournir à la subsistance de sept millions d'habitans; il en a à peine trois millions. Cet Etat est donc une fois moins puissant qu'il ne devoit l'être. Il est vrai que sa population est relative aux Etats d'Italie qui l'environnent, mais cela ne suffit pas. Il faut qu'elle le soit encore avec les Puissances étrangères.

Depuis la liaison générale de l'Europe, c'est un défaut en politique qu'une nation soit inférieure à une autre dans le nombre des hommes.

Les principales causes de cette dépopulation sont,

Q

I.

1. Le vuide qui s'est formé dans l'agriculture.

2. Le grand nombre de conventistes.

3. L'éloignement où les hommes sont les uns des autres.

4. L'indigence publique.

5. Le célibat des pauvres.

6. Enfin le relachement des mœurs.

Je ne dirai rien sur la culture des terres, ce qu'on en a lu dans les chapitres précédens, suffit pour montrer de loin la route que l'on doit tenir pour améliorer cette branche de l'administration.

CHA-

C H A P I T R E XIII.

*Il faut indiquer l'âge, où les deux sexes
doivent faire profession dans les ^{ordres}
Religieux.*

IL y a déjà plusieurs siècles, que l'on frappe sur le Clergé régulier (1) On a tant écrit sur cette matiere qu'elle est déjà usée.

Le mal est que l'on prend toujours des voyes extrêmes; ou l'on cherche à se défaire entierement des moines, (2) ou on les laisse multiplier à l'infini. Est-ce qu'il n'y auroit pas de tempérament à prendre entre ces deux extrémités?

La politique qui jusqu'ici a dirigé la République du monde, ne pourroit-elle

Q 2 pas

(1) Voyez ce qu'on a dit là-dessus au commencement de cet essai.

(2) La France & la République de Venise ont banni plusieurs fois certains Ordres.

pas diriger la République des moines ; il est vrai qu'ils causerent autrefois de grands maux aux Etats, mais les Princes n'étoient pas alors aussi absolus qu'ils le sont aujourd'hui.

Leurs résolutions sont devenues des loix supérieures : ils peuvent tout ce qu'ils veulent.

Le parti qu'a pris la France dans cette occasion est très-sage. Elle a diminué le nombre des célibataires sans réformer les couvens. Elle a établi une loi qui fixe l'âge auquel les personnes des deux sexes peuvent se destiner au cloître (*) ce qui a beaucoup diminué les moines.

Naples auroit besoin d'un pareil règlement. Les peres & meres engagent les enfans dans la Religion quelques mois après qu'ils sont venus au monde ; souvent même avant qu'ils soient nés, ce qui

(*) Les hommes à 25. ans, & les filles à 20.

qui prive l'État de citoyens, & le remplit de mauvais moines.

La perfection de cet état est dans le mépris que l'on a des choses de ce monde; mais comment mépriser ce qu'on ne connoît pas encore? Le mérite est dans la renonciation des biens, qui en excitant le feu de nos passions peuvent nous faire oublier la Divinité: mais on ne sauroit renoncer à ce qu'on ne possède pas.

Ces vocations prématurées ne font que donner à Dieu des victimes sans sacrifice. Dans tous les contrats civils, il faut l'âge de maturité; seroit-il possible que dans celui de tous, où l'on a plus besoin de faire usage de sa raison, elle ne fût point nécessaire?

Cependant cet usage de disposer les deux sexes au célibat de l'âge le plus tendre est une première cause de dépopulation; car tandis que les maisons religieuses sont remplies d'enfans, la République manque d'hommes. Q3 CHA-

C H A P I T R E XIV.

Diminuer le nombre des habitans de la Capitale, & augmenter celui des Provinces.

P Our qu'un Etat soit peuplé relativement à son étendue, il faut que les habitans soient repartis géométriquement. Si les hommes sont à une trop grande distance les uns des autres ; il se forme des vuides dans la génération. Les campagnes qui restent désertes ne produisent que des plantes. D'ailleurs les petites sociétés sont plus près du mariage que les grandes.

Dans la Capitale, il y a trop de luxe trop de besoins ; l'envie de paroître & de se distinguer y prévient la propagation. Une femme & des enfans démandent une certaine aisance que le faste ôte presque toujours ; ce qui éloigne du ma-
ria-

riage. Ces inconveniens ne se font pas sentir dans les provinces, où les fortunes sont plus égales, & où il y a relativement moins de luxe; ce n'est pas que les passions y soient moins vives, & les desirs plus modérés; mais parce que le théâtre de l'ostentation n'est pas si vaste.

Le genre de vie qu'on mene dans les Capitales conduit à la mort dans un âge où les autres hommes commencent à vivre. Des maladies presque inconnues dans les provinces y font des ravages affreux. La population qui est trop près d'elle même est gênée dans ses opérations. Les hommes se suffoquent, pour m'exprimer ainsi, dans les bras de la génération.

Il y a long tems que l'on a dit que Paris dévaste la France, & que Londres envahit l'Angleterre: or si le mal est si sensible dans les Etats qui ont d'ailleurs tant d'avantages, on doit juger de celui

Q4

qu'il

qu'il doit causer dans cette Monarchie ; elle qui n'a aucune de leurs ressources.

On s'est plaint souvent que la Capitale de cette première Monarchie contenoit le vingtième des sujets de l'Etat ; Naples renferme dans ses murs la septième partie des habitans du Royaume.

Tous les Princes, tous les Grands, tous les Seigneurs, tous les soldats, tous les prêtres, tous les abbés, tous les moines, les valets, les marchands, les commis, les artistes, les laquais font leur résidence à Naples ; c'est le congrès des différens ordres de l'état ; l'assemblée générale de la nation.

Les provinces s'épuisent pour elle. Il part continuellement des colonies des extrémités du Royaume pour compléter la population : de manière que l'Etat & la ville se dépeuplent réciproquement ; de-là tous les maux qui sont une suite des Gouvernemens qui manquent d'hab-

bi-

bitans. Je n'en ferai point le dénombrement, ils sont connus de tout le monde.

Ce Royaume a environ deux millions & huit cents mille habitans ; la ville de Naples en contient près de quatre cents mille. Cette répartition est vicieuse. Pour que la population fût relative à l'étendue du continent ; il faudroit que cette Capitale ne contînt que cent cinquante mille habitans ; peut-être même que si elle en contenoit moins, sa génération n'en seroit que plus active.

Il faut renvoyer dans les campagnes cette foule d'hommes qui en ont déserté, & qui ne font qu'embarrasser la ville. Tant de gens inutiles dans la Capitale seroient nécessaires aux productions de la terre, & l'augmentation du produit de celles-ci, augmenteroit le nombre des hommes.

C H A P I T R E X V.

Augmenter l'aisance publique.

IL faut abolir le luxe chez les Grands, & établir l'abondance chez les petits. Première maxime d'Etat.

Henry IV. Roi de France avoit dit qu'il rétabliroit si bien l'aisance publique que chaque citoyen auroit le moyen de mettre une poule au pot tous les dimanches. Tous les ouvrages de Sully n'approchent point du mot de ce Prince. C'est l'abregé de la meilleure forme d'administration réduite en pratique. Je n'ai point encore trouvé de livre sur le gouvernement économique, qui renfermât plus de sens en si peu de paroles. *Par tout où deux personnes peuvent vivre à leur aise, il se forme un mariage*, dit le célèbre Montes-

tesquieu. Cette remarque est juste. (1)

C'est dans la manière de penser des hommes de chercher à rendre heureux leurs descendans. (2) C'est cette aisance qui manque au peuple napolitain.

Les habitans de la campagne ne connoissent point les commodités de la vie. On y manque du nécessaire, la nature y meurt de faim. Chaque individu est trop occupé de sa propre subsistance, pour penser à celle d'un autre.

Cette misère publique arrête la génération, & au lieu que le peu de consommation de denrées augmente le nombre des hommes, comme l'auteur de l'*ami des hommes* l'avance, elle sert à les diminuer.

L'aisan-

- (1) La misère détruit la population en déterminant au célibat.
- (2) Ce n'est qu'après qu'on est assuré de pouvoir donner à vivre à ses enfans qu'on cherche d'en avoir.

L'aisance universelle qui multiplie les habitans d'un état ne dépend pas de quelques réglemens particuliers: elle tient à l'administration générale. Il faut pour m'exprimer ainsi un assortiment de loix, & que chacune porte sur la population.

Cette aisance tient à tant de choses: elle est liée avec tant d'objets différens qu'on peut la régarder comme le chef d'œuvre de la législation. Si l'on me permettoit de me servir d'une expression figurée, je dirois que c'est le pouls du gouvernement politique, & que lorsqu'elle est repartie géométriquement, l'Etat jouit d'une parfaite santé.

Mais il est aisé de s'y méprendre, & de la supposer là où elle n'est pas. On prend ordinairement pour aisance publique, ce qui est presque toujours une suite de l'indigence commune. Le luxe qu'on regarde comme la marque des richesses est généralement l'indice de la pauvreté.

S'il

S'il y a un grand faste chez une nation, beaucoup de spectacles & beaucoup d'amusemens publics; soyez assurés qu'elle souffre, & que ce luxe ne fait que couvrir les maux que lui cause son indigence.

Il y a une regle certaine qui est d'examiner l'état présent de la dernière classe. Si elle possède une certaine aisance; s'il ne lui manque point d'alimens; s'il jouit d'un nécessaire physique abondant, n'en cherchez pas davantage, l'administration est bonne, ainsi quand Henry avoit promis que le plus indigent de ses sujets auroit de quoi mettre une poule au pot, il avoit promis par-là tout ce qu'un grand homme d'Etat peut promettre en politique.

CHA-

C H A P I T R E X V I.

Donner une nouvelle direction aux aumônes que l'on distribue à la porte des couvents.

ON a souvent cherché à démontrer que les richesses de l'Eglise, en diminuant la circulation générale dépeuploient les Etats.

Il faudroit tourner l'effet contre la cause, & tirer avantage de ce vice même de génération.

Le Clergé régulier jouit des biens considérables. Le superflu de ce qu'il possède pourroit beaucoup aider la propagation. Il suffiroit de lui donner une autre direction. Quelques reglemens politiques suffiroient pour cela. Peut-être que ces réglemens ne seroient pas utiles à tous les gouvernemens; mais il y en a à qui ils conviendroient.

Les

Les Maisons Religieuses donnent beaucoup, mais elles donnent mal. Ce sont des rendez-vous publics, où l'indigence trouve toujours des ressources aux besoins. Les vagabonds & les fainéants y ont une subsistance assurée: c'est un tribut que la charité paye tous les jours à l'oïveté.

Des hommes qui n'ont rien à faire qu'à vivre sur un revenu fixe, ne se marient point: une femme & des enfans diminueroient cette place de subsistance: ils aiment mieux en jouir eux seuls, que de la partager avec d'autres. Cependant l'Etat perd des habitans. A mesure que ces distributions augmentent, la population diminue.

Il y a long-tems que l'on parle de détruire la race des mendiens: on a cherché souvent à se défaire de cette vermine plus dangereuse que la peste & la famine; mais toujours en vain; c'est
que

que les aumônes publiques entretiennent cette même profession qu'on voudroit annéantir.

Si la somme générale que les Maisons Religieuses du Royaume de Naples distribuent aux mendiants, étoit employée à leur donner une profession & à doter les pauvres filles, elle formeroit une nouvelle branche de population, d'autant plus grande que le nombre de ces célibataires aujourd'hui est considérable. On ne doit pas croire que cette direction d'aumône diminuât cette vertu chrétienne qui porte le nom de charité: au contraire, on seroit sûr qu'elle rempliroit les vûes des fondateurs de ces maisons.

Depuis l'établissement des arts, il ne fauroit y avoir de véritables pauvres. Tous ceux qui ont des bras sont sûrs de trouver une subsistance assurée dans l'industrie. Elle est établie par tout, &

par

par tout elle fournit des ressources à ceux qui la font valoir.

Il ne faut pas imaginer non plus que cette nouvelle branche de génération embarrassât la population générale: ces mandians ne seroient pas plutôt mariés, qu'ils deviendroient des citoyens utiles à la Patrie. Ceux qui ne voudroient point s'engager dans cet état, ne trouvant plus de ressources à la porte des couvens se feroient artistes; ainsi l'industrie viendrait à gagner ce que la génération perdroit.

C H A P I T R E XVII.

Encourager le petit peuple au mariage.

C E ne sont pas les Grands qu'il faut encourager au mariage. Ces hommes qui ont un nom à laisser à la postérité, des successions à remplir, des

R titres

titres à décorer; leurs descendans y sont assez portés par leur état, & quoiqu'une infinité de causes les porte au célibat, la vanité leur fait donner des enfans à la République: ainsi cette branche de population se soutient d'elle même; c'est la dernière classe des citoyens qu'il faut y inviter; car celle-ci n'ayant pas cette émulation est assez indifférente sur le sort du monde. Elle ne se voit point dans l'avenir. Sa génération se borne à son existence. Il faut donc l'exciter à la propagation, & la porter au mariage par tous les moyens qui peuvent l'y engager.

Charlotte d'Autriche ayant épousé Ferdinand IV. Roi de Naples; il se donna de grandes Fêtes; mais la plus magnifique fut celle qui rendra éternelle la mémoire de cet Hyménée. Deux cents filles qui par l'impuissance de leur état étoient condamnées au célibat furent dotées pour passer à celui du mariage.

On

On pourroit donner aux descendans de cette postérité le titre d'enfans de la Couronne, puisque c'est à cet auguste mariage qu'ils devront leur existence. Si on écrivoit dans un registre particulier les avantages de cette propagation, on verroit combien les Souverains sont en état par leurs divertissemens mêmes de contribuer à la grandeur des Etats. C'est ainsi que les fêtes des Romains avoient pour objet la puissance de la République. Mais ce n'est pas assez de borner ces avantages à de semblables jouissances. Les grands événemens sont rares. Les Rois ne se marient gueres qu'une fois. Cependant il se forme des vuides dans la population générale, que ces branches particulieres de population ne remplissent point, parce qu'elles n'arrivent pas assez souvent.

La méthode de doter les filles que la pauvreté condamne au célibat est excel-

lente. Elle rapproche les deux sexes de la génération, & rend féconde la stérilité même. C'est donner aux richesses une puissance qui conduit à la force.

Presque tous les Etats ont des fonds destinés à certaines jouissances publiques, qui ne servent souvent qu'à entretenir la mollesse & la corruption; il ne manque qu'une meilleure direction à ces établissemens pour les tourner au profit de la République.

Naples en a quatre (*) qui pourroient contribuer à augmenter sa population, si les sommes qu'on y consomme étoient employées à doter des pauvres filles. L'Etat verroit toutes les années multiplier le nombre de ses citoyens; au lieu que

(*) Quatre fêtes dans le carnaval où l'on met sur un théâtre pour plusieurs milliers de ducats de pain & autres denrées, & où le peuple au premier signal que donne le Roi, fond dessus.

que ces jouissances publiques n'ont d'autre effet que d'entretenir le bas peuple dans l'habitude des vols, en rendant leurs corps plus dispos aux enlèvements & à la rapine; ce qui conduit à la débauche qui affoiblit toujours la population.

Mais, dira-t-on, n'est ce pas le même de distribuer de la subsistance aux hommes, ou doter des filles? non, ce ne l'est pas. L'un est une ressource momentanée qui n'augmente point le nombre des hommes, au lieu que l'autre porte directement sur la génération de l'espece.

On traitera à part l'article des mœurs.

C H A P I T R E XVIII.

*Former des établissemens préliminaires pour
encourager le commerce.*

LE meilleur plan de commerce, sera sans effet à Naples, lorsqu'on ne détruira point les causes premières qui s'opposent à l'établissement des Arts.

Une nation sans émulation qui a croupi plusieurs siècles dans l'oïveté, a besoin, pour m'exprimer ainsi, qu'on lui ouvre toutes les portes de l'industrie, & qu'on lui enseigne les premiers élémens du commerce.

Mais ces instructions deviennent inutiles, si la bonne foi qui est l'ame du commerce n'est établie; si un corps politique ne veille sur cette administration; s'il n'y encourage le tiers état; si l'on ne guérit la noblesse de certains préjugés qui

qui lui fait régarder le commerce, comme une sorte d'ignominie, qui flétrit son rang: en un mot ces instructions seront inutiles, si l'on ne donne un autre génie à la nation.

L'Espagne n'a pu encore se rétablir; c'est que ses loix n'ont porté jusqu'ici que sur quelques abus particuliers.

Il y a dans chaque nation de certaines qualités, & de certains vices qui contribuent à l'élever, ou la tenir dans l'abaissement: c'est sur ceux-ci que les réglemens doivent frapper.

Il vient toujours dans l'esprit, qu'il est impossible de déraciner ces défauts, parce qu'ils viennent de loin, & sont en quelque façon une seconde nature; & pour l'affurer avec plus de certitude, on a recours au physique; car c'est aujourd'hui la grande mode d'avoir recours au Ciel pour diriger les affaires de la terre; mais ces physiciens se trompent: les hom-

mes sont toujours ce que les Gouvernemens politiques les font.

Pierre le Grand changea le génie des Russes. Charles XII. fit des Suedois une nation conquérante. Louis XIV. donna un autre esprit aux François. La Prusse auparavant pacifique est devenue militaire &c.

Toutes ces différentes variations qui se font remarquer chez les peuples, tiennent de l'administration. Il ne faut souvent qu'un seul homme pour changer la face du monde. Si ce qui se passe sous nos yeux, ne suffisoit pas, il n'y auroit qu'à ouvrir l'histoire des siècles passés.

CHA-

C H A P I T R E X I X.

Créer un Tribunal de bonne foi.

IL y a des vices qui sont pire, que l'infraction des loix.

Tel est celui qui détruit la foi publique; car une nation qui se manque à elle même, & aux étrangers, se trouve à la fin sans ressources.

Depuis la liaison générale de l'Europe, les Etats ne sont opulens que par les moyens qu'ils se procurent réciproquement; lorsque cette chaîne est rompue, la République séparée dégénère, parce qu'elle n'a aucune part aux richesses générales. Elle se prive volontairement des biens que la fortune lui destinoit.

Il ne faut pas chercher dans d'autres sources que celle de la mauvaise foi l'indigence publique qui se fait sentir dans

ce

ce Royaume. Si un Napolitain prête de l'argent à un autre, il est certain que celui qui l'a reçu, retardera le paiement à l'échéance, ou l'éludera tout-à-fait. Le prêteur aura beau prendre des précautions pour n'être point fraudé, la mauvaise foi lui suggérera des moyens qui mettront les loix en défaut.

Qu'un étranger envoie des effets à un négociant de Naples: ils sont perdus sans ressource. Cependant la confiance cesse. Je ne dis pas qu'il n'y ait point d'honnêtes gens à Naples; mais seulement qu'en général il y a peu de bonne foi.

Ce n'est point en donnant plus de vigueur aux loix fondamentales, qu'on peut prévenir ce desordre. Les réglemens généraux ne descendent pas assez avant dans les abus particuliers; il faut frapper sur le vice même: ce qui fait que la plupart des corruptions se perpétuent,
c'est

c'est qu'on les confond avec les defordres ordinaires.

Un négociant Napolitain qui manque de bonne foi à son correspondant, est fûr de jouir de son forfait, parce que cette fraude qui se juge devant les Juges ordinaires est sujette aux mêmes formalités des procès civils, c'est-à-dire à des longueurs infinies.

Il faut une chambre ardente, un Tribunal terrible, qui en intimidant les criminels rétablisse la foi publique par la voie des chatimens. Les loix de cette chambre doivent être très-rigoureuses parce qu'il est question de corriger un vice qui infecte la nation; on ne doit pas le confondre avec les abus ordinaires auxquels les loix civiles peuvent remédier.

Si les sujets qui conjurent contre l'Etat, sont réputés criminels de leze majesté au premier chef; ceux qui conjurent

rent contre la foi publique ne le sont pas moins: peut-être même que cette dernière sorte de conjuration est plus criminelle; souvent la première n'intéresse que la personne du Prince, ou n'excite qu'une révolution qui peut s'éteindre dans ses commencemens, au lieu que la seconde ouvre la porte à la fraude, & à l'injustice: fait naître des craintes entre les citoyens, dispose à la duplicité, gêne la circulation publique, resserre l'espèce, personne ne voulant prêter son argent, crainte de le perdre; donne mauvaise opinion de la nation aux étrangers &c. Je ne finirois point si je voulois rapporter ici tous les maux que la mauvaise foi fait naître dans un Etat. Le mal est que la contagion devient générale, & qu'elle passe dans les premières classes. Ceux qui devroient donner l'exemple de la bonne foi sont les premiers à y manquer. Et que devient alors l'état civil

vil , tandis que les Grands abusent de la confiance des peuples ? Que la duplicité , la ruse , la fourberie deviennent des voyes ordinaires pour éluder les payemens .

Que devient l'état civil , lorsque ceux qui étant par leur état les simulacres de la société civile , cherchent par tous les moyens illicites de frauder la veuve & l'orphelin . Tout est perdu .

Ce n'est pas assez de faire rendre les effets qu'un Napolitain vouloit retenir à son compatriote , ou à un étranger par mauvaise foi ; mais le punir de les avoir retenus .

Il faut que les inquisitionns de ce Tribunal portent plus sur la fraude que sur la chose fraudée ; qu'il distingue l'intention du délit d'avec le délit lui même ; qu'il y ait deux chatimens , l'un pour le mal que le criminel a fait à la société générale , & l'autre pour celui qu'il a causé à la société particuliere ,

Jc

Je fais que ceci ne s'accorde pas en tout point avec les Loix civiles, qui ne portent pas leur vues si loin, & qui dans plusieurs cas se contentent de la simple restitution. Mais je supplie qu'on fasse attention qu'il ne s'agit pas ici de punir un vice personnel, mais un crime national.

C H A P I T R E XX.

Reformer une partie des gens de Loi.

JE me suis un peu pressé dans le chapitre qu'on vient de lire. J'aurois dû proposer la réforme dans cette armée de Jurisconsultes, Procureurs & Avocats qui assiègent les Tribunaux & ensuite chercher à établir la bonne foi.

C'est une expérience connue de tous que plus il y a des gens de loi dans un Etat, plus il y a des procès, & moins il y a de droiture & de probité. Il

Il ne faut pas tant de suppôts de justice, là où il y a bonne justice.

Les loix sont simples & s'expliquent clairement. La bonne foi les interprete du premier coup.

C'est la chicane qui vomit tant de gens de Robe, & qui fait de la jurisprudence Napolitaine un art de ruse & de duplicité. Voilà l'origine de cette foule de disputes qui affligent la société. Le goût des procès se répand dans toutes les familles, & se glisse jusques dans les dernières classes.

La moindre discussion engendre un procès, & le moindre procès ruine deux maisons. Le pere attaque le fils; & le fils cite son pere: plus de confiance dans les parentés, plus d'amitié dans les familles, plus de bonne foi dans la société. C'est cet esprit de chicane, qui en irritant les passions, empêche les citoyens de s'adonner aux arts, & aux sciences.

ces utiles; ils ne respirent que haine, que vengeance, que satisfaction; c'est à qui obtiendra une sentence favorable, débouter la partie.

C'est un spectacle digne d'un philosophe spectateur de voir un jour de *Vicaria* (*) le choc de cinq ou six mille plaideurs soutenus d'autant d'hommes de robe pour les défendre. C'est un tableau qui revolte l'humanité, où l'on voit en groupe tous les maux que peut causer la chicane.

Je viens de dire que cette maladie épidémique qui attaque la nation, l'empêche de devenir industrielle: en effet un citoyen qui a perdu deux ou trois procès n'est plus en état de former aucune spéculation de commerce.

La profession d'Avocat est d'autant plus facile à remplir à Naples, qu'il suffit

(*) C'est le palais où sont la plupart des Tribunaux.

fit avoir un génie intrigant propre à trouver des expédiens pour éluder les loix: Tel n'auroit pu se distinguer dans une profession mécanique qui brille au Barreau.

Cependant les honoraires des procès ne suffisant pas pour entretenir un corps si considérable de légistes, il faut avoir recours à la fraude. On vend la justice.

Dans les affaires civiles ordinaires, ils ont l'art de rendre les procès éternels, & de faire qu'un créancier qui revendique une dette légitime, ne soit payé qu'à la troisième génération. Dans les affaires criminelles, ils mesurent l'impunité au prix de l'or: chaque crime a sa taxe particulière; il ne s'agit pas des preuves du délit; il est question de la somme, ce qui fait souvenir de cet ancien qui donnoit des soufflets à tous ceux qu'il rencontroit, & s'acquittoit ensuite avec la justice en payant une certaine somme.

S

De

De cette impunité naît la licence des citoyens; on se livre aux vols, aux meurtres: Personne ne craint les loix parce qu'elles sont impuissantes contre les crimes.

On a beau écrire sur la modération des peines; elles doivent dériver de la nature des délits, sans quoi les exemples de punition étant perdus, & la crainte n'étant plus un frein qui retient les hommes, la justice n'a plus de protecteur,

Ce n'est ni les Magistrats, ni les Loix qui sont corrompues, ce sont les interpretes: la chicane fait si bien embrouiller les affaires, & tendre des pièges aux Juges, que l'équité la plus épurée ne suffit pas toujours pour les porter à rendre des sentences équitables. Cet esprit de chicane non seulement a infecté la ville, mais il a encore attaqué les Provinces. Les campagnards quittent leur

tra-

travail pour se rendre à l'audience ; ils dépensent un argent en écritures qui manque ensuite à leur famille ; cependant l'agriculture dégénère, les terres tombent en friche, & l'Etat perd tout ce que l'oïveté des gens de loi fait perdre aux laboureurs.

Outre les procureurs & avocats dont il convient de diminuer le nombre, il y a encore une autre vermine dont il faudroit entierement purger les Tribunaux : je veus parler des *Scrivani*. Ils fement les malheurs dans les malheurs, & portent le crime jusques dans l'examen même du crime. Ils sont si peu nécessaires dans l'exercice de la justice ordinaire, qu'on n'en connoît pas même le nom (*) dans les autres Tribunaux de l'Europe. On a cherché plusieurs fois à

S 2

pre-

(*) Ce n'est point un greffier, ce n'est pas un scribe.

prévenir leurs fraudes; mais toujours en vain: c'est que cette sorte d'administration porte un vice avec elle: les délits sont confiés aux hommes les plus corrompus de la société. On charge ces *Scrivani* d'examiner les crimes, & d'en faire le rapport: moyen sûr & inmanquable pour que la vérité ne parvienne jamais devant les Juges.

Lorsque j'ai parlé des gens de loi en général; je n'ai pas prétendu confondre ici ces habiles Jurisconsultes dont l'intelligence & l'équité sont reconnues dans tous les Tribunaux: hommes d'autant plus estimables qu'ils conservent un cœur pur & les mains nettes au milieu de la corruption presque universelle. Mes réflexions ne portent que sur ces sangsues dont la chicane fait l'unique affaire, qui ne font pas rendre la justice, mais la font acheter.

CHA-

C H A P I T R E X X I.

Former une chambre ou Conseil de commerce.

C'EST à un pareil établissement que la France doit le progrès de ses arts. Il ne suffit pas qu'un peuple cherche à se distinguer dans le trafic, il faut encore qu'un conseil conduise comme par la main l'industrie nationale. Ordinairement les particuliers qui ont des vûes de commerce cherchent moins les avantages de l'Etat que leur intérêt particulier. Ils se voyent toujours avant la République, & tel établissement qui est en même d'enrichir un petit nombre de particuliers peut appauvrir le gouvernement. De ce nombre sont les privilèges exclusifs, qui resserrent l'industrie générale dans les mains d'un petit nombre de citoyens : les monopoles des grains, le droit d'ex-

portation qui s'étendent aux denrées de premier besoin & plusieurs autres qu'il seroit trop long de rapporter ici.

Un conseil de commerce veille sur tous ces objets, en dirige les principes, entre dans les détails, porte ses vûes sur tout ce qui peut être relatif aux arts, écarte les projets inutiles, accepte les nécessaires &c. mais il faut pour cela avoir des grandes connoissances, & celles-ci ne peuvent gueres s'acquérir que par la pratique du commerce. Il faut donc que ce conseil soit composé en partie d'habiles négocians.

Il peut bien se faire qu'un Ministre éclairé aye des idées justes sur cette branche de gouvernement, mais elles sont fondées sur des simples spéculations, il confondra l'ordre des choses; car il y a toujours une distance immense de la théorie à la pratique.

Il y a bien une chambre ou Tribunal de commerce à Naples, mais il ne remplit point les vûes qui ont servi de fondement à son institution. Peut-être que des causes secondes s'opposent à ses opérations. En ce cas c'est au gouvernement politique à prévenir les abus qui la gênent. Outre ce Tribunal, il y a encore une chaire de commerce. On a nommé un lecteur, comme on en établit dans les Ecoles publiques pour enseigner la philosophie; ce qui rend ce second établissement inutile; car il n'est question que de la théorie des arts.

C H A P I T R E XXII.

Etablir une juridiction consulaire.

L Es pays de commerce doivent avoir une juridiction qui franchise les bornes de la justice ordinaire, & marche à grand pas vers l'acquit des dettes. Elle ne doit point regarder derrière elle. Toutes ses sentences doivent être actives & exécutées sur le champ.

Pour l'ordinaire les marchands ou négocians prenant des engagements pour des tems courts & limités, il faut qu'ils puissent les remplir à point nommé, sans quoi tout est perdu. Et comment y feront-ils honneur, si ceux qui leur doivent ne payent pas dans le tems marqué & qu'ils puissent éluder la loi, dont l'esprit est de forcer sur le champ les négocians au remboursement des dettes échues.

Pen-

Pendant ces longueurs les négocians sont dans l'inaction, & le commerce languit.

Il y a bien un Tribunal de commerce à Naples, mais il n'est point moulé sur le plan des juridictions consulaires des autres Etats. Il ne se hâte pas assez; il va trop lentement. Le débiteur trouve toujours le moyen de gagner du tems, c'est-à-dire de suspendre les opérations du commerce. On y élude le paiement d'une lettre de change; comme on esquivé celui d'une dette ordinaire. La chicane y a autant de prise que dans les autres Tribunaux, il ne se distingue de ces premiers que par le nom.

Le second mal est que ceux qui sont choisis pour présider à cette juridiction n'y entendent rien. Ils jugent selon les loix; au lieu qu'il faudroit juger suivant les cas.

Dans les autres chambres consulaires,
los

les juges sont toujours pris de la classe des négocians. A Naples ils sont pris de celle des gentilshommes, ce qui forme presque toujours un inconvenient. Quoique tous les membres d'un corps politique soient citoyens, il faut néanmoins distinguer les dettes civiles des marchandes: celles-là peuvent supporter quelque délai, parce que pour l'ordinaire, elles n'affectent qu'un petit nombre de particuliers; au lieu que les secondes ne fau- roient souffrir aucun retard, parce qu'elles intéressent toute la République mar- chande.

En Angleterre, où l'esprit de négoce affecte toute la nation, il n'y a point de dettes civiles, ou du moins on les confond avec celles du commerce. Tous les Anglois sont sensés négocians; ainsi les différens effets qu'ils donnent en nantissement lorsqu'ils contractent une dette, comme lettres de change, billets à ordre

ordre, promesses simples, sont sentées appartenir au commerce. La justice se précipite, pour ainsi dire, au devant des engagemens : elle franchit toutes les voyes ordinaires.

Le créancier sur son simple serment fait arrêter le débiteur, (*) il obtient contrainte par corps sans constater la dette; c'est que la loi fait plus de cas de la liberté du commerce que de celle d'un citoyen. Et en effet personne ne seroit libre en Angleterre si le commerce étoit esclave. Quoiqu'il en soit, cette méthode qui fait rentrer au plutôt un chacun dans ses droits, diminue le nombre des procès. La plupart des dettes sont payées, ou cautionnées avant que juges en entendent parler.

Sans doute que cette maniere d'accélérer ainsi la justice est sujette à quelques
incon-

(*) Jusques à deux livres & deux deniers sterlings.

inconveniens; mais ceux-ci disparoissent devant l'utilité publique qu'ils procurent.

En un mot l'on ne sauroit être trop rigide sur l'acquit des dettes du commerce, parce que les conséquences du retard s'étendent à l'infini. C'est une chaîne.

Un négociant à qui il est dû une somme considérable, n'étant point payé dans son tems, est soudain obligé lui-même d'arrêter payement; ceux à qui il doit sont forcés d'en faire autant; & ainsi des autres: de manière que les différentes branches du commerce en souffrent. Et il ne me seroit pas difficile de prouver que le retard d'un premier payement de cent mille ducats peut causer au commerce général un dommage de plusieurs millions.

CHA-

C H A P I T R E XXIII.

Il faut établir des écoles publiques dans toutes les villes, bourgs & villages du Royaume, pour enseigner à lire, écrire, & l'arithmétique au menu peuple.

LEs arts & métiers ont leurs élémens. Ils tiennent à des connoissances premières. On pourroit appeller celles-ci la mécanique de l'industrie. Dans les pays où l'esprit de commerce entre dans le plan du gouvernement politique, on y favorise tout ce qui peut servir à son avancement: En Hollande & en Angleterre, presque tout le menu peuple fait lire, écrire, & chiffrer. Un pere qui a donné cette éducation à ses enfans croit leur avoir laissé un héritage.

C'est par l'esprit du calcul que les nations qui tiennent aujourd'hui le premier

mier rang en Europe se sont distinguées : on peut dire en quelque façon que c'est à l'arithmétique qu'elles doivent leur grandeur ; elles en sont redevables surtout aux soins qu'elles ont pris d'y élever les dernières classes , parce que c'est de celles-ci que dépend la réussite des arts.

Chez les Romains le trafic étoit confié aux esclaves. Si on lit l'histoire du commerce, on verra qu'il est sorti du néant , il s'est élevé du sein de l'indigence même ; & de nos jours les négocians qui ont fait les plus grandes fortunes étoient dans leur origine des hommes très-obscur.

En général le menu peuple dans le Royaume de Naples ne fait ni lire, ni écrire, ni chiffrer. Comment pourroit-il se frayer un chemin aux arts & au commerce, si la première porte leur est fermée. Combien y a-t-il d'hommes confon-

fondus dans la foule à Naples qui auroient enrichi l'Etat, si on leur avoit d'abord appris que 1. & 1. font 2. car il suffit d'ôter à l'esprit ses premières entraves pour qu'il prenne son effort.

On peut prévenir cet inconvénient dans cette Monarchie en établissant des Ecoles publiques pour montrer ces premiers élémens du commerce à ceux que la misère de leur condition met hors d'état d'avoir des maîtres.

Un esprit de patriotisme a fait établir à Naples des écoles de musique (*). Les fondateurs de ces lieux pies ont commencé les arts par où il auroit fallu les finir. Ils ont pensé à la game avant de songer à l'alphabet. C'est étonnant qu'on ait legué tant de fonds pour montrer les pauvres citoyens à chanter, & qu'on n'en ait laissé aucun pour leur apprendre

(*) Quatre conservatoires où l'on montre la musique gratuitement.

dre à lire. C'est de ces Colleges de chant que sortent les grands acteurs, il seroit infiniment mieux qu'il en sortit de bon négocians.

CH A P I T R E XXIV.

Guerir la noblesse Napolitaine de certains préjugés sur les arts & le commerce,

IL y a une loi en Turquie dont peu de législateurs Européens ont connu l'esprit, je veux dire, celle qui ordonne à tous les Mahométans sans distinction de s'adonner à un art. Le Grand Seigneur lui-même a une profession (*). Ce règlement politique en prévenant l'oisiveté, (ce fleau de la société humaine-

(*) Pour l'ordinaire il brode, ou fait des fleurs.

maine) maintient l'ordre, la bonne police, & délivre les Grands du péfant fardeau de n'avoir rien à faire.

Lorsque ceux qui tiennent le premier rang dans une nation, méprisent les arts & le commerce pour se livrer à l'oisiveté & à la mollesse, tout est perdu, parce que leur exemple qui est contagieux passe jusques dans les dernières classes. Et alors que devient le gouvernement civil, lorsqu'il n'a plus d'activité, & que le mouvement cesse dans toutes ses branches ! On cherche continuellement la cause de la foiblesse qui avilit certains Etats ; elle tire sa source de l'inaction des premiers citoyens.

Tout est imitation dans le monde. Je comparerois volontiers la vie civile à la peinture. Les Grands sont les originaux dont les petits sont les copies.

La noblesse a imaginé qu'il n'y a rien de distingué dans le commerce, parce

T qu'il

qu'il a pour objet l'intérêt personnel séparé du gouvernement, & qu'il est entouré de détails mécaniques; mais elle imagine mal. Sur le pied actuel des choses un citoyen ne peut s'enrichir sans enrichir l'Etat; telle est la correspondance qu'il y a entre les membres & le corps de la République, que les fortunes particulières augmentent la fortune publique,

A l'égard des détails, bien loin d'abaisser l'ame, ils contribuent à l'élever. Tout est grand dans un noble qui par son industrie contribue à enrichir sa patrie. Si je voulois illustrer le commerce, & par-là le rendre recommandable à la noblesse, je parlerois de son ancienneté. Je dirois que Caïn & Abel & ensuite Abraham, qui certainement étoient nobles dans leur tems, l'exerçoient, car on peut appeler de ce nom l'échange des troupeaux, & la vente des fruits
dont

dont ils faisoient un trafic continuel.

Mais sans remonter si haut plusieurs grands Rois dans nos tems modernes l'ont exercé. Tout le monde fait que Louis XIV. s'affocia à des marchands pour établir la fameuse manufacture de draps qui subsiste encore aujourd'hui, & que pour enrichir son peuple il devint lui-même commerçant. Le dernier Empereur ne dédaigna pas les spéculations de banque qui contribuent à la richesse d'un Etat; Si donc les têtes couronnées exercent le commerce; est-ce aux nobles à le traiter de roturier?

Monsieur de Montesquieu ne voudroit point que la noblesse fût commerçante; mais cet auteur parle d'une noblesse militaire, toujours agissante, couverte de sang, de poussiere, & de sueur: D'ailleurs ses réflexions portent sur un vaste Empire, dont l'industrie du tiers état se répand au loin. Mais pour une petite

Monarchie, comme celle de Naples, plus il y a des classes qui s'adonnent au commerce, & plus elle fleurit.

Il ne faut pas confondre les choses : un Etat militaire doit se soutenir par les armes, un gouvernement pacifique doit se maintenir par les arts. Dans l'une il faut du canon, dans l'autre il faut des métiers,

On devoit encourager la noblesse au commerce, quand ce ne seroit que pour l'arracher à cette vie sédentaire qui conduit à la pauvreté, d'où naissent les vices bas & honteux qui dégradent l'ame des Grands. Il faudroit la porter au commerce afin qu'elle contribuât à l'aifance universelle. Un Général d'armée est certainement un homme très-intéressant à la République; mais si la paix lui ôte l'occasion de tirer l'épée, sa bravoure & son courage seront à pure perte : au lieu qu'une noblesse riche ne manque jamais

mais d'être utile au Prince & à l'État.

J'aurois bien d'autres choses à dire à ce sujet; mais les bornes que je me suis prescrites ne me permettent pas de m'étendre d'avantage.

C H A P I T R E XXV.

Donner des encouragemens au commerce extérieur.

LE commerce général se divise en deux branches, l'intérieur & l'extérieur.

Quelque perfection que le premier acquiere, il ne peut que donner plus d'activité au numéraire, en faisant circuler l'espece dans toutes les classes, ce qui est le dernier période où il peut atteindre.

Il peut bien améliorer l'Etat politique, mais non pas le rendre plus riche, parce qu'il n'augmente pas la somme des richesses. T 3 Si

Si les nations étoient isolées & que les peuples fussent séparés les uns des autres, le commerce intérieur établiroit la meilleure forme de gouvernement possible, parce qu'elle procureroit l'aisance universelle, qui est le seul bien auquel la politique doit espérer; mais on a déjà vu, que depuis la liaison générale de l'Europe, les Etats ne sont riches que par comparaison.

On ne parvient à la puissance, qu'en diminuant celle des autres.

Pour acquérir la supériorité, il faut avoir en plus grande quantité, ce à quoi les hommes attachent l'idée du pouvoir.

J'ai fait voir dans le préliminaire de cet essai, que les Etats qui jouent aujourd'hui les premiers rôles en Europe, ont fondé leur puissance sur celle des autres.

C'est au commerce extérieur qu'ils doivent leur élévation; c'est aussi celui qui mérite la préférence. Le

Le commerce extérieur a cet avantage qu'on ne sauroit augmenter les branches, sans améliorer l'intérieur, parce qu'il est fondé principalement sur les exportations: or pour exporter beaucoup, il faut cultiver beaucoup.

Quand je donne la préférence à cette branche de l'administration, je ne veux pas dire par-là qu'il faille négliger l'autre. Il tire toutes ses richesses des denrées de la nation. L'Etat ne sauroit recevoir abondamment de l'étranger, sans lui envoyer considérablement: il est d'autant plus nécessaire de l'encourager, qu'une trop grande négligence sur le commerce intérieur pourroit détruire l'extérieur.

L'administration doit donc veiller,

1. Que la communication des Provinces soit aisée pour faciliter dans la Capitale le transport des denrées.

2. Que les chemins qui conduisent à

la mer soient bons & bien construits.

3. Les reparer lorsqu'ils sont gâtés.

4. Encourager la culture de toutes les denrées, particulièrement celles qui servent de base au commerce extérieur.

5. Prévenir les monopoles des particuliers.

6. Favoriser la liberté de commerce dans toutes ses branches.

7. Arrêter les fraudes & les malversations.

8. Rendre une prompte justice aux négocians, afin que les affaires de commerce ne souffrent point le retard des payemens.

9. Restreindre les privileges qu'on accorde aux compagnies particulieres.

10. Honorer les marchands, & ceux qui s'adonnent à quelque trafic, les distinguer des autres sujets inutiles. &c.

CHA-

CH A P I T R E XXVI.

Oter les droits de sortie sur les premieres matieres, & les genres fabriqués.

L Es droits de sortie sur les premieres matieres, & les genres fabriqués, gênent les progrès de l'agriculture, & par une suite nécessaire mettent des bornes au commerce.

Ils diminuent la consommation, parce que celle-ci est toujours relative à leur prix.

Ces droits empêchent que les arts ne puissent entrer en concurrence dans les marchés étrangers, avec les nations qui n'ont point cet impôt.

Lorsque la recolte des laines ou des foyes manque, ou qu'elle est en petite quantité, elles sont plus cheres. Le droit de sortie qui fait une nouvelle augmen-

ta-

tation en arrête entièrement le débit. Alors le colon qui ne trouve point ses fraix laisse cette culture en friche, & l'Etat perd ses productions.

Les manufactures d'Hollande de France, & d'Angleterre qui manquent de premiers genres, ou qui n'en ont point assez, s'adressent toujours aux nations qui les leurs fournissent à meilleur marché.

Ces droits seroient tolerables dans un Etat qui seroit lui seul en possession de fournir ces genres, parce que n'y ayant pas d'autres marchés en Europe, il faudroit nécessairement se pourvoir à celui-ci; mais lorsque plusieurs peuples possèdent les mêmes matieres, ce n'est que le bas prix qui puisse faire donner la préférence.

Un gouvernement qui veut rétablir les arts, & former de nouvelles branches de commerce, n'a rien de mieux à faire

faire que de se mouler sur ceux qui se sont distingués dans ces branches d'administration. Il y a toujours à gagner pour un peuple à suivre l'exemple des nations intelligentes.

Les Anglois & les Hollandois qui entendent bien leurs intérêts, au lieu d'imposer des droits de sortie sur les exportations, accordent au contraire des gratifications. Seroit-il possible que cette maxime ne fût bonne que pour certains Etats, & ne convînt point à d'autres?

L'état politique s'appauvrit pour quelque tems afin d'enrichir le gouvernement économique pour toujours.

Dans les tems de trouble & de confusion, où le Royaume de Naples n'avoit point de protecteurs, on avoit établi ces droits: En dernier lieu (*), un nouveau

(*) Nouveaux reglemens pour le paiement des droits de sortie.

veau système de finances le renouvela .
En cherchant les intérêts de la couronne , on oublia ceux de la nation .

C H A P I T R E XXVII.

Former une marine .

C'Est toujours la position qui décide de la puissance des Etats .

Une nation qui domine sur la mer & possède une grande île (*) doit abandonner la terre pour tourner toutes ses vues du côté de cet élément .

Si jamais peuple fut en droit de prétendre à cet empire ; c'est certainement celui de Naples : on a parlé ailleurs de ses avantages .

La mer a procuré aux trois Puissances maritimes des richesses immenses .

On

(*) Naples qui a la Sicile .

On a souvent proposé dans le conseil d'Etat de Naples de former une marine; mais au moment de l'exécution, il ne s'est trouvé ni hommes, ni matériaux, ni fonds; ce qui a fait abandonner ce plan.

Si les nations qui couvrent aujourd'hui la mer de leurs vaisseaux, s'étoient d'abord rebutées aux premières difficultés, l'Europe moderne seroit aujourd'hui sans marine. La France, je l'ai dit ailleurs, n'avoit qu'un seul vaisseau sous le regne de Louis XIII. Lorsque la Hollande se forma, elle n'en avoit point du tout. Il fallut que le Parlement d'Angleterre surmontât des obstacles presque invincibles pour se donner des Flottes. Aucun de ces trois Etats maritimes n'avoit par lui-même les moyens de former des vaisseaux. Je ferai voir dans l'ouvrage que j'ai souvent annoncé, que Naples a plus de ressources relativement à

fa

sa grandeur qu'aucun de ces Gouvernemens, tant par sa fécondité, que par rapport aux matieres premières qui y croissent.

Regle générale, les Etats peuvent ce qu'ils veulent, pourvu que ceux qui sont à la tête des affaires soient hommes de détail. En général les Souverains n'imaginent point; ce sont leurs Ministres qui créent.

Il y a une infinité de moyens pour exciter l'émulation, lorsqu'une nation s'est endormie, pour m'exprimer ainsi, dans les bras de l'oisiveté, il faut la réveiller & l'encourager aux arts par les distinctions, les rangs, les préférences: moyen sûr & inmanquable; car il peut bien arriver quelquefois que les hommes résistent aux richesses, mais il n'arrive jamais qu'ils résistent aux honneurs.

La France doit à un nom ses plus grands exploits militaires. La Croix de
S. Louis

S. Louis a excité une émulation générale. Depuis l'établissement de cet Ordre, la noblesse auparavant enfoncée dans ses Terres où elle se livroit à l'oisiveté & à la mollesse, a quitté ses châteaux pour partager les travaux & les périls de la guerre avec les soldats de fortune. Et pour le remarquer ici en passant, il est heureux que l'amour propre offre cette ressource à la politique sans laquelle les gouvernemens civils tomberoient dans une sorte d'anéantissement; car les Rois peuvent bien commander aux hommes; mais leur autorité ne va pas jusques à ordonner aux passions.

Qu'on établisse à Naples un ordre Royal de Marine destiné à ceux qui contribueront à former une Flotte. Que tout particulier de quelque rang & condition qu'il soit, qui fera construire à ses dépens, achètera, pourvoira, & équi-

équippa un vaisseau de grandeur ordinaire monté de vingt hommes d'équipage, sera fait chevalier, & recevra l'ordre de la main du Roi.

Qu'un sujet, quelque rôturier qu'il puisse être, qui équipera à ses fraix un vaisseau du double en grandeur, monté de quarante hommes d'équipage, acquerra la noblesse pour lui & ses descendants &c. & soudain on verra une émulation générale dans la nation, & dans peu se former une marine.

Mais ce n'est pas assez d'avoir des vaisseaux, & d'être en état de créer une flotte; il faut des loix; & pour m'exprimer ainsi un code maritime. Les Romains connoissoient peu la marine, aussi ce ne fut pas par cette puissance qu'ils conquièrent le monde; cependant on voit par les réglemens qu'ils firent sur les nautesiens, qu'ils n'ignoroient pas cette branche du pouvoir. De nos jours les

gou-

gouvernemens qui ont acquis la supériorité sur l'Océan, se sont distingués dans cette partie de la législation.

Il n'y a qu'à lire l'acte de la navigation d'Angleterre. Elle est la cause directe de la grandeur & de la puissance où cette Monarchie est parvenue.

Une marine dépourvue de réglemens est un vaisseau qui flotte au gré des vents.

Nous parlerons ailleurs de ceux qui
convienneroient au Royaume de Naples.

CHAPITRE XXVIII.

Faire passer à la marine une partie des troupes de terre.

C'est une loi établie en politique que les Etats qui tiennent à la mer doivent avoir plus de vaisseaux que de régimens. Et il faut bien que la maxime

V

soit

soit fondamentale, puisqu'elle fut de tous les lieux, & de tous les tems. Les Romains n'eurent pas plutôt joint aux Legions un grand nombre de galeres qu'ils dégénérent. Et dans le siècle passé lorsqu'un Roi de France voulut avoir une nombreuse flotte, & beaucoup de soldats, tous ses plans échouèrent: c'est à cette époque qu'il faut attribuer les révolutions qui mirent en danger cette Monarchie.

Un Etat, qui veut avoir la supériorité sur les deux élémens excite la jalousie des autres Couronnes, qui oubliant alors leurs divisions particulières, se liquent ensemble pour l'affoiblir. Et cet Etat ordinairement se met en danger parce qu'on l'attaque de toutes parts.

Le parlement d'Angleterre qui fixe continuellement ses yeux sur la mer, jette à peine quelques regards sur la terre. Toutes ses forces sont sur l'Océan.

On

On dira que c'est une île; mais tous les Etats maritimes doivent être considérés comme de presqu'îles.

Naples a besoin d'une force particulière qui protège sa marine: c'est par la mer qu'elle a dégénéré. Les autres Etats la trouvant sans vaisseaux, ont employé les leurs à diminuer son pouvoir. Ils l'ont affoiblie par l'endroit même qu'elle auroit dû se fortifier. La mer qui a enrichi les autres peuples a appauvri celui-ci.

Au lieu de faire promener inutilement les régimens dans des régimens, il faut leur faire parcourir les mers. La terre n'offre point de bataille à cette armée napolitaine que la Couronne paye, & qui épuise le trésor Royal, au lieu qu'elle trouvera toujours des ennemis à combattre sur cet élément (*). Et

V 2 c'est

(*) Les Corsaires.

c'est peut-être une des positions les plus heureuses pour une marine, que la nécessité continuelle de se battre. C'est par-là que les Romains devinrent les maîtres du monde; c'est par une semblable politique que les Bretons dans nos siècles modernes ont acquis l'Empire de l'Occident.

Il faut des ennemis à une Puissance qui s'établit, sans quoi manquant de moyens de se fortifier dans les commencemens, elle dégénere avant le tems.

Ceux qui dans les différens âges gouvernerent cette Monarchie jugerent si mal des choses, qu'on regarda comme un obstacle à former une marine, ce qui étoit un moyen à son établissement.

Il s'agit bien moins de multiplier les forces de la marine militaire, que d'augmenter celles de la marine marchande. Celle-là demande des moyens (pour la mettre à niveau des Etats qui ont déjà
l'Em-

l'Empire de la mer) que la Monarchie n'a pas actuellement; au lieu que celle-ci peut s'élever, & fleurir presque tout d'un coup: il suffit de lui prêter les secours nécessaires. On expliquera ailleurs l'ordre & la manière avec laquelle on devra faire la distribution des troupes dans les vaisseaux particuliers.

C H A P I T R E . XXIX.

Etablir les branches de navigation.

ON a dit dans le préliminaire de cet essai, que la balance des arts & du commerce établit celle des pouvoirs. La navigation entre dans ce plan; sans elle cet équilibre ne sauroit subsister, parce qu'elle fait panacher la balance des richesses générales.

Si, comme on l'a dit aussi, l'Europe avoit un Conseil suprême qui veillât à

la sûreté des nations, en établissant un plan de tranquillité générale, il seroit prohibé à certaines nations de naviguer pour d'autres; c'est-à-dire les dépouiller de leurs richesses, pour ensuite tourner leurs armes contre elles.

Mais comme ce Conseil ne subsiste point, il faut que chaque nation maritime cherche par elle même à rentrer dans ses droits.

Depuis la découverte du nouveau monde, le commerce de l'Amérique est devenu nécessaire. Le luxe & le changement de mœurs le rend indispensable: ses productions autrefois inconnues entrent aujourd'hui dans les besoins de la vie. Le Royaume de Naples & de Sicile tire des étrangers les sucres, & les autres denrées de l'Amérique, qu'il pourroit se procurer de la première main; outre les profits immenses qu'ils font sur eux, & qui épuise la nation, ils se font.

font emparés de cette branche de navigation, une des plus importantes parce qu'elle emploie un grand nombre de vaisseaux, & forme beaucoup de mariniens. Naples a précisément les denrées qui servent de base à ce commerce, & que les nations qui le font échangent contre celles de ses contrées.

Je n'entrerais point ici dans le détail des branches de navigation qui peuvent faire fleurir la marine de ce Royaume, je me réserve à traiter à part cette matière. Je ne parlerai ici que de celle du Levant; mais il convient pour cela faire l'histoire de son commerce. Il ne faut point être connoisseur dans ces matières pour découvrir l'avantage que Naples auroit sur toutes les nations qui le font actuellement: il suffit de lire le simple exposé que j'en fais.

C H A P I T R E X X X.

Histoire du commerce du Levant.

LEs Turcs autrefois guerriers, ensuite pacifiques, & depuis livrés au luxe & à la volupté, n'ont point cherché à rétablir les arts. Ils avoient cependant dans leur pays tout ce qu'il falloit pour les perfectionner. Un ciel heureux, riche & abondant, & toutes les autres ressources que peut fournir un Empire riche & puissant. A quoi il faut ajouter des loix propres à former un peuple actif & laborieux, (*) mais le ferrail détruisoit toutes ces heureuses dispositions.

Cependant le luxe qui augmentoit à mesure que les arts s'affoiblissoient, faisoit

(*) Chaque musulman doit s'adonner à un art ou métier.

soit naître de nouveaux besoins: ce n'étoit plus ces Huns, qui endurcis aux travaux & aux fatigues de la guerre, ne connoissoient point les aises & les commodités de la vie; c'étoit un peuple effeminé qui endormi dans les bras des plaisirs mettoit son bonheur dans la tranquillité & l'inaction.

Les Hollandois furent les premiers qui chercherent à tirer parti de cette disposition des choses. Leurs vaisseaux prirent aussitôt la route du Levant. Ils offrirent aux Turcs tout ce qui pouvoit contribuer à augmenter le luxe & à multiplier leurs besoins. Ils formerent des fabriques de draps levantins.

Les Anglois chercherent à partager avec eux les avantages qu'ils retiroient de Constantinople, & des autres échelles de l'Empire Ottoman. Dans peu ils s'emparèrent de tout le commerce turc; & les Hollandois ne le firent plus que

que comme accessaires. C'étoit quelque tems avant que Louis XIV. encourageât les arts. Colbert son ministre attentif à tout ce qui pouvoit illustrer ce siècle, & enrichir la Monarchie, n'eut pas plutôt jetté les yeux sur la situation actuelle du commerce général, qu'il comprit qu'il pourroit enlever cette branche aux deux nations. Mais son plan fut plutôt celui d'un politique, que d'un économe.

Les manufactures de Hollande & d'Angleterre avoient acquis une sorte de perfection ; commencées avant celles de la France, elles avoient aussi plûtôt réussi. Les draps françois ne pouvoient pas entrer en concurrence avec ceux de ces deux nations. Il fallut changer le goût des Anglois & leur donner un autre luxe.

Les Turcs ont quatre Fêtes dans l'année pendant lesquelles ils cherchent à pa-

pa-

paroître plus que dans les autres tems. Colbert fit faire des draps extrêmement deliés, peu chargés en laine, mais très-brillans en couleur; & dont le prix fut très-inférieur à celui des Bretons. On encouragea tout ce qui pouvoit donner plus de lustre aux couleurs. Il fut établi des recompenses & des pensions pour ceux qui les perfectionneroient. On alla plus loin, on accorda des honneurs. Il y eut des teinturiers qui dans cette occasion furent faits chevaliers de l'ordre de S. Michel. Cette émulation ne pouvoit pas manquer de réussir. La France dans peu se distingua des Anglois & des Hollandois; ce qui joint au bas prix de ces draps leur fit donner la préférence. Mais ce n'étoit pas assez que l'administration y trouvât son compte, il falloit encore que les fabriquans particuliers y trouvassent le leur.

La premiere matiere n'étoit point dans
l'Etat.

l'Etat. Il falloit l'aller chercher en Espagne; car les Turcs accoutumés depuis long-tems à la douceur d'une laine fine, n'en pouvoient souffrir d'autres. On peut remarquer ici en passant combien l'Espagne dans cette occasion méconnut ses intérêts. Elle pouvoit fournir des draps aux Turcs à l'exclusion de toutes les autres nations de l'Europe, ayant elle seule la premiere matiere. Ce commerce lui eût plus valu que celui du Mexique. Ce dernier contribua à l'appauvrir & à diminuer le nombre de ses sujets; celui-ci pouvoit l'enrichir & peupler l'Etat.

Comme la société en Turquie est divisée en différentes classes, ainsi que dans toutes les autres du monde, & que dans chaque Etat, il y a des Grands, des citoyens d'une fortune aisée, la populace & les gens de livrée; ce Ministre divisa cette fabrique en quatre classes,

ou

ou qualités de draps, qu'il distingua par leur nom: savoir. Londrins premiers mahons, Londrins seconds, & Londres larges: denomination qui indiquoit l'origine de cette manutention venue de Londres. Les premiers de ces draps étoient destinés à habiller les Visirs Bachats, & autres Grands de la Porte: les seconds pour les personnes commodes: les troisiemes pour la seconde classe, & les quatriemes pour les artistes & les esclaves.

Ordinairement une nation qui veut entrer en concurrence avec une autre, se tâte longtems elle-même, & n'obtient la préférence que par gradation. La France supplanta la Hollande & l'Angleterre du premier coup. Il est vrai que le grand homme qui en avoit formé le plan le dirigea dans tous ses principes, & alla au devant de difficultés qui pouvoient le faire échouer. Il fit donner peu de corps à ces draps, afin d'économiser sur
la

la laine, & que cette manutention fût plus aisée. Les Hollandois & les Anglois qui battoient beaucoup les leurs, & les chargeoient de premiere matiere, employoient beaucoup de tems à former des ouvriers, ce qui avoit retardé les progrès de cette fabrication. De maniere qu'en se dépêchant ainsi, la France fut bientôt en état de fournir aux Levantins dix mille balles de drap par an, tandis que la grande Bretagne pouvoit à peine en fabriquer trois mille.

On sera sans doute surpris de cette nouvelle consommation; mais celle-ci est toujours relative au bas prix, & on a vu que le ministre avoit cherché le bon marché. Les dix mille balles de drap françois ne coûtoient pas plus à la nation Turque que les trois mille Anglois. Lorsqu'un peuple peut changer souvent d'habit, & ne pas dépenser davantage, il consomme d'autant plus volontiers qu'il

qu'il ne paye rien pour cette seconde consommation. La Cour Ottomane sçut si bon gré à celle de Versailles d'avoir introduit un nouveau luxe dans les Etats sans appauvrir les peuples, ni diminuer ses finances, que ses Ambassadeurs eurent toujours depuis l'ascendant à Constantinople, & influerent beaucoup dans les affaires du Serrail.

Mais ce n'étoit pas assez d'applanir les premieres voyes de cette manutention, il falloit encore trouver deux cents entrepreneurs, & vingt mille ouvriers pour les former; c'est à quoi le ministre réussit en accordant une gratification à chaque manufacturier d'une demi pistole (cinq livres tournois) par piece de drap. La récompense fut encore plus grande pour ceux qui se distinguèrent en surpassant les autres dans cette manutention; on leur accorda la pistole entiere, avec titre de manufacture Royale

le

le. On a déjà vu que ceux qui avoient fait quelque nouvelle découverte dans la teinture avoient été créés chevaliers: ceux-ci eurent le droit de placer les armes de France sur leur porte, & d'avoir à l'entrée de leur maison un Suisse à la livrée du Roi. On ajouta à toutes ces distinctions une autre gratification de trois mille livres tournois sous le titre de loyer.

Il est aisé de juger des efforts que chaque fabricant particulier faisoit afin de s'élever au rang de manufacture Royale. Il se dépêchoit à perfectionner cette industrie: seul moyen qui lui restoit pour acquérir ce titre.

Colbert favoit que tous les établissemens des manufactures sont dispendieux dans les commencemens. Les particuliers ne peuvent pas y suffire, parce que l'expérience fait découvrir des dépenses que la théorie n'avoit point d'abord aperçues;

ce-

cependant les fabriques perissent dans leur naissance ; & l'Etat perd le fruit de cette industrie. La voye des gratifications est la plus sûre : elle tient un juste milieu entre le gouvernement & l'artiste. Elle soutient l'un sans trop charger l'autre.

Il ne faut pas que les Souverains établissent des manufactures pour leur compte : ils sont fait pour encourager les arts & non pour se faire artistes. On ne doit pas non plus les confier entierement aux particuliers, parce que, comme on vient de le dire, ces établissemens sont ordinairement au dessus de leurs forces. Le vrai système est de les aider. La preuve est ici dans le fait. Pendant long tems les manufacturiers François n'eurent d'autre profit que celui de la gratification : or si M. Colbert n'avoit pas employé ce moyen, ces fabriques auroient péri à leur naissance, & la Hollande & l'An-

gleterre l'auroient fait comme auparavant exclusivement.

Ce qui fait que les manufactures n'ont point réussi jusqu'ici en Moscovie, en Espagne, & en Portugal, c'est qu'on ne connoît point la voye des gratifications (*) établies, pour m'exprimer ainsi, sur chaque piece d'industrie particuliere: ou l'Etat se charge seul des manufactures, ou il les livre dans les mains des entrepreneurs pour les faire valoir à leurs périls & risques.

Afin que ces gratifications n'épuisassent pas le thrésor Royal, le Ministre en chargea les provinces où ces fabriques étoient établies. Et il étoit bien juste que celles qui s'enrichissoient par cette nouvelle industrie en supportassent les charges.

Mais

(*) On accorde des récompenses une fois payées; mais rarement des gratifications continuées.

Mais si les fabriquans de ces draps levantins furent bien gratifiés, ils furent aussi bien gênés.

On n'eût pas plutôt jetté les premiers fondemens de cette manutention qu'on vit paroître un code de loix & une longue suite de réglemens.

Il fut ordonné par un arrêt que ces draps seroient fabriqués en entier de laine d'Espagne, & on établit des peines pour les contrevenans.

Par un autre arrêt le nombre des fils, & des portées dans les chaînes fut limité.

Un troisieme expliqua la largeur, & la longueur que chaque piece devoit avoir.

On établit par ordre du Roi des Inspecteurs pour examiner ces draps en toile, & il fut déclaré qu'ils seroient confisqués lorsqu'ils se trouveroient barrés, ou fabriqués avec toute autre laine.

Il y eut un réglement particulier sur

les lisières ; elles devoient être d'une laine & d'une couleur différente.

Chaque manufacturier étoit tenu à mettre son nom au bas de la piece, la ville où elle avoit été fabriquée, ainsi que l'année. (*)

Quoiqu'il fût convenu que ces draps seroient deliés, ils devoient néanmoins au sortir du foulon avoir une certaine consistance. Les différentes drogues pour les teintures furent ordonnées. Il fut défendu d'employer d'autre teint pour les écarlates que celui de la cochenille, & ainsi des rouges de Garance & autres couleurs.

Chaque balle devoit être composée de vingt pieces divisée en deux ballots de dix pieces l'un.

Il fut ordonné qu'il y auroit cinq
cou-

(*) Par cette maniere lorsque les Turcs se plaignoient à Constantinople, on découvroit le fabriquant qui avoit malversé,

couleurs fortées par ballot; c'est-à-dire écarlate, cramoisi, rouge foncé, faites avec la teinture indiquée.

Les apprêts furent l'objet de plusieurs arrêts & réglemens. Les enveloppes ou toilettes entrèrent aussi dans les vues de l'administration: il falloit qu'elles fussent aux armes du Roi & au tour; il étoit enjoint d'écrire le nom de la ville où les draps qu'ils contenoient étoient fabriqués.

On établit un Bureau général, où ces draps étoient visités, & lorsqu'ils ne se trouvoient pas conformes aux réglemens ils devoient être coupés & confisqués.

Etant de la qualité requise & conformes aux réglemens, on leur appliquoit un plomb, & il étoit ordonné aux directeurs des manufactures de les faire passer à Marseille, ne pouvant être expédiés pour le Levant par aucun autre port de la France.

Les peines, les soins & les dépenses du gouvernement eurent leur effet. Il s'ouvrit un commerce considérable entre la Turquie & la France dont la balance fut en faveur de la dernière. Car comme ces draps étoient peu chargés de matière, l'Empire Ottoman payoit tous les ans une somme considérable à la Monarchie pour sa manutention &c.

Il est tems de passer aux avantages que Naples a sur les Etats qui trafiquent en Turquie.

La Grande Bretagne qui conserve encore une branche de ce commerce ne le fait plus avec avantage. La manutention est très-chère en Angleterre; ces étoffes à l'usage des Turcs coûtent beaucoup à fabriquer. Il ne croît dans le pays aucune des drogues qui servent à leurs teintures; l'Etat doit se les procurer de l'étranger. Lorsque ces draps sont fabriqués, il faut qu'ils traversent
les

les deux mers & fassent quinze cent lieues pour arriver à Constantinople. La Hollande est à peu près dans le même cas.

Et quoique la France soit plus près du Levant, elle n'éprouve pas de moindres difficultés. Il faut qu'elle se pourvoye des laines d'Espagne par la voye de Bilbao: elles font un trajet immense par terre avant d'arriver aux manufacturiers qui doivent les mettre en œuvre, & presque toujours à dos de mulet, ce qui les rencherit beaucoup &c.

Je ferai voir ailleurs que Naples pourroit faire ce commerce à quarante pour cent meilleur marché que les Etats qui en sont actuellement en possession: or une nation qui peut faire ce rabais est assurée de la préférence.

C H A P I T R E XXXI.

*Abolir les banques établies à Naples,
comme préjudiciables au commerce.*

Les Banques sont faites pour donner plus d'activité au numéraire, & non pour former un dépôt national.

Il est indifférent en soi que les citoyens aient leur argent chez eux, ou dans une Banque générale. Je me trompe, cela n'est pas indifférent. Il vaut mieux qu'il y ait mille Banques particulières dans un Etat, qu'une Banque publique.

Lorsque les Anglois & les Hollandois déposent leurs fonds dans le trésor national, ce n'est point pour le laisser dans l'inaction ; la Banque leur donne un mouvement pour lequel elle paye un tant pour cent aux actionnaires (*) mais celles de Naples ne payent rien. C'est

(*) Lorsqu'on prête directement à la Banque.

C'est comme si un particulier mettoit de l'argent en dépôt chez un autre, & que celui-ci le fît valoir à son profit, sans en rendre aucun compte.

On a dit que ces Banques formoient une sûreté parce que tous ces payemens se faisoient en Banque; c'est-à-dire étant enregistrés, cela prévenoit la fraude & les fausses demandes; mais c'est une mauvaise maniere de soutenir la confiance publique; en la faisant dépendre du registre d'une compagnie particulière. Lorsque la bonne foi manque chez une nation, il n'y a point de Banque qui puisse la rétablir.

Mais si la sûreté est dans les payemens, elle n'est pas dans les fonds. Lorsqu'un citoyen en Hollande & en Angleterre dépose sa fortune à la Banque; il est sûr du dépôt, parce que toutes les richesses de la nation le représentent. À Naples personne n'en répond. Si on enlevoit

voit de celles-ci des sommes considérables (1) (ce qui n'est pas sans exemple) elles seroient perdues pour les actionnaires: car qui les rembourseroit? seroit-ce l'Etat? il n'est point solidaire. Le Roi? il n'est point débiteur. Les gouverneurs de ces Banques, ils n'en sont que les agens. S'en prendroit-on aux regisseurs? ils n'en sont que les commis.

Ces Banques reçoivent l'argent des particuliers pour rien, & le prêtent aux particuliers à intérêt (2) moyen sûr & inmanquable pour devenir les propriétaires de toutes les richesses de la nation. Il faut à la fin que l'intérêt absorbe le capital. Elles se sont déjà appropriées une grande partie de la fortune publique; cela peut se démontrer par les fonds en
ar-

(1) La Banque de l'Annonciade fit banqueroute.

(2) Ces Banques prêtent sur gages à raison de six pour cent.

argent qui leur appartiennent en propre, les acquisitions qu'elles ont fait, & les revenus dont elles jouissent. On peut prédire le tems auquel toutes les finances du Royaume appartiendront à ces Banques. C'est une affaire de calcul, on ne peut pas s'y tromper.

Il est vrai que ces caisses ont des charges à remplir; mais comme celles-ci n'équivalent pas aux profits, la balance est en leur faveur.

Outre l'intérêt des sommes déposées, elles se rendent encore les héritières d'un bon nombre de ceux qui leur confient leur argent. Si un actionnaire meurt subitement, & qu'il n'aye pas le tems de déclarer où il a mis les effets qui représentent la somme qu'il a placée à la Banque, elle en profite au préjudice des plus proches parents: pour ne rien dire des autres moyens qui ne sont pas si honnêtes pour s'approprier les biens des citoyens.

Il

Il suit de cette accumulation de richesses dans un même lieu, qu'elles sont toujours possédées d'une manière précaire.

Dans les pays de Clergé où l'Eglise a acquis beaucoup & acquiert encore, il ne faut point de ces établissemens, car ceux-ci forment une seconde main morte, plus dangereuse que la première; du moins celle du Clergé régulier & séculier sert à l'entretien des individus, & par-là rentre en partie dans la circulation générale; au lieu que la seconde laisse croupir l'argent dans les caisses.

Outre ces inconveniens généraux, il y en a un qui est particulier aux Banques de Naples; c'est que les sommes prodigieuses dont elles se sont appropriées n'ont point de maître. C'est une richesse de fiction qui ne tient à aucun corps de l'Etat; elle appartient aux Banques, c'est-à-dire, à un nom.

Il y'a plus, ces dépôts arrêtent les progrès du commerce & de l'industrie. Il faut si peu de chose aux hommes pour les jeter dans l'inaction, que le moindre engourdissement suffit pour cela. Les particuliers n'ont pas plutôt déposé leurs fonds dans ces Banques, qu'ils les regardent comme placés & n'y pensent plus: s'il n'y avoit point de Banques, ils chercheroient à les faire valoir. L'inconvénient d'avoir chez soi des sommes inutiles donneroit de l'activité à l'imagination, qui lorsqu'elle est échauffée par l'intérêt, est toujours féconde en ressources: on s'ouvriroit des voyes de commerce, & l'industrie nationale y gagneroit.

CHA-

CH A P I T R E XXXII.

*Détruire les emprunts à nantissement qui
ralentissent l'industrie relative au
commerce.*

LA Religion fit établir des fonds (*) pour le soulagement des pauvres ; l'ambition en a fait un objet de trafic. Tous nos Monts de piété sont devenus commerçans : ils acquièrent des richesses immenses, & par-là deviennent contraires à l'intention du fondateur.

C'est une question, si la loi civile qui tolere le prêt à intérêt sur nantissement est une bonne loi. La Religion Chrétienne le défend. Les Romains le permirent dans certains cas ; mais ce n'est pas par-là qu'ils furent Romains : on trouve même

(*) La charité établit ces legs pour le soulagement des pauvres, & rien de plus.

me que ce fut une des causes de la perte de la République.

On demandera d'où les pauvres gens tireront du secours, s'ils ne peuvent pas se servir de leurs effets; mais d'où les tiroient-ils avant que ces établissemens fussent formés? Le monde est très-ancien. La société subsista long-tems sans ces caisses d'emprunts, où les pauvres citoyens se dépouillent souvent du nécessaire pour avoir le superflu.

La dernière classe des hommes sur laquelle roule le plus fort du travail de la République, s'épuise au point qu'elle se met hors d'état de faire valoir aucune industrie. Cette ressource conduit à l'indigence, & celle-ci fait tomber dans la dernière misère: le découragement s'en mêle, & l'abattement qui est une espèce de mort civile conduit à l'inaction totale.

La nourriture & le vêtement sont essentiels aux artistes, si l'un ou l'autre leur

leur manquent, ils se mettent dans l'impossibilité de rendre aucun service à la République.

Si le Gouvernement Napolitain fait prendre un état des effets qui sont actuellement dans les Banques, ou Monts de piété de la Capitale, il trouve qu'ils ont en dépôt les habits, & effets qui font partie des besoins physiques de la plupart des artisans, & que ceux-ci ne travaillent point parce qu'ils n'ont pas de quoi se couvrir.

On dit que ces Banques prêtent de l'argent aux pauvres sur des nantissemens sans intérêt (*) Il seroit mieux qu'elles ne leur prêtassent point du tout. Ils empruntent jusques au moment qu'ils se trouvent sans émulation. Si les pauvres n'avoient pas cette ressource, la nécessité les forceroit à devenir industrieux ;
mais

(*) Jusqu'à dix ducats, environ quarante une livres dix sols tournois.

mais parce qu'ils l'ont, ils fuyent le travail. J'aurois bien d'autres choses à dire sur cette matiere; mais j'ai prévenu que je ne fais qu'ébaucher.

C H A P I T R E XXXIII.

Etablir une Banque Royale où les Capitaines de vaisseaux & ceux qui font des spéculations de mer puissent trouver de l'argent à la Groſſe.

L Orſque la confiance eſt perdue chez un peuple, il convient de former des établiſſemens qui ſuiſſent les rétablir, ſans quoi l'Etat reſtera toujours dans le même anéantiſſement où le défaut de circulation l'a plongé.

A Naples le génie commerçant eſt d'un côté, & les richèſſes de l'autre. Il faut les rapprocher. Ce qui gêne la plupart des opérations de mer, c'eſt que ceux

Y qui

qui feroient en état de les faire valoir, manquent de moyens.

On vient de voir que les Banques qui y font établies, bien loin de faire fleurir le commerce, contribuent à le gêner; c'est que leur mouvement est borné. L'activité qu'elles donnent au numéraire ne passe pas la ville. Ces ressources sont momentanées. Elles font vivre la Capitale, pour m'exprimer ainsi, au jour la journée.

Pour donner plus d'activité aux richesses générales, il faut établir une Banque destinée aux opérations du commerce extérieur, où les mariniers, & ceux qui forment des plans de navigation puissent trouver de l'argent à intérêt en donnant des sûretés.

Quelques Empereurs Romains permirent aux citoyens de prendre de l'argent au trésor public en remettant un certain nombre d'arpens de terre en nantissement,

ment; de cette manière les champs étoient devenus une monnoye, & la Monarchie elle même représentoit les richesses de l'Etat,

Je donnerai ailleurs le plan de cette Banque fondée sur le modèle de celles qui ont rendu de grands services aux Etats où elles ont été établies; Si mes réflexions sont reçues de l'administration, j'entrerais dans un plus grand détail des matières sur lesquelles, pour ainsi dire, je ne fais que donner le texte; si elles lui sont inutiles, il n'est pas nécessaire que je fasse un gros livre.

CHAPITRE XXXIV.

Former une Chambre Royale d'assurance pour les risques de mer.

LEs anciens ne connoissoient point les chambres d'assurance. Il est vrai que leurs vaisseaux n'abandonnant pas

Y 2

les

les côtes, les risques de mer n'étoient pas si grands.

On lit dans un livre moderne (*) que les chambres d'assurance sont préjudiciables au commerce en général, parce que les primes augmentent le prix des marchandises, & que la consommation universelle est toujours relative au bon marché.

Il est vrai que si toutes les nations maritimes de l'Europe vouloient s'accorder à abolir les chambres d'assurance, le commerce général ayant moins d'entraves, se feroit avec plus de facilité. Mais comme il est difficile que ce concordat se passe entre les Etats qui la composent, il faut s'en tenir à la position présente des choses.

De toutes les spéculations que l'ambition d'acquiescer a fait imaginer aux
hom-

(*) Qui a pour titre les intérêts de la France mal entendus.

hommes, celle d'assurer les flots de la mer est la plus sûre.

Par un calcul général qui a été fait sur les pertes effectives de mer pendant dix années; il s'est trouvé que sur cent quatre vingt vaisseaux naviguans, il ne s'en perd qu'un : or supposez les cent quatre vingt vaisseaux de grandeur égale, & dont les richesses soient les mêmes. Dans chaque vaisseau établissez l'assurance à raison de trois pour cent sur le total : déduisez ensuite la perte qui se fait sur celui qui fait naufrage, & vous verrez que le profit que donnent les primes est considérable.

Un Gouvernement qui jette les fondemens d'une marine, & forme une navigation ne peut point se passer de cet établissement; parce que les autres nations qui ont déjà ces chambres d'assurance, assureroient pour elle, ce qui diminueroit ses profits, & à la fin épuiseroit son commerce.

CHAPITRE XXXV.

Que les reformes qu'on a indiquées jusqu'ici, bien loin d'affoiblir le Royaume doivent le rendre puissant.

L Orsque dans un Gouvernement pauvre, qui vit au jour la journée, on propose quelque réforme qui tend à ôter certaines taxes, & à diminuer les revenus de la Couronne, elle allarme tous ceux qui sont à la tête de l'administration.

Comme chaque portion du revenu est employée, & que l'Etat n'a précisément que ce qu'il faut pour subsister, on ne sauroit détourner la moindre somme sans causer une révolution générale; & je remarquerai ici en passant, que c'est là ce qui prévient l'effet des meilleurs réglemens.

Tel

Tel peuple qui est depuis long-tems dans l'abaissement, se fut élevé à la grandeur; si le trésor de l'épargne avoit pu lui en fournir les moyens :

J'ai dit qu'il faut réformer le luxe dans ce Royaume; ce qui en diminuant les importations des choses qui servoient à son entretien, doit diminuer les revenus du Roi : J'ai avancé qu'il convenoit d'ôter les droits de sortie : autre vuide dans le trésor de l'État. J'ai demandé des récompenses pour l'établissement de la marine, & je demanderai des gratifications dans le rétablissement des arts. J'aurai donc proposé une chose vaine & fait plus de mal à l'Etat politique de ce Royaume, que je n'aurai fait du bien à son gouvernement économique ?

Mais outre qu'un peuple qui devient riche par sa réforme peut payer de plus grands impôts, il se forme de nouvel-

les ressources qui le mettent en état d'indemniser le Prince & l'Etat.

Si les Gouvernemens ne pouvoient sortir de cet état d'engourdissement, où les révolutions du monde les plongent, il n'y auroit point de changement sur la terre. Le tableau de l'Univers seroit toujours le même. Les causes secondes seroient sans progression. Rome ne se fût point élevée. Cartage n'eût point péri; & dans nos tems modernes, on n'eût point vu de sociétés, après avoir secoué le joug de leur impuissance s'élever à la grandeur.

Or si ces ressources se trouvent dans certains Etats, elles doivent se rencontrer dans d'autres. Tout dépend du moment. Le Prince se sacrifiera-t-il le premier? ou le peuple le préviendra-t-il? C'est à la politique à décider. La règle en pareil cas est de se conduire par les circonstances. Il est vrai que dans ce pas-

passage de la pauvreté aux richesses, l'Etat éprouve une situation violente. Mais il en est d'un Gouvernement impuissant qui veut se racheter, comme d'un homme malade qui ne peut recouvrer sa santé que par une crise.

C'est toujours dans les finances qu'il faut chercher ces ressources.

CH A P I T R E XXXVI.

Discours sur les finances en général.

L'Histoire des finances depuis l'établissement des sociétés seroit un morceau très-intéressant. Il nous apprendroit mieux à connoître les hommes, que le récit des sièges & des batailles. Ce seroit proprement les mémoires du monde politique & moral; on y verroit d'un côté l'influence que les facultés ont eu de tout tems sur les

mcc-

mœurs, & de l'autre l'activité qu'elles ont donné à l'ambition.

L'homme privé des moyens qui servent à irriter les passions, n'eût eu que des desirs très-bornés; dans cet état il se fût contenté des avantages de son existence. Comme créature raisonnable, il eût cherché à être heureux; ce qui auroit perpétué les sociétés dans un ordre de félicité politique. Otez de l'administration civile, cette foule de causes secondes qui excitent l'ambition, & vous donnez au monde la meilleure sorte de gouvernement qu'il soit possible d'établir chez les hommes.

L'agriculture ayant arraché de la terre beaucoup plus de productions qu'il n'en falloit pour chaque société, il se forma des échanges. Ensuite les arts qui mirent les armes à la main des mortels, formerent les premiers élémens des finances; car on peut appeler de ce nom tout

tout ce qui servit à exciter la cupidité.

Les sociétés ne s'en tinrent pas là, elles créèrent une monnoye. Les bœufs & les moutons (*) furent le numéraire. Cette finance avoit cet avantage qu'elle entretenoit l'égalité, au lieu que celle de nos tems modernes la détruit: heureux siècles où les bergers battoient monnoye !

Ces especes périssoient tous les deux lustres; il falloit travailler la terre pour en créer de nouvelles, ce qui maintenoit l'émulation dans l'agriculture. Chez nous l'engourdissement des finances cause la ruine des États; au lieu que le dépérissement de celles-ci donnoit une nouvelle vigueur au gouvernement politique & civil.

Il y avoit encore cet avantage dans
cet-

(*) Chez les Athéniens & chez les Romains, les bœufs & les moutons étoient une monnoye.

cette finance ; c'est que l'avarice n'en pouvoit pas faire des amas considérables. Cela prévenoit la puissance & l'autorité que donnent toujours les richesses. La tyrannie avoit cette arme de moins & une grande arme ; car le numéraire étant la subsistance elle même, il suffisoit d'en priver l'ambition pour anéantir la force.

Il est remarquable pour le malheur du genre humain, que lorsque le monde se trouva dans une position heureuse, il dégénéra d'abord. Bientôt les hommes imaginèrent des signes de valeur durables. On travailla les mines. L'avarice força la nature : il périt des millions d'hommes pour arracher de la terre une chose qui n'étoit, ni la nourriture, ni le vêtement, & dès lors le monde politique fut subordonné aux finances.

Si les chercheurs d'or & d'argent ; je parle des Etats, qui dans nos tems modernes

dernes travaillèrent les mines, avoient regardé derrière eux, ils auroient vu, que lorsque la masse générale des richesses étoit peu considérable, il y avoit plus d'égalité dans la politique universelle; moins de variation dans les productions de la terre, plus d'ordre méthodique dans la progression des États; & comme on l'a déjà observé ailleurs moins de guerres.

La politique seroit d'une grande utilité au genre humain, si elle parvenoit à découvrir l'influence que chaque portion de la masse du numéraire a sur les sociétés, relativement à leur étendue & à leur population: c'est-à-dire celle qui en augmentant l'ambition, la rend plus agissante, & celle qui en lui donnant moins d'activité, la retient dans des bornes plus étroites; ou en d'autres termes, quelle seroit la somme géométrique des richesses, qui par ses limites en met-

mettroit aux désirs du cœur humain; cette science seroit plus utile que celle qu'on enseigne dans les écoles.

Peut-être qu'il ne seroit pas si difficile d'en marquer l'époque.

Après que les Romains eurent envahi toutes les richesses de l'Univers, & que l'avarice leur eut fait ensevelir avec eux ce qui leur restoit des trésors du monde; les Barbares qui vinrent après eux, trouverent fort peu d'or & d'argent. Cette impuissance établit un ordre de pacification. Il n'y eut d'autres guerres que celles que la société rend indispensables. Ce ne fut plus le luxe qui mit les armes à la main, on ne se battit que par besoin. Comme il n'y avoit plus d'Annibales, ni de Scipions sur la terre, & qu'on ignoroit jusqu'au nom de cette gloire qui avoit désolé l'Univers; les Etats furent moins agités, & le monde commença à respirer un peu. Ce n'est point

point que l'ambition fût moins vive,
 Les passions sont toujours les mêmes.
 Les moyens seuls manquoient. Il n'y
 avoit plus de ces riches trésors qui don-
 noient les facultés à un peuple d'en al-
 ler exterminer d'autres à l'autre bout de
 la terre.

Si l'on avoit l'état des finances des
 peuples de ces tems, on trouveroit peut-
 être que cette mesure des richesses étoit
 celle qui convenoit à l'état politique de
 chaque nation. Cela se découvre aux
 nouvelles agitations qui troublerent no-
 tre monde, lorsque dans nos tems mo-
 dernes les mines l'eurent augmentée au
 delà de cette proportion.

Les trésors du Mexique mirent le feu
 aux quatre parties de l'Europe. L'in-
 cendie a toujours duré depuis, parce qu'
 on ne cessa point de multiplier le nu-
 méraire.

Mais ce qu'on n'auroit jamais soup-
 çon-

conné, cette richesse annonçait d'avance une pauvreté générale.

L'Europe s'est procurée tant d'or & d'argent; elle est devenue si riche, qu'il faut à la fin qu'elle n'ait pas de quoi vivre. Déjà les deux nations qui ont ouvert la porte à cette nouvelle opulence, sont dans l'indigence: comme elles n'ont ni arts, ni métiers, & que pour travailler les mines, elles ont abandonné l'agriculture, la subsistance leur manque. Je dirois volontiers qu'elles demandent l'aumône l'argent à la main aux peuples industrieux qui leur fournissent les choses nécessaires.

La trop grande abondance des finances doit changer le sort des nations; cet événement seroit déjà arrivé, si les Indes (*) ne déchargeoient toutes les années l'Europe du poids de ses richesses; mais
com-

(*) Le commerce que les Européens font aux Indes, se fait en espèces.

comme il reste plus d'or & d'argent qu'il n'en sort, & qu'à mesure que ces signes de valeur se multiplient, ils représentent moins de choses; il faut à la fin que les Etats n'aient que des métaux, & point d'alimens.

Alors on abandonnera ces richesses de fiction pour cultiver les réelles. C'est-à-dire que l'on rentrera dans le premier système économique du monde.

On trouve dans l'esprit des loix la cause de l'impuissance de ces richesses. La dissertation sur cette insuffisance n'est pas longue; mais quelques pages de cet Auteur valent des volumes.

„ L'or & l'argent, dit-il, est une ri-
 „ chesse de fiction ou de signe. Ces
 „ signes sont très-durables & se détrui-
 „ sent peu, comme il convient à leur
 „ nature. Plus ils se multiplient, plus
 „ ils perdent de leur prix, parce-qu'ils
 „ perdent moins de choses.

Z

„ Lors

„ Lors de la conquête du Mexique
„ & du Pérou, les Espagnols abandon-
„ nerent des richesses naturelles pour
„ avoir des richesses de signe qui s'avi-
„ lissoient par elles mêmes. L'or & l'ar-
„ gent étant très-rares en Europe, l'E-
„ spagne maîtresse tout à coup d'une
„ très-grande quantité de ces métaux,
„ conçut des espérances qu'elle n'avoit
„ jamais eues. Les richesses que l'on
„ trouva dans les pays conquis n'étoient
„ pourtant pas proportionnées à celles
„ de leurs mines. Les Indiens en cachèrent
„ une partie, & de plus ces peuples qui
„ ne faisoient servir l'or & l'argent qu'à
„ la magnificence des temples des dieux,
„ & des palais des Rois, ne les cher-
„ choient pas avec la même avarice que
„ nous; enfin ils n'avoient pas le secret
„ de tirer les métaux de toutes les mi-
„ nes; mais seulement de celles dans les-
„ quelles la séparation se fait par le
„ feu,

„ feu, ne connoissant pas la maniere
 „ d'employer le mercure, ni peut-être le
 „ mercure même.

„ Les Espagnols fouillèrent les mines,
 „ creuserent les montagnes, inventerent
 „ des machines pour creuser les eaux,
 „ briser le minéral & le séparer, &
 „ comme ils se jouoient de la vie des
 „ Indiens, ils les firent travailler sans
 „ ménagement. L'argent doubla bientôt
 „ en Europe, & le profit diminua tou-
 „ jours de moitié pour l'Espagne qui
 „ n'avoit chaque année que la même
 „ quantité d'un métal qui étoit devenu
 „ la moitié moins précieux.

„ Dans le double du tems, l'argent
 „ doubla encore, & le profit diminua
 „ toujours de la moitié.

„ Il diminua même plus de la moi-
 „ tié: voici comment.

„ Pour tirer l'or des mines, & pour
 „ lui donner les préparations requises,

Z 2

„ &

„ & le transporter en Europe, il falloit
 „ une dépense quelconque: je suppose
 „ qu'elle fut comme 1. à 64. Quand
 „ l'argent fut doublé une fois, & par
 „ conséquent la moitié moins précieux,
 „ la dépense fut comme 2. à 64. Ainsi
 „ les flottes qui portèrent en Espagne
 „ la même quantité d'or, portèrent une
 „ chose qui valoit réellement la moitié
 „ moins, & coûtoit la moitié plus.

„ Si on fuit la chose du doublement
 „ en doublement, on trouvera la pro-
 „ gression de la cause de l'impuissance
 „ des richesses d'Espagne &c.

Ce que ce grand politique dit sur le
 vice des finances d'Espagne peut s'appli-
 quer à celles de toute l'Europe.

A la mort de Jean V. Roi de Portu-
 gal, le Prince du Brésil qui monta sur
 le Trône, trouvant les finances déran-
 gées, & la nation obérée, demanda à
 un ministre étranger qui étoit dans sa

con-

confiance, ce qu'il falloit faire pour enrichir l'Etat : „ Sire, lui répondit celui-ci, „ il faut fermer les mines. Quoi ! lui „ repliqua le Monarque, ne savez vous „ d'autre moyen pour rétablir les finances, que de les détruire entierement ? „ non, Sire, il n'y en a point d'autres. „ Lorsque le Portugal n'aura plus „ d'or, les nations étrangères qui lui „ fournissent la nourriture & le vêtement, l'abandonneront, & alors le „ gouvernement économique reprendra „ sa vigueur.

„ Aux grands maux, les palliatifs sont „ inutiles, il faut des remèdes violens.

„ Il est clair que les mines appauvrissent le gouvernement, cela peut se „ démontrer sans parler du danger où „ la nature de cette richesse expose la „ Monarchie.

„ Le Portugal tire des entrailles de „ la terre une grande somme d'or, qu'il

„ échange avec les étrangers pour les
„ choses nécessaires: c'est aller à la sub-
„ sistance par un trop grand détour: on
„ est toujours l'esclave naturel de ceux
„ qui nous fournissent les besoins physi-
„ ques.

„ Votre Majesté a quarante mille sujets
„ au Bréfil (*) qui travaillent les mines ;
„ si ces mêmes Portugais cultivoient les
„ terres du Royaume, & s'adonnassent
„ à l'industrie & aux arts, ils procure-
„ roient à l'Etat principal une richesse
„ effective qui n'est point sujette aux vi-
„ cissitudes qu'éprouve le numéraire.

„ Le mal est, que cet or que les su-
„ jets de votre Majesté retirent de la
„ terre, ne rentre point dans la terre.
„ Il se répand chez les autres nations,
„ où il contribue à augmenter leur puis-
„ san-

(*) Trente mille noirs & dix mille blancs.

„ fance. Et pour ne rapporter qu'un seul
„ exemple. L'Angleterre qui fournit son
„ industrie au Portugal, retire de lui
„ tous les ans plusieurs millions: mais
„ c'est là le moindre avantage; il lui en-
„ tretient une flotte de huit cents vais-
„ seaux marchands & vingt mille mari-
„ niers qu'elle emploie à cette branche
„ de navigation. &c.

Cette impuissance des finances fut de tous les ages.

Les Romains ne furent jamais si pauvres, que lorsqu'ils eurent envahi les richesses de l'Univers. A mesure que la fortune de l'Etat augmentoit, l'aïssance publique diminuoit; c'est que ces métaux, ainsi que dans nos tems modernes, perdant leur qualité de signe, représentoient moins de choses à mesure qu'on les multiplioit; cela se découvre au prix des denrées de ces tems-là; on fait ce qu'il falloit payer pour un cui-

finier, & ce qu'un barril de chair salée coûtoit.

Depuis la grande extraction de l'or, c'est l'augmentation des finances qui ruina toutes les finances. On se crut plus riche parce qu'on eut plus de signe de valeur, sans faire attention qu'avec une plus grande quantité de métaux, on n'avoit que la même quantité des choses. Il faut aujourd'hui 22. pieces de monnoye pour avoir ce qu'avant la découverte des mines on avoit pour une. Les revenus des Etats n'augmenterent pas, mais seulement les charges; ce qui les rendit relativement plus pauvres; car pour contenir cette immense finance, pour mettre en mouvement ce grand corps de numeraire, il fallut un plus grand nombre de controlleurs de commis, de régisseurs, de caissiers, & créer beaucoup de charges, qu'on ne connoissoit pas auparavant; dépense,

se, qui étant prise sur la finance même la diminuea d'autant: ainsi il arriva qu'un gouvernement qui a aujourd'hui vingt deux millions de revenu, se trouva réellement plus pauvre que celui qui avant cette révolution n'en avoit qu'un.

Il est prouvé par des calculs fondés sur la démonstration, que François I. Roi de France, avec quinze millions de revenu étoit plus riche que Louis XV. ne l'est avec deux cents. Le fait est évident. Il suffit d'examiner le prix des denrées, & de rapprocher les deux royaumes par des états de comparaison.

Sous François I. les sujets vendoient la même quantité de denrées pour faire passer au trésor Royal quinze millions, qu'on en vend aujourd'hui pour donner au Roi deux cents millions.

Il falloit même toutes proportions gardées d'ailleurs que ce Prince fut relevé

lativement plus riche; car il laissa un heritage (*) au lieu que les Rois de France, depuis cette grande affluence de finances, n'ont laissé que des dettes; ce qu'il faut attribuer, comme on vient de le voir, à la dépense pour la nouvelle manutention des deniers publics, sans quoi la proportion seroit toujours la même.

Mais bientôt il y eut une autre cause. L'or & l'argent ayant augmenté en Europe, on prit cette enflure dans les finances pour une richesse réelle. Un grand luxe s'établit. Les cours étalèrent une magnificence supérieure à tout ce qu'on avoit vû jusques-là. Il y eut tel Prince en Europe, qui dépensa plus pour son équipage de chasse, que ses prédecesseurs n'avoient dépensé jadis pour l'entretien entier de l'Etat. Il fallut

(*) On trouva à sa mort quatre millions en écus d'or.

lut établir de nouveaux impôts pour survenir aux fastes des Rois, & ceux-ci ne suffisant pas, les Couronnes s'endetterent, ce qui mit un désordre affreux dans les finances, car comme il fallut payer de gros intérêts, les revenus de l'Etat appartinrent aux particuliers & non aux Souverains, qui continuèrent néanmoins les mêmes dépenses; ce qui augmenta les dettes.

Cette pompe du trône passa dans le gouvernement militaire. Une maladie épidémique attaqua tous les Souverains. Ils leverent plus de troupes qu'il n'en falloit pour faire la conquête de l'Univers. Il n'y eut point de petit Prince qui n'eût une plus grande armée à son service, que n'en avoient eu autrefois les plus grands Monarques de la terre.

L'Europe a actuellement à ses gages un million de soldats. La finance annuelle pour pourvoir à leur entretien,

ex-

excede la somme de fix cents millions tournois. Il est vrai que ce numeraire rentre dans la circulation générale par la subsistance des troupes , qui rendent aux artistes & aux laboureurs ce qu'ils avoient payé eux mêmes au Prince , mais c'est plutôt un épuisement qu'une consommation . Cela se fait sentir au desordre de la caisse militaire, auquel il faut que toutes les autres suppléent.

Les fraix de guerre qui suivent cette proportion relative des troupes sont immenses. Il n'est pas inoui de voir un Souverain dont les finances sont d'ailleurs en mauvais état dépenser trois cents millions dans une Campagne: aussi les deux couronnes qui sont aujourd'hui le plus de bruit dans notre monde sont si dérangées que cela va jusqu'à l'indigence. Les revenus de la France sont hypothéqués pour plusieurs générations. Si on veut voir le tableau fidele du défor-

fordre qui regnoit dans cette branche de l'adminiftration fous le regne de Louis XIV. il n'y a qu'à lire ce qu'en a écrit l'Auteur des réflexions fur les finances.

„ Le Roi, dit-il, ne payoit ni les Fi-
 „ nances, ni les négocians, defquels il
 „ avoit emprunté des fommés confidé-
 „ rables, il leur accordoit des furféan-
 „ ces, ou des faux-conduits contre leurs
 „ créanciers: autre défordre qui déran-
 „ geoit, & troubloit encore extreme-
 „ ment le commerce, dans lequel on ne
 „ voyoit prefque plus d'argent. Le cré-
 „ dit qui fupplée à l'argent comptant
 „ étoit entièrement évanoui. Le discrè-
 „ dit étoit univerfel, le commerce
 „ anéanti, la confommation affoiblie de
 „ moitié, la culture des terres négligée;
 „ les ouvriers paffoient chez l'étranger;
 „ enfin le peuple étoit défolé; le payfan
 „ mal nourri, & mal habillé: ainfi dès
 „ que le Roi ne pouvoit payer; ceux
 „ aux-

„ auxquels sa Majesté devoit, ne pou-
„ voient pas non plus s'acquitter.

„ La Noblesse n'étoit pas mieux trai-
„ tée: ruinée par les taxes, & par les
„ dépenses de la guerre, ne tirant pres-
„ que rien du Roi, ni en pensions, ni
„ en appointemens, elle se voyoit acca-
„ blée par ses créanciers. Les fraix, les
„ saisies, les ventes de meubles ache-
„ voient de ruiner tous les sujets. Les
„ sujets devoient de leur côté, tandis
„ que le Roi devoit du sien. Les terres,
„ les maisons étoient saisies en décret,
„ Les baux judiciaires rapportoient la
„ moitié moins, Les propriétaires ne
„ trouvoient à vendre leurs terres aux
„ Financiers qu'au denier 18. ou 20; de
„ sorte qu'une infinité de créanciers per-
„ doient une partie de leurs créances.
„ Les Gens de robe sans payement
„ de leurs gages étoient aussi accablés
„ de dettes. Les usuriers les plus mo-
„ dé-

„ dérés faisoient valoir leur argent com-
 „ munément douze & quinze pour cent .
 „ Rien n'étoit en valeur . Point de con-
 „ fiance, d'espérance de pouvoir jamais
 „ débrouiller ce cahos . Une défiance
 „ commune, & réciproque engageoit
 „ ceux qui avoient de l'argent à le ca-
 „ cher, n'osant en faire aucun emploi
 „ utile; les Fermiers payoient mal, par-
 „ ce que l'argent étoit rare, & cher par
 „ conséquent, & les denrées à trop bas
 „ prix .

„ Cette injuste préférence que la dé-
 „ fiance commune donnoit à l'argent sur
 „ les biens fonds, sur le commerce, & sur
 „ l'industrie du Royaume abîmoit l'Etat ;
 „ car les bons ou les mauvais effets de
 „ l'argent sur l'échange de nos biens ,
 „ arts & fabriques sont toujours pro-
 „ portionnés à la valeur des biens réels
 „ d'un Etat, & à la valeur des especes
 „ qui circulent dans cet Etat, & com-

„ me

„ me le rapport qu'il y a entre ces deux
„ valeurs est très-grand, la perte de cet
„ Etat est aussi très-grande, lorsque l'ar-
„ gent n'y circule pas.

„ Les effets Royaux & particuliers
„ étoient dans un discrédit universel;
„ les contrats sur la ville perdoient plus
„ de 50. pour cent; les billets d'usten-
„ ciles 80. & jusqu'à 90 pour cent.

„ Voici, par exemple, un fait véri-
„ table que la postérité ne croira point.

„ Le feu Roi peu de tems avant sa
„ mort, pour avoir huit millions d'ar-
„ gent comptant dont il avoit un pres-
„ sant besoin, fut obligé de se servir du
„ crédit d'un particulier & de ses asso-
„ ciés, & de négocier sur la place avec
„ des étrangers pour trente deux mil-
„ lions de billets, ou de rescriptions;
„ c'étoit donner 400 en obligations,
„ pour avoir 100. en argent. L'argent
„ par conséquent étoit quatre fois plus

„ rare

„ rare que ces effets. L'Angleterre a fait la fameuse banqueroute que tout le monde fait. Il n'y a qu'à voir l'état de ses dettes & celui de ses revenus. Elle auroit déjà succombé sous le désordre de ses finances, si ceux à qui elle doit n'avoient pas intérêt de la soutenir.

Cependant, il faut suivre ceci. J'ai dit dans le préliminaire de cet essai que les trois Puissances de l'Europe qui font valoir les Arts, attiroient à elles les richesses de celles qui, en se livrant aux mines ont abandonné l'industrie; ce qui augmentoit leur pouvoir. Il est certain qu'elles ont l'avantage dans la balance du commerce, & que cela leur procure de grandes richesses: mais comme elles leur facilitent les moyens de s'ingérer dans les affaires de l'Europe elles s'épuisent en batailles, & dérangent leurs finances par des guerres très-dispendieuses. Telle a été la fatalité de ces nou-

A a

vel-

velles richesses, qu'elles ont été fonctionnelles, & à ceux qui les ont arrachées des entrailles de la terre, & à ceux qui les ont enlevées à ces premiers. L'Angleterre qui s'en est procurée une plus grande quantité, en a plus souffert que les autres. Cela se voit à un discours qui fut prononcé à ce sujet, il n'y a pas long-tems dans la chambre des Communes.

Je rapporterai le discours (*) entier parce qu'il regarde les finances.

„ Toute l'Europe, disoit un membre
„ de Parlement dans cette assemblée, a
„ les yeux fixés sur nous. Notre puissance fait ombrage à toutes les nations. Il est vrai qu'en apparence
„ nous sommes redoutables. Les deux
„ mers

(*) Ce discours est bien différent de celui que l'on trouve dans le préliminaire de cet Essai; mais ces sortes de contradictions se trouvent souvent dans cette chambre.

„ mers font couvertes de nos vaisseaux :
 „ aucune marine n'ose se présenter de-
 „ vant la notre. Nous naviguons pour
 „ toutes les nations, & sommes inté-
 „ ressés dans toutes les branches du
 „ commerce. Non seulement nos flot-
 „ tes sont supérieures sur la mer ; mais
 „ même nos troupes ont l'avantage sur
 „ terre. Et que concluons nous de là ,
 „ Messieurs ? que le peuple Anglois est
 „ plus heureux & plus riche que les au-
 „ tres ? Je puis prouver le contraire.

„ Mais avant de se perdre en raison-
 „ nemens sur ce point. Il est bon d'éta-
 „ blir des principes, & de s'accorder sur
 „ le mot de félicité publique, sans quoi
 „ on discourt long-tems sur ce sujet sans
 „ s'entendre, comme il arrive presque
 „ toujours dans les débats où l'on ne
 „ suit d'autre regle que son opinion
 „ particulière.

„ Les peuples ne s'embarrassent gue-

„ res de ces noms de force & de puis-
„ sance que l'on attache à l'idée de la
„ grandeur des Etats; il n'y a que les
„ Souverains & ses ministres qui jouissent
„ de ces titres pompeux: les autres hom-
„ mes n'y prennent part qu'autant qu'ils
„ intéressent leur fortune particuliere.
„ Ils n'aiment à voir les noms d'Alexan-
„ dre & de Cesar, que dans l'histoire
„ Greque ou Romaine. Aussi quand le
„ Roi de la grande Bretagne déclare la
„ guerre à quelque Potentat de l'Euro-
„ pe, pour soutenir, (ainsi qu'il le dé-
„ clare toujours dans son manifest) l'hon-
„ neur de la Couronne, & la gloire de
„ la nation, ce même peuple frissonne,
„ parce que cet honneur & cette gloire
„ va lui attirer quelque impôt, & ache-
„ ver de l'accabler par une taxe nouvelle.
„ Vous ne sauriez me nier, Messieurs,
„ que la félicité d'un Etat est dans l'ai-
„ sance publique: or si cela est, comme
per-

„ personne de nous n'en peut douter, je
 „ puis avancer qu'il n'y a point de peu-
 „ ple moins heureux sur la terre que le
 „ peuple anglois, parce qu'il n'y en a au-
 „ cun qui ait tant de charges à payer (1).
 „ La grandeur de l'Etat l'a rendu si pe-
 „ tit, qu'il est presque anéanti. Et com-
 „ me à chaque conquête la République
 „ dégénere: Encore quelques victoires,
 „ & il ne sera plus question de lui. „

„ On dit pour raison, que le peuple
 „ Breton se taxe lui même, ce qui le
 „ distingue des autres de l'Europe qui
 „ sont taxés; mais en est-il moins taxé
 „ pour cela? & peut-il s'empêcher de l'être?
 „ il faut bien que cette liberté ne
 „ soit qu'un nom; car si elle existoit réel-
 „ lement, il y auroit en lui de la folie
 „ de s'ôter jusques à la respiration (2)

A a 3 „ pour

(1) Chaque Ville ou Bourg a ses représentans.

(2) Il veut parler sans doute des taxes sur les
 fenêtrés.

„ pour survenir aux charges de l'Etat.

„ Vous savez Messieurs, que lorsque
„ dans cette chambre, on propose un
„ nouvel impôt ou subside, ceux qui
„ sont du parti contraire à celui de la
„ cour démontrent que le peuple n'est
„ pas en état de le payer; la cabale qui
„ lui est opposée insiste sur la nécessité
„ qu'il soit établi, & après plusieurs dé-
„ bats, où l'on étale de part & d'autre
„ beaucoup d'esprit, l'impôt passe.

„ Ce seroit néanmoins une consola-
„ tion pour le citoyen ruiné, que l'Etat
„ ne le fût pas; mais vous le savez Mes-
„ sieurs, nos finances générales sont dans
„ un état si déplorable, qu'il n'y a au-
„ cun exemple dans l'histoire d'un tel
„ dérangement.

„ On allegue pour excuse que l'Etat
„ se doit à lui même, & on voudroit
„ insinuer par-là que le mal n'est pas si
„ grand; mais en fait de dettes tous les
„ créan-

„ créanciers sont les mêmes. Permettez
 „ moi cette hyperbole. Je crois que si
 „ l'ame devoit au corps, & qu'elle ne
 „ fût pas en état de le payer; celui-ci
 „ seroit en droit de demander sépara-
 „ tion pour ne plus vivre avec un créan-
 „ cier insolvable.

„ Ce n'est pas à la fortune qu'il faut
 „ s'en prendre de ce desordre; mais à
 „ notre peu d'économie. Toutes les na-
 „ tions de l'Europe payent un tribut à
 „ notre industrie. Nous vendons notre
 „ main-d'œuvre aux Etats les plus re-
 „ culés. Les seules richesses que nous
 „ avons retiré du Portugal auroient suffi
 „ pour rendre la grande Bretagne l'Etat
 „ le plus florissant de l'Univers, & au
 „ lieu de ces trésors infinis, nous avons
 „ des dettes immenses. Je puis vous prou-
 „ ver qu'en moins de dix lustres, nous
 „ avons dissipé (y compris nos dettes)
 „ au de-là de deux cents millions sterlings:

„ somme immense, & qui n'a été au
„ pouvoir d'aucune société depuis l'é-
„ tablissement des finances.

„ Et comment cela peut-il être autre-
„ ment? nous voulons nous ingérer dans
„ toutes les affaires de l'Europe. Il n'y
„ a point de guerre, où nous ne nous
„ trouvons mêlés. On ne donne aucune
„ bataille, où on n'y voye nos enseignes.
„ C'est en vain que la nature nous a se-
„ parés des autres peuples; nous cher-
„ chons toujours à nous en rapprocher.

„ Tout fait ombrage à notre politi-
„ que; la grandeur de la Maison d'Au-
„ triche nous gêne; la puissance de la
„ France nous allarme; les armes du
„ Roi de Prusse nous inquiètent. Ces
„ allarmes nous ont fait abandonner le
„ système de paix, qui par notre position
„ nous est naturel.

„ C'est une des premières maximes en
„ politique qu'on ne doit prendre les ar-

„ mes,

„ mes, que lorsque la guerre est utile.
 „ Or je vous demande, Messieurs, quel
 „ bien il nous en est revenu pour nous
 „ être trouvés en personne à tant de ba-
 „ tailles rangées? avons nous affoibli
 „ les nations que nous regardons com-
 „ me nos ennemis? La France est aussi
 „ puissante aujourd'hui, qu'elle l'étoit
 „ avant ces dernières guerres. Ce corps
 „ immense se soutient par son propre
 „ poids. Ce n'est pas à sa foiblesse que
 „ nous devons les avantages que nous
 „ venons de remporter sur elle; nous
 „ en sommes redevables à son admini-
 „ stration. Un meilleur choix de Géné-
 „ raux; un peu plus d'intelligence en-
 „ tre eux eût changé sa fortune, & peut-
 „ être alors ses défaites se fussent con-
 „ verties en victoires.

„ Les affaires de cette Monarchie
 „ étoient en bien plus mauvais état sous
 „ la minorité de Louis XIV; lorsque
 „ les

„ les Condé & les Conti travailloient
„ eux-mêmes à sa ruine. Cependant ce
„ jeune Prince n'eut qu'à montrer de la
„ force & de la résolution, & tout fut
„ réparé. Les armées furent d'abord vi-
„ ctorieuses sur mer & par terre. Il fal-
„ lut que l'Europe entière se ligât en-
„ semble pour faire rentrer cette Mo-
„ narchie dans les bornes d'où elle étoit
„ sortie. Mais au lieu de calculer les
„ avantages que ces guerres ne nous ont
„ pas procuré, nous fairions mieux de
„ supputer les maux qu'elles nous ont
„ causé.

„ Je vous supplie, Messieurs, de me
„ dispenser d'entrer là dessus dans un
„ plus long détail. L'épuisement de nos
„ finances dont je viens de parler peut
„ mieux vous en tracer le tableau, que
„ tous les termes que je pourrois em-
„ ployer ici. Elles sont les nerfs de la
„ puissance politique. Un Etat dépouil-
„ lé

„ lé de ses richesses est un vaste édifice
 „ sans fondement.

„ Je dirai seulement deux mots sur
 „ l'avantage qu'il y auroit pour nous,
 „ de nous borner à notre isle, & sur
 „ l'impossibilité où seroient nos ennemis
 „ de nous faire du mal. Ceci semble
 „ n'avoir aucune affinité avec nos fi-
 „ nances, dont j'ai d'abord entrepris de
 „ parler; mais il a un rapport extrême-
 „ ment lié.

„ Nous habitons un continent très-
 „ fertile; qui peut donner à vivre à une
 „ grande population. Si la nature se re-
 „ fuse à quelques denrées, elle nous dé-
 „ dommage par l'abondance des autres.
 „ La nation qui est assez industrieuse
 „ dans les arts, peut se suffire à elle-
 „ même. En coupant toute communi-
 „ cation avec les autres Etats, nous
 „ jouirions de cette tranquillité d'ame,
 „ qui seule peut faire le bonheur des

„ mor-

„ mortels, & à laquelle il semble que
„ le Ciel nous avoit d'abord destinés.
„ Mais cette idée d'existence est trop
„ bornée; nous voulons nous montrer
„ à l'Europe en Grands. Il est toujours
„ question chez nous d'un premier rôle.
„ Tous ceux qui chertchent à faire
„ fortune auprès du Roi George, ne
„ lui laissent voir de sûreté que dans
„ l'équilibre de l'Europe. C'est de la
„ balance des pouvoirs qu'ils font dé-
„ pendre la puissance de la Grande Bre-
„ tagne. Cela seroit en effet ainsi, si
„ nous étions dans le même continent.
„ Mais nous sommes séparés des autres
„ Etats par l'Océan. Notre position
„ nous garantit des desseins des premie-
„ res Puissances. La Maison de Bour-
„ bon qui occupe sans cesse le cabinet
„ de S. James ne peut rien. Tant que
„ nous aurons une marine aussi florif-
„ sante que celle que nous avons, nous
„ se-

„ ferons à l'abri de ses entreprises. Les
 „ François ne peuvent parvenir jusqu'à
 „ nous, à moins qu'ils n'y arrivent à
 „ la page.

Je reviens aux finances générales ,
 dont ce discours m'a éloigné.

On vient de voir que l'augmentation
 des métaux diminueoit leur valeur; mais
 ce vice qui est dans la chose même, ne
 doit point décourager les Gouvernemens;
 mais au contraire exciter leur émulation.
 Plus les causes générales des finances
 sont vicieuses, plus il faut ramener les
 particulières à leur état naturel par un
 ordre économique: C'est le seul moyen
 qui reste à la politique pour rétablir le
 niveau. La trop grande affluence du nu-
 meraire qui est un mal actuel dans l'ad-
 ministration universelle, peut cesser d'en
 être un dans les âges futurs. Il suffit
 de diminuer l'extraction des mines, ou
 d'augmenter le commerce des Indes,
 „ pour

pour que les signes de valeur reprennent leur première fonction ; mais si à cet inconvénient général des finances, on joint celui d'une mauvaise direction particulière ; tout est perdu.

Le bon ordre économique qui règne dans quelques Etats de l'Europe, peut servir de preuve à ce que j'avance. Non seulement la grande quantité de métaux n'influent point ; mais ils tirent avantage de ce vice même. Si j'avois à citer quelques Gouvernemens ; je citerois celui du Roi de Sardaigne. Les finances y sont dans une telle proportion, qu'elles donnent de l'activité à l'agriculture & aux arts, tandis qu'elles procurent plus de force aux ressorts de la puissance politique &c.

CHA-

CHAPITRE XXXVII.

*Etat des Finances du Royaume de
Naples.*

J' Aurai d'abord fini ce chapitre. Il ne contiendra que quelques lignes. La Monarchie est oberée; les revenus de la Couronne sont engagés; les Provinces n'ont point d'argent; les Villes se trouvent sans numeraire; la Noblesse est endettée; les Seigneurs ne sont pas riches; le tiers état est pauvre, & la dernière classe des citoyens demande l'aumône. Cet appauvrissement général ne s'est pas formé tout d'un coup; il vient de plus loin; il a sa source dans une administration antérieure.

CHA.

CHAPITRE XXXVIII.

*Former quelques établissemens de
Finances.*

ON a beaucoup écrit sur les Finances; mais jusques ici on n'a fait que des livres. Tant de réflexions sur l'argent n'ont pas donné une obole aux gouvernemens économiques; ceux qui ont traité cette branche de l'administration se sont plus appliqués à la théorie des deniers publics, qu'à la pratique des fonds.

C'est quelque chose de prodigieux que les détails dans lesquels les écrivains sont entrés pour donner toute l'activité possible aux Finances.

On a mesuré la profondeur de la nature: ce qu'elle vaut intrinsèquement. On a calculé les productions de la terre, depuis les arbres jusques aux plus pe-

petits végétaux. On a évalué les maisons, les meubles, les bestiaux, les premières matieres, les fruits, les denrées, les arts, les métiers, le commerce, & tout ce qu'on peut retirer en argent de l'industrie générale: enfin on a mis un prix au genre humain; c'est-à-dire qu'on a estimé ce que chaque homme peut valloir, (*) & après tous ces calculs les finances n'ont pas eu un meilleur sort.

L'art du Financier ne doit pas être si compliqué. L'administration d'un pere de famille qui tient sa maison en bon ordre peut être plus utile aux finances que toutes les spéculations de ces auteurs.

Ceux qui n'obmettent rien voudroient que les ministres qui sont chargés de cette partie voyageassent dans les Provinces afin qu'ils vissent par eux mêmes

Bb „ l'Etat

(*) Un auteur Anglois estime un Breton 60, sterling.

l'état des choses; la valeur des fonds; ce qu'ils rendent; comment ils sont distribués, la repartition des denrées, leur qualité, leur quantité, la manière de vivre des habitans, leur esprit, leur génie, leurs coutumes, leurs mœurs, leurs usages & autres recherches de cette nature, quine peuvent gueres avoir lieu que dans un livre où l'auteur n'a rien à faire qu'à écrire,

Il n'est pas douteux que tous ces différens objets sont autant de matériaux qui entrent dans le plan des finances. Mais comment les rassembler, & les unir sous un même point de vue.

Les gens en place sont si avares de leur tems; cette foule de riens dont ils sont éternellement occupés, & qu'on qualifie du nom d'affaires d'Etat, leur laisse si peu de loisir, qu'ils ont à peine celui de respirer.

On cite Sully, qu'Henri IV. n'eut pas plu-

plûtôt chargé du détail des finances qu'il monta à cheval, & parcourut la France pour examiner les ressources de la Monarchie: mais sans compter que le siècle des Sully est passé; il s'est fait depuis bien de changement dans les finances des Etats.

On vient de voir les desordres de celles de Naples.

Je me suis proposé de traiter ailleurs cette matiere dans toute son étendue.

Je me contenterai ici de proposer quelques établissemens, qui, s'ils ne rétablissent pas entierement l'aisance publique, aideront à arrêter le mal.

Après tout, les Finances n'ont que deux issues: l'entrée & la sortie. Il faut ouvrir une porte large à la recette, & la fermer aux dépenses excessives. C'est le meilleur plan de finance que la politique puisse établir. Les autres ne sont bons qu'à satisfaire l'esprit sans enrichir l'Etat.

B b 2

CHA-

C H A P I T R E XXXIX.

Prévenir la sortie des especes

LA grande maxime est de fixer tellement le numeraire dans l'Etat, qu'il ne trouve aucune issue; mais il faut pour cela que le gouvernement économique retienne l'argent, sans quoi il s'échappera toujours.

Il est vrai, que les loix défendent par tout la sortie des especes: mais que peuvent les loix contre l'impuissance de les retenir?

Une nation qui tire beaucoup de l'étranger, commence d'abord sa balance avec ses denrées; & quand celles-ci ne suffisent pas, il y ajoute les métaux; car avec quoi se folderoit-elle?

Dans la dernière famine de Naples, (on a de la peine à prononcer ce mot pour un Royaume, qui eu égard à sa fécon-

fécondité peut donner à vivre à tous ses voisins) dans cette famine, dis je, il sortit en especes pour l'achât des grains étrangers la sixieme partie du total de son numeraire; perte immense, & que plusieurs générations ne repareront pas.

Si je ne m'étois prescrit des bornes dans cet ouvrage, je prouverois géométriquement que cet événement a fait plus de mal à la Couronne de Naples, que si elle avoit perdu trois de ses plus riches Provinces.

Il suffit pour cela de se faire une idée juste de l'influence que le numeraire a sur l'agriculture & la population, l'industrie, les arts & le commerce. En suivant ces calculs je faisois voir que toutes ces branches de l'administration ont souffert considérablement, & que le vuide est aujourd'hui dans la proportion de 1. à 6.

Toute autre calamité eût pû être re-

Bb3 parée

parée par le seul ordre de la police : celle-ci ne le fera, (si elle l'est jamais) que par les soins vigilans du Gouvernement. Pour fixer les finances dans un Etat, voici quelle est la règle ; il faut se faire un état des importations & des exportations, si la balance est juste, on doit laisser les choses comme elles sont ; si elle panche trop d'un côté, il faut la relever de l'autre ; mais la maxime la plus sûre est de diminuer les importations, & c'est-là le cas de ce Royaume ; tant qu'il achètera beaucoup, & qu'il vendra peu, il sera en danger de voir diminuer son numéraire. Il est vrai qu'il y a des années abondantes où Naples peut par ses seules denrées pourvoir à ses besoins : mais ce n'est pas sur des cas fortuits qu'il faut établir le système des Finances. Le numéraire doit être indépendant des événemens du physique. Il doit être fixe comme la constitution même de l'Etat.

CHA-

C H A P I T R E X L .

*Oter les causes qui gênent la circulation
de l'espèce .*

LA circulation est le ressort de l'Etat politique & civil, elle est l'ame de la population, anime les arts, encourage l'industrie, & donne de l'activité au commerce. Otez ce premier mouvement, & vous détruisez tous les ordres de la République. Il ne reste plus qu'un amas d'hommes pauvres & indigens que la misère rend des êtres très-malheureux.

Ce défaut de circulation est particulier au Royaume de Naples. Le numéraire est ramassé dans de gros monceaux. Il croupit dans des caisses. La Capitale a tout l'argent: Les Provinces n'en ont point. Il y a tel Napolitain dans l'extrémité du Royaume, qui n'a jamais

vu l'effigie de son Roi sur une piece d'or. Il est impossible que cela ne soit ainsi. Tous les grands propriétaires (comme on l'a dit ailleurs) font leur résidence à Naples, c'est là où ils consomment leur revenu ; leurs fermiers sont occupés toute l'année à le leur envoyer en argent : & par-là épuisent le continent du numeraire.

Le meilleur reglement pour jeter le premier fondement de la circulation, seroit d'obliger les grands féaudistes de vivre dans leurs terres ; outre que l'agriculture y gagne , l'argent y circuleroit. Chaque province deviendrait un petit Etat qui auroit sa finance, & celle-ci seroit indépendante des richesses de la Capitale : elle auroit un mouvement & une activité qui se répandroit au loin. Le Royaume ne seroit plus borné à la ville. La Monarchie , pour m'exprimer ainsi , se repandroit dans l'Etat,
&

& les richesses générales seroient le bien de tout le monde, au lieu qu'elles n'appartiennent qu'à quelques particuliers.

C H A P I T R E X L I.

Eloigner les arts & manufactures de la Capitale pour étendre au loin la circulation.

L Es Anglois qu'il faut toujours prendre pour modèles dans les Arts, parce que sept cents citoyens (1) nommés par le peuple veillent à la conservation du gouvernement économique, & qu'il est indubitable qu'un tel corps a des idées plus distinctes sur cette branche de pouvoir que les autres administrations particulières. Les Anglois, dis-je, ne permettent pas que les arts (2) s'établissent à Londres. Toutes les grandes

(1) Les membres du Parlement.

(2) A' l'exception des petits arts de luxe.

des manufactures sont éloignées de la Capitale. Cela fait que la population est dans une proportion relative, & qu'il naît aujourd'hui des hommes en Angleterre, là où autrefois il ne croissoit que des arbres. Le petit nombre d'arts & métiers qui sont établis dans le Royaume de Naples se trouvent dans l'enclos de sa Capitale; c'est elle qui fournit les provinces, au lieu que les provinces devroient la fournir. Il résulte de-là plusieurs mauvais effets.

1. Que la circulation du numéraire se réduit à Naples.

2. Que le nombre d'ouvriers augmente le prix des denrées; ce qui gêne ces mêmes manufactures.

3. Que les provinces perdant de vue l'industrie tombent dans l'inaction.

4. Que la ville est remplie de pauvres étrangers.

5. Que l'état est désert, & que la seule Capitale a des habitans. Si

Si Naples établissoit les manufactures dans les provinces, l'argent qui les suivroit mettroit les finances dans une proportion relative. La circulation s'étendrait dans l'Etat, & ne se borneroit pas à une seule ville. Tous les sujets jouiroient des avantages attachés au numéraire. Ce ne seroit plus Naples; mais le Royaume qui seroit riche.

Les artistes se transportant dans les provinces, la Capitale seroit délivrée d'une espece de famine qui l'afflige depuis plusieurs années, & qui en dernier lieu lui enleva soixante mille de ses habitans.

L'industrie étendrait ses branches, & seroit repartie géométriquement; ce qui seroit un bien commun; au lieu qu'elle ne produit qu'un avantage particulier.

La ville seroit délivrée de cette foule de mendiants qui l'assiégent, & qui en partageant la subsistance avec les autres

ci-

citoyens gêne la propagation générale.

Enfin en établissant les manufactures dans les provinces, la population seroit repartie géométriquement &c. &c.

C H A P I T R E X L I I .

Réformer la loterie de la Beneficiata qui forme une circulation vicieuse.

LEs jeux de hazard sont l'objet principal de la police des États. On les regarde comme la source d'une infinité de crimes particuliers qui troublent l'ordre public: Mais n'est-ce pas leur ouvrir une porte bien large, que de permettre une loterie qui en a tous les inconvéniens, sans avoir aucun de ces avantages?

Les manufactures de cartes forment une main d'œuvre utile à l'État, parce qu'elles donnent à vivre à un grand
nom-

nombre de citoyens, qui sans cette manutention seroient sans subsistance, ce qui balance un peu les inconveniens qu'ils causent d'un autre côté; de-là vient que certains Gouvernemens sont moins severes sur les jeux de hazard que les loix ne leur permettent de l'être . Mais celui dont il est ici question n'encourage aucune manufacture, & est au contraire destructif des manufactures.

On dira peut-être que cette loterie n'est pas un jeu de hazard, mais on dira mal, c'en est un dans toutes les regles. La forme seule est différente. Dans les autres jeux on hazarde de l'argent de particulier à particulier; ici c'est le Gouvernement qui joue contre le public. Exemple funeste qui autorise les sujets à devenir joueurs.

Dans les jeux ordinaires, il n'y a qu'une sorte de gens qui soient joueurs, parce qu'il n'y a qu'une certaine classe
qui

qui ait les moyens de le devenir ; par cette loterie, tout le monde a la faculté de l'être ; ce qui rend le vice du jeu général, & multiplie à l'infini les maux qui en sont une suite naturelle.

Si ceux qui dirigent les consciences à Naples pouvoient parler, on verroit clairement que depuis l'établissement de cette loterie, les vols domestiques & les larcins ont augmenté dans la proportion de ses hazards. Mais ce point de morale n'est point de mon sujet ; je n'envisage ici cet établissement qu'en écrivain politique.

Cette loterie est prejudiciable à l'Etat , en ce qu'elle forme un vice dans la circulation générale. Car ou le Prince gagne, dans ce cas la subsistance des pauvres est portée au trésor Royal ; ou quelques particuliers s'enrichissent, & ces sommes sont prises sur la fortune publique.

De

De professions inutiles se forment.
Des citoyens dont on pourroit faire des
artistes passent leur vie à faire des rôles
& écrire des nombres.

Les sujets ne se contentent pas de
perdre leur argent à ce jeu établi dans
le Royaume, ils jouent encore à ceux
qui sont chez l'Etranger. Il sort des
sommes considérables de l'Etat. On a
beau faire des prohibitions à ce sujet,
la passion du jeu est plus forte que la loi.

La superstition en est une autre suite;
je ne parlerois point de celle-ci, si elle
n'étoit liée avec le gouvernement poli-
tique & civil. On cherche dans des son-
ges & dans d'autres causes surnaturelles
des nombres que le hazard seul donne.

Qu'on ouvre l'histoire de l'Univers,
on trouvera que ce vice a repandu l'af-
foiblissement par tout où il a pénétré.

Outre tous ces désordres, il y en
a un dernier qui n'est pas moins préju-
di-

diciable. Je veux parler de l'inaction qu'il répand dans la dernière classe des hommes, qui par leur état naturel sont condamnés au travail. Pour l'ordinaire les joueurs sont paresseux, Le jeu les rend incapables d'exercer aucune profession. La République vient à perdre, ce que la nonchalance ôte à l'industrie générale.

C H A P I T R E XLIII.

Etablir un fond d'amortissement pour acquitter les dettes de la Couronne.

UN particulier qui hypothèque ses fonds, qui prend de l'argent à intérêt sur ses revenus, ne peut établir une bonne administration, qu'après qu'il a liquidé ses dettes. Comment rentre-t-il dans l'ordre économique; lui n'est plus le propriétaire de son domaine, mais seulement fermier de ses créanciers?

véritable tableau d'un gouvernement endetté; car on a beau faire des distinctions & subtiliser sur les créances publiques, la grande famille ressemble toujours à la petite.

On a souvent proposé dans le Conseil d'Etat à Naples de rembourser les particuliers qui ont des hipoteques sur les revenus de l'Etat. Mais on y a trouvé deux grands obstacles. I. le desordre des finances, & le cri des créanciers.

A l'égard du premier l'économie peut y remédier, n'y ayant aucun Etat, qui ne puisse faire des épargnes; il suffit pour cela de se retrancher de certaines dépenses superflues, & Naples en a ainsi que tous les autres gouvernemens de l'Europe. Je pourrois citer plusieurs exemples des Souverains qui se sont rachetés par-là.

Pour ce qui est du second. La grande objection se réduit à demander qu'est ce que les citoyens feroient des sommes

Cc

que

que la Couronne leur doit, si elle venoit à les rembourser? Mais qu'en faisoient leurs ancêtres avant qu'ils les eussent prêtées?

Le mal est que dans les affaires d'Etat, ainsi que dans celles de la vie civile, on fixe ses idées sur la position actuelle des choses, sans jamais regarder derriere soi: on oublie presque toujours qu'il y a eu un autre monde avant le notre, & que ce monde alloit par des ressorts différens, & qu'il n'en alloit pas plus mal pour cela.

On dit que les affaires de la société civile étoient dans un autre ordre: mais il faut les y remettre. Il y a presque toujours à gagner à reprendre les maximes anciennes. J'ai dit ailleurs que lorsqu'un Etat dégénere il faut le réformer.

On a tant écrit sur les dettes nationales, qu'on est parvenu à la fin à ne plus s'entendre sur cette matiere: c'est qu'on

qu'on s'est écarté de l'état principal de la question pour ne disputer que sur les accessaires. De deux choses l'une: ou n'est un mal qu'un gouvernement soit endetté, ou c'est un bien qu'il ne le soit pas: il faut opter, mais comme c'est une maxime constamment reçue en politique que le dérangement des finances jette le désordre & la confusion dans toutes les autres branches de l'administration; il suit nécessairement de-là que c'est un vice.

Non seulement les dettes à Naples ont diminué les richesses de la Couronne, mais elles ont causé un vuide dans l'industrie générale parce qu'elles ont formé une classe considérable de pensionnaires, qui n'ont d'autre affaire aujourd'hui qu'à vivre sur le revenu que leur procure l'intérêt de leur argent.

On croit communément que le remboursement de ces sommes reduiroit un grand nombre de citoyens dans l'indigen-

ce, parce qu'ils ne sauroient où les placer: on se trompe; la nécessité ouvre des ressources à l'esprit humain, que jamais l'administration n'eut imaginé, rien ne lui résiste, elle force jusqu'à l'impuissance même.

En un mot plusieurs Etats de l'Europe se sont liquidés de leurs dettes & on ne voit pas que le remboursement les ait appauvris: on pourroit même prouver qu'ils sont aujourd'hui plus riches & plus puissans qu'ils n'étoient.

Un grand nombre de citoyens auparavant oisifs dans ces Etats sont devenus industrieux. Ils se sont adonnés aux arts, & les manufactures ayant multiplié dans la proportion de cette nouvelle activité, le gouvernement économique a repris sa première vigueur.

La règle en pareil cas est de faire ce remboursement par gradation, afin de ne pas engorger l'état civil par de trop gran-

grandes sommes dont le déplacement cause toujours une révolution.

On voit avec plaisir que la Monarchie a commencé le rachat de ses dettes. (*) Ce premier remboursement est peu considérable; mais il marque une attention de la part de cette administration; il seroit à souhaiter que les autres ministres dont le département s'étend sur l'agriculture & le commerce concourussent à ce dessein: ils le peuvent d'autant, que c'est toujours dans les arts & l'industrie qu'il faut chercher cette liquidation.

Cc 3 CHA-

(*) Le demi-sol par livres sur les entrées.

CHAPITRE XLIV.

Créer une tontine de quatre millions de ducats en forme de loterie, dont les lots gagnans seroient en rente viagère.

LEs dettes que la plupart des Gouvernemens de l'Europe ont contractées, n'ont formé qu'un vuide dans le trésor (*) Royal, celles de Naples en ont formé un dans les Finances.

Philippe II. qui aliena le premier les revenus publics, trouva beaucoup d'imitateurs. Tous les Souverains étrangers qui hériterent après lui de cette Couronne, la dépouillèrent de ses richesses. La perte fut réelle parce que le numéraire sortit de l'Etat. Cette finance n'est plus rentrée. La Monarchie en a été privée : voilà une des grandes causes de son impuissance.

(*) Par les intérêts.

puissance ; car n'étant plus en proportion d'espèces ; elle s'est affoiblie au de-là des autres Gouvernemens.

C'est moins aux vicissitudes de la fortune, qu'à la privation de son numéraire , qu'il faut attribuer cette sorte d'anéantissement où ce peuple se trouve aujourd'hui.

On a vu ailleurs, que le commerce , les arts, & l'industrie sont toujours relatifs à la somme des finances ; or celle-ci ayant diminué, toutes les autres branches de l'administration politique se sont affoiblies dans la même proportion. Le seul moyen qui reste pour rétablir l'Etat est de faire rentrer ce numéraire. La circulation peut bien donner de l'activité aux finances , mais elle ne peut pas mettre en mouvement celles qui n'y sont pas.

La Tontine qu'on propose ici peut seule former cette opération. J'en don-

Cc 4 nerai

nerai ailleurs le plan. Je dirai seulement que c'est une loterie dont les lots seront distribués en viagere.

Ces emprunts ont cet avantage sur les autres que dans un petit nombre de lustres (1) la dette est éteinte, & le capitale reste au profit de l'Etat.

Le grand inconvenient des loteries est la difficulté de les remplir: on peut présumer que celle-ci le fera. La médiocrité du prix des billets donnera beaucoup de facilité pour acquérir cette finance. Avec dix ducats (2) on pourra se procurer un revenu de vingt mille ducats de rente. (3) Il est impossible d'acheter à meilleur marché l'espérance d'une grande fortune.

Non

(1) On a calculé que dans vingt deux ans toute Tontine est éteinte.

(2) environ 43. tournois.

(3) le gros lot sera de cette somme.

Non seulement l'Italie, mais tous les particuliers de l'Europe s'empresseront à fournir cette médiocre somme. Quand on exige peu des hommes, & qu'on leur fait espérer beaucoup, on est sûr d'obtenir d'eux ce qu'on leur demande.

Ce qui empêche la plupart des Gouvernemens d'établir des Tontines est le grand intérêt de l'argent. Celle-ci n'aura pas cet inconvénient : elle est combinée de manière qu'après l'extinction du capital, l'Etat n'aura payé pour celui-ci que quatre & demi pour cent par an.

CHAPITRE XLV.

Etablir une taxe sur les procès civils.

DÉ toutes les taxes, celle qui mettroit un frein à la méchanceté humaine seroit la plus utile à la société.

Quoi-

Quoique les hommes sacrifient tout au plaisir de satisfaire leurs desirs; on les gêne toujours lorsqu'on met un impôt sur leurs passions favorites. C'est par cette politique que de certains Etats en établissant un droit sur le luxe, l'ont banni, & avec lui les vices qui en sont une suite naturelle.

Si tous les Gouvernemens se conduisoient par ces principes, les Charges publiques contribueroient au bonheur des sociétés, au lieu qu'elles servent à les accabler.

J'ai parlé ailleurs de cet esprit de chicane, de ce panchant aux procès dont tous les ordres de Naples sont infectés. Les conséquences de ce vice sont si grandes, & elles influent sur tant d'objets, qu'on pourroit regarder comme un bien, le mal même qui l'imiteroit.

Je dis qu'une taxe sur les procès civils en diminueroit le nombre. Ce n'est point

point à moi à en fixer le taux. Il me suffit d'indiquer de loin la route qu'il faut tenir pour déraciner ce vice. Je dirai seulement que plus la charge seroit considérable; plus le bien qu'il en reviendrait seroit grand.

Mais j'entens déjà la voix d'une foule de plaideurs; & de gens de loi, qui s'élèvent contre moi; m'accusant d'inviter le Gouvernement à vendre les Sentences; & mettre un prix à l'exécution des loix: non la justice ne doit point être taxée; & par-tout où elle l'est, non seulement la liberté n'y est pas, mais même son ombre.

Mais il faut distinguer les procès, des abus des procès: c'est sur ceux-ci que l'impôt doit tomber. La méchanceté humaine a sa mesure; lorsqu'elle n'est point excitée par les causes secondes, elle ne sort pas des bornes que la corruption elle-même lui prescrit.

Ce

Ce ne sont pas les affaires qui se sont multipliées à Naples, ce sont les gens d'affaires. Lorsqu'une profession immense d'hommes de robe se fut formée, & que la loi eut trente mille interpretes à ses gages; il fallut payer cette nouvelle nation de plaideurs, & alors la forme se corrompût. On a substitué à la brieveté de la justice ancienne des écritures sans fin. Le grand art du plaidoyer comme on l'a dit ailleurs a consisté principalement à éloigner les sentences & à ne voir jamais la fin d'un procès. Ce sont les procédures qui ont gâté les procès.

Avec les meilleures loix on s'est trouvé sans justice; & comme disoit un ancien philosophe, ce n'est point la liqueur qui est corrompue, c'est le vase.

Mais, dira-t-on, pourquoi ne pas frapper sur cette forme, & en la faisant rentrer dans les bornes d'où elle est sortie

tie rétablir l'ordre des procédures. Je répons qu'il n'est plus au pouvoir de l'administration de prévenir les abus. La science du gouvernement échoueroit contre les subtilités de la chicane. Il est impossible de lire aujourd'hui dans le grimoire des gens de loi, & si la législation parvenoit une fois à établir des reglemens pour abréger la longueur des procédures, ils corromproient la réforme même.

Un Général qui ne peut point vaincre un ennemi puissant, cherche à lui couper les vivres. Pour détruire ce corps formidable de gens de loi qui désole le Royaume de Naples, il faut l'affamer.

Ainsi pour diminuer le nombre des procès, il faut les taxer.

Je le repete de nouveau; je ne dis point de mettre un impôt sur la justice; mais d'en établir un sur cet esprit de chicane & sur cette ardeur démesurée

rée

rée de se faire rendre justice qui conduit toujours à l'injustice.

Je ne dis point ici des choses vaines ,
Que l'administration fasse examiner par
des commissaires la plupart des procès
aujourd'hui existans dans les différens
tribunaux de Naples. Que dans chacun
de ceux-ci on interroge les parties, on
trouvera que ce n'est point l'amour de
la justice, mais la haine, l'inimitié &
la vengeance, le désir de s'emparer du
bien d'autrui & sur tout de surprendre
les Juges, qui suscitent tant d'affaires.

Or quel inconvénient y auroit-il de
mettre un impôt sur tous ces vices? Ou
la taxe produiroit une finance qu'on
pourroit employer à former des établis-
semens utiles à l'Etat; ou elle diminu-
eroit le nombre des procès, ce qui ren-
droit des citoyens à la République.

Le lecteur me prévient déjà, & voit
naître d'avance un nouveau Tribunal,
non

non pas pour prononcer sur les procès mais juger de l'esprit des procès. Je n'ignore pas le nombre d'objections qu'on peut faire sur les inconveniens qui naîtroient de cet établissement. Mais où sont les réformes les plus salutaires aux Etats, qui n'entraînent après elles des abus? C'est à la législation à peser les biens qu'elles causent par les maux qui en résultent.

Il est certain que dans les grands procès où la taxe augmenteroit dans la proportion de l'importance de l'affaire, les plaideurs seroient retenus par celle-ci. Pour ce qui est des petits une amende pécuniaire relative à l'objet procureroit le même effet.

CHA-

C H A P I T R E XLVI.

Diminuer le nombre des pensions.

L Es Rois ne sont que les économes des biens de leurs sujets; ils ne peuvent donner beaucoup aux uns, sans ôter encore davantage aux autres. Tout dépend de la balance des dons. C'est dans cet équilibre qu'est la bonne administration.

On remarque dans l'histoire que les Empereurs Romains qui donnerent le plus, causerent des maux effroyables à l'Etat politique & civil: & de nos jours le grand nombre de pensions a ruiné les finances de la plupart des Etats.

La clémence est la vertu des Princes; mais lorsqu'elle sort des limites que l'économie d'Etat lui prescrit, elle dégénere en vice. D'un côté elle tient à la
ma-

magnanimité, & de l'autre à la profusion: & comme celle-là est l'origine d'une infinité de biens, celle-ci est la source d'un grand nombre de maux.

Depuis que les Princes ont un trésor tous les sujets cherchent à en avoir la clef. Un chacun regarde cette finance comme un bien sur lequel il a droit.

Les services que les particuliers rendent à l'Etat doivent être récompensés, sans quoi n'y ayant plus d'émulation la République périroit: mais il faut bien distinguer leur nature.

Un militaire a exposé sa vie pour la patrie; il a vieilli dans le service, on doit le récompenser. Ces pensions au lieu d'affoiblir l'Etat contribuent à maintenir sa puissance, parce qu'elles servent de base aux vertus militaires, sans lesquelles le gouvernement ne sauroit subsister.

Un autre fournit des ressources pour

perfectionner le commerce, rétablir les arts, multiplier les manufactures: il est juste de le gratifier. Cette seconde classe de pensions sert à augmenter les finances. C'est donner cent pour recevoir mille, & ainsi des autres dont l'utilité est reconnue. Cette distinction est d'une si grande importance qu'un Etat qui auroit une mesure juste de récompenses proportionnées aux services seroit le plus parfait de tous les gouvernemens.

Les services que l'on rend au Prince sont différens de ceux qu'on rend à l'Etat; & il ne faut pas les confondre ensemble.

Pour les seconds, il faut employer les finances; à l'égard des premiers il suffit des distinctions; mais cette maxime la plus importante du gouvernement économique est ignorée à . . . où on accorde souvent des grands révenus à ceux qui ont rendu de petits services. Les ta-
lens

lens personnels y ont toujours le pas sur les autres. Il n'est pas rare d'y voir un Musicien qui a une belle voix ; un Acteur qui joue bien son rôle ; un Poëte qui fait des mauvais vers ; un homme qui a contribué à la décoration d'une fête ; un Bouffon, un diseur de bons mots, un comedien, un danseur, être pensionnés tandis que les gens du premier mérite n'ont point de pensions, & sont le plus souvent dans l'indigence.

De tous les vices de l'administration, celui-ci est le plus grand, parce qu'il éteint l'émulation, enfouit les vertus, & ne donne de l'activité qu'au vice & aux talens du luxe.

La reforme d'une infinité de pensions à Naples, rétablirait l'ordre dans les Finances.

C H A P I T R E XLVII.

Des Arts.

EN général ils sont défectueux. L'agriculture qui est la mere de l'industrie ne fournit pas assez de premieres matieres: celles qu'elle donne sont mal préparées. J'ai parcouru toutes ou presque toutes les manufactures napolitaines & je n'en ai trouvé aucune qui approchât de cette perfection qu'on remarque dans celles de France & d'Angleterre. Le filage, le foulonage, la teinture, les apprêts, les manutentions, les pratiques tout est mauvais.

Je ne rapporterai ici que deux exemples de ce désordre universel; c'est-à-dire, celui d'une petite & d'une grande manufacture.

C H A-

CHAPITRE XLVIII.

*Vices dans la manufacture des
chapeaux.*

LEs Anglois & les François furent les premiers en Europe qui firent atteindre quelque perfection à cet art. Cette manufacture vient de loin. On voit dans l'arsenal de Vienne un chapeau qu'on dit être de Baudouin dont la fabrique est supérieure à celle de la plupart des Etats modernes. Cet art eut le sort de tous les autres du monde: il tomba dans l'oubli, & en sortit dans les siècles industrieux. M. L'abbé Nollet remarque fort bien que cette branche de la manutention traitée avec quelque étendue formeroit un beau morceau de l'histoire du luxe.

On a été long-tems à chercher la première matiere qui lui convenoit. Il a

fallu des siècles pour apprendre aux hommes à faire un chapeau. Après bien d'essais on se borna aux chapeaux *feutrés* qui sont les seuls dont on se sert aujourd'hui.

Cette manutention, comme toutes les autres a un grand nombre de branches qui diffèrent les unes des autres, mais les principes sont les mêmes. Comme la société générale est divisée en classes, qu'on distingue par les différens degrés de faculté, il a fallu que cette industrie se moulât sur son plan, qu'elle ornât la tête des Rois, & couvrît celle des laboureurs.

J'expliquerai ici la forme des instrumens & outils qui entrent dans la fabrication d'un chapeau, d'autant plus que la plupart manquent aux manufactures du Royaume de Naples, ou sont très-imparfaits: on désigne ici l'utilité d'un chacun.

Le

Le tire pied; corde, ou courroye; elle embrasse le bout d'un chevalet propre à arracher le poil des peaux.

La plane, espece de couteau à deux tranchans, armé d'un manche de bois à chaque bout, avec lequel on enleve le poil.

Seconde espece de couteau qui ressemble au tranchet du cordonnier qui sert à repasser les peaux.

Brosse qu'on appelle du sécrétaire.

Autre couteau de la coupeuse espece de ciseau.

Violon, instrument ainsi nommé parce qu'il est composé de 16. cordes dont on se sert communément aujourd'hui pour mélanger les poils, au lieu de la baguete qu'on employoit autrefois.

Barreau de fer auquel sont attachés toutes les cordes à deux pouces de distance les unes des autres.

Deux crochets de fer, par le moyen

D d 4 des

des quels on arrête le barreau au bas de la muraille de l'attelier.

Piece de bois courbe qui rassemble toutes les cordes dans un espace de 15. pouces.

Manche de bois long de 16. pouces pour faire agir les cordes du violon.

Attelier, où l'on prépare les pieces qui doivent servir à la construction d'un chapeau.

Arion, instrument propre à diviser, & à mêler la laine & le poil, quand ces matieres ont été baguetées & cardées.

Bec de corbin, morceau de bois plat qui a environ 8. pouces de saillie pour recevoir la corde à boyau.

Le panneau, c'est un bout de planche percé à jour, long de 14. pouces sur 3. de large, ayant ses deux petits côtés plus épais que le reste.

Lanieu de cuir de castor appliquée sur le petit côté du panneau, & soulevé d'une

d'une ligne par une lame de bois qu'on nomme chanterelle.

Tirans qui retiennent le cuiret sur le petit côté du panneau.

Petits laviens qui servent à bander les tirans pour donner le ton à la chanterelle.

Chevilles qui servent à recueillir & à bander la corde à bajau.

Poignée dans laquelle l'ouvrier passe sa main pour saisir la perche & manœuvrer l'arçon.

La coche fuseau de bois dur, long de 8. pouces & terminé par deux boutons taillés un peu en champignons: c'est avec cet instrument que la corde de l'arçon se met en jeu.

Le clayon petite corde d'osier fin garnie d'une poignée au milieu, l'arçonneur s'en sert pour ramasser son étoffe.

Ligne sur laquelle se fait le premier pli de la capade.

Li-

Ligne sur laquelle se fait le second pli.

Ligne sur laquelle on divise le double rouleau pour avoir les deux travers.

Platine de métal qu'on chauffe par le moyen d'un rechaud pour la fabrique des chapeaux fins.

La feutriere : c'est un morceau de toile bise bien souple, d'une aune de large & de cinq quarts de long.

Ligne sur laquelle on plie la feutriere pour renfermer les capades.

Le lambeau, morceau de papier épais & fort, mais sans roideur, que l'on met avec quelques suppléments de pareil papier entre les capades que l'on assemble pour empêcher qu'elles ne s'attachent l'une à l'autre à d'autres endroits qu'à ceux qu'on veut les joindre.

Le supplément du lambeau.

Une étuve.

Une chaudiere de la foule, il faut qu'elle soit de cuivre rouge d'environ qua-

quatre pieds de long sur 14. pouces de large par en haut; de 15. à 16. pouces de profondeur, & les parois de ses quatre côtés vont en se rapprochant vers le fond.

Barres de fer quarrées sur lesquelles on pose le bois pour chauffer le fourneau.

Une chaudiere dont le fond doit se trouver sept pouces au dessus des barres de fer.

Boutons qui retiennent le roulet quand l'ouvrier ne s'en sert pas.

Un canal de communication du fourneau à l'étuve.

Un tuyau par où sort la fumée qui vient du fourneau dans l'étuve.

Une coulisse dans laquelle on fait glisser la tuile pour retenir la chaleur, quand il n'y a plus de fumée à sortir.

Chevillettes attachées aux parois de l'étuve, & auxquelles on attache les formes qui portent les chapeaux.

Une

Une coupe de la foule suivant sa largeur.

Deux bancs pour la foule.

Boutons qui retiennent le roulet quand l'ouvrier le quitte.

Outils nécessaires pour le chapelier pour fouler.

Le roulet; c'est un morceau de bois tourné qui doit avoir 18. ou 20. pouces de long sur 12. ou 14. lignes de diamètre, le milieu étant un peu plus gros que le reste.

Une jatte ou écuelle qui doit tenir environ une pinte de liqueur.

Une brosse: il faut qu'elle soit de poil de sanglier, & ressemble à celle dont on se sert pour frotter les parquets des appartemens.

Une plaque de laiton un peu courbée sur sa longueur dont l'ouvrier se sert pour frapper la corde autour du chapeau quand il est sur la forme, & pour le faire descendre.

Une

Une seconde plaque de laiton droite qui ait le bord amincé, pour égoutter le chapeau, & en faire sortir l'eau & la lie qui y entrent à la foule.

Une pince faite exprès pour enlever les ordures, ou corps étrangers qui se trouvent sur la superficie du chapeau à mesure qu'on le travaille.

Foule du dégorgeage pour égoutter le chapeau avec la piece.

Billot sur lequel on frappe les formes pour les faire entrer dans les chapeaux qu'il assortit.

Seconde brosse pour frotter les chapeaux.

Un puits & un grand cuvier pour faire le lavage des chapeaux après qu'ils ont été tirés de la teinture.

Une claie formée de plusieurs planches pour étendre les chapeaux à mesure qu'ils sont achevés de laver.

Un avaloir; c'est un instrument avec lequel

lequel on presse la corde qui lie le chapeau sur la forme. Le bout a une ré-nure dans laquelle on engage la corde, afin qu'elle ne puisse pas s'échapper.

Une banquette autour de la chaudiere pour mettre les ouvriers à portée de travailler commodément.

Un bloc ou petite table percée à jout au milieu, pour recevoir la tête d'un chapeau qu'on forme d'abord.

Une brosse pour l'appréteur.

Les fers à repasser sur le rechaud long de l'approprieur.

Une pince de l'ejarreuse: c'est un instrument fait pour ôter le poil grossier qui se montre à la surface du feutre &c. &c. & autres petits instrumens & outils qui entrent dans cet art, & qu'il seroit trop long de détailler.

J'ai parcouru plusieurs chapeleries de Naples, & j'ai trouvé qu'il leur man-
quoit un assez grand nombre de ces in-
stru-

strumens: il est vrai, que quelques fabricans y ont suppléé par d'autres qui y ont du rapport; mais ils ne donnent pas la même aisance à l'artiste: souvent même ils le gênent.

Les François & les Anglois sont en quelque façon les seuls en Europe qui ayent perfectionné cette manufacture: toutes les autres nations n'ont fait que les copier; c'est que ces deux Gouvernemens en ont fait une affaire d'Etat. Henri III. Henri IV; Louis XIII; Louis XIV; & Louis XV. ont fixé leurs regards sur cette branche de l'administration. La fabrique des chapeaux en France a des reglemens; c'est à ceux-ci qu'elle doit ses progrès & son accroissement. Les manufactures des chapeaux sont établies dans le Royaume de Naples. Je ne remonterai donc point aux premiers principes de cette manutention; je ne parlerai que du peu de progrès qu'elle a fait:

a fait : indiquer les vices d'un art, c'est les corriger.

Les fabriquans en chapeaux de laine, ne les emploient pas assez menues, ce qui est un défaut.

Le mélange des laines & des poils est une partie essentielle de la chapellerie. Dans la fabrique des autres étoffes, il n'entre pour l'ordinaire qu'une premiere matiere ; celle-ci est presque toujours composée de plusieurs. En général il y a peu de maîtres à Naples qui entendent bien ce mélange, & c'est ce qui rend les chapeaux défectueux. Je n'indiquerai point ici les qualités & quantités qui seroient le point convenable, cela dépend entièrement de l'expérience.

Le castor est celui de tous les poils, que les François & les Anglois emploient avec le plus de soin, & qui demande de ménagement : il sert à fabriquer les chapeaux de la premiere qualité. Les

etran-

étrangers qui fabriquent des castors, n'ont pu encore prendre le niveau avec ces deux nations, & ce ne sera que par des soins & des recherches laborieuses qu'ils se les procureront.

La connoissance des poils ou laines n'est pas la moindre science de cette fabrication, il y en a de plusieurs sortes, mais les maîtres chapeliers ne savent pas faire cette distinction; ils les reçoivent des nations qui possèdent les premières matières, & les employent sans connoissance; de-là vient qu'on voit souvent des chapeaux faits de première laine, qui ne valent pas ceux que les nations sçavantes dans cet art fabriquent avec des laines ordinaires.

La variation continuelle du prix des premières matières qui entrent dans cette manutention, y cause de grandes révolutions, mais elles sont plus sensibles à Naples que dans aucune autre partie

E c de

de l'Europe, parce que les fabriquans ne cherchent point les moyens de se pourvoir à tems pour prévenir les disettes ; ce qui augmente considérablement le prix des chapeaux , & empêche les progrès de la chapellerie nationale. Le premier soin du fabricant doit être l'approvisionnement ; sans cette attention l'industrie qui a des tems de langueur s'affoiblit insensiblement & périt à la fin.

Outre ces premiers vices, il y en a d'autres qui gênent cette manutention & la tiennent dans un état de médiocrité.

Il m'a paru en examinant les chapeaux ordinaires , que les laines qu'on y employe ne sont pas assez dégraissées, inattention, qui peut seule mettre un obstacle général dans cette fabrication.

Toutes les laines & poils qui servent à la construction des chapeaux, contiennent beaucoup de corps étrangers & des saletés dont il faut les purger avant de
les

les employer. J'ai vu quelques unes de ces laines & poils qui fortoient des lavoirs, & j'ai trouvé qu'elles contenoient encore de petites parties de terre & d'excrémens qui avoient échappé aux yeux de ceux qu'on employe à cette premiere manutention.

On n'est pas plus exact à l'épluchage. Il y a même des manufacturiers à Naples qui n'épluchent point; ce qui met les premieres matieres hors d'état d'être bien fabriquées.

Le même vice est dans le triage: ceux qu'on y employe ne séparent gueres que les parties qui sont de différentes couleurs, sans faire attention à celles qui sont plus glaïses, plus rudes, & qui peuvent gâter la douceur & la moelure des bonnes.

Par une expérience connue, on fait que dans le poil qu'on employe dans la chapelerie, il s'en trouve de deux sortes;

E e 2 l'un

l'un propre à l'usage qu'on le destine, & un autre grossier, long & rude, qui ne se feutre pas. Il faut porter beaucoup d'attention à cette séparation, & c'est celle-ci qui est assez négligée dans quelques chapeleries de Naples : aussi voit-on assez de chapeaux dont les poils longs & rudes paroissent sur la superficie.

Je n'expliquerai point ici comment se fait cette séparation ; comme elle est en usage dans quelques fabriques de Naples, on la connoît ; je dis seulement qu'elle n'est pas assez généralement employée.

Il seroit inutile de prescrire des règles aux maîtres chapeliers pour cette partie de leur art qu'on appelle sécréter ; cela dépend trop de l'expérience. Dans les manufactures de Paris & de Londres, chaque fabriquant emploie une manière différente. On a toujours réussi lorsque le poil se feutre bien. La

La perfection des arts tient aux plus petites choses; on n'imagineroit pas que la maniere de baguetter les poils peut améliorer cette fabrication; cependant l'expérience le démontre. J'ai observé que quelques maîtres de Naples qui apportent le plus d'attention dans cette main d'œuvre font des meilleurs chapeaux, que ceux qui la négligent.

La méthode qui reussit le mieux aux Anglois & aux François est de baguetter d'abord à part chaque partie qui doit entrer dans le mélange, & ensuite le mélange lui-même. Il ne faut finir de baguetter, que lorsqu'on ne peut plus distinguer les parties les unes des autres.

Le violon est plus propre au mélange que les baguettes; ceux qui ont la moindre teinture de cet art savent qu'il est composé de 16. cordes de huit pieds de longueur, & qui sont attachées par un bout à égales distances les unes des au-

E e 3 tres,

tres, sur un barreau de bois long de deux pieds &c.

Il n'est pas moins important que les matieres mêlées soient bien cardées. Cette manutention est encore bien essentielle dans la chapelerie. Il y a quelques petits vices dans celle de Naples que la moindre attention pourroit corriger : j'ai vu quelques maîtres qui ne different point là-dessus à ceux de Paris : ainsi il suffiroit de récommander aux autres leur exemple.

Une matiere est bien cardée, lorsque son mélange est entierement effacé, & qu'elle est depouillée de tous les corps étrangers qui tiendroient des espaces dans le feutre.

Dans les autres manufactures les artistes suivent des regles qui sont à peu près les mêmes ; mais dans la chapelerie, on n'a pu encore établir d'uniformité : chaque compagnon a presque une
ma-

maniere différente de fabriquer un chapeau; ce qui fait que les maîtres ne peuvent point leur prescrire des loix : cette variété qui excite l'émulation peut produire de bons effets; mais elle est aussi la cause de bien de mauvais. Je crois que si on établissoit des pratiques générales, l'art en deviendroit plus parfait.

L'étoffe d'un chapeau se forme de tant de manieres, qu'il seroit superflu d'indiquer la meilleure: cela dépend du génie de chaque fabricant. A l'égard de la dorure d'un chapeau pour me servir du terme de l'art, elle a des regles moins variables: elle est la même dans toutes les chapeleries: c'est une legere couche de poil d'élite dont on couvre toutes les parties les plus apparentes du chapeau: elle est moins en usage à Naples qu'en France ou en Angleterre, où l'artiste l'employe presque toujours avec

succès; & c'est pour être une des raisons qui fait qu'on leur donne la préférence: ainsi on ne sauroit trop le recommander aux manufactures qui veulent entrer en concurrence avec ces premières fabriques de l'Europe.

On fait aussi des chapeaux à plumets, mais le débit de ceux-ci est si peu considérable qu'il ne vaut pas la peine d'encourager cette manutention: on doit faire pancher l'émulation du côté de la plus grande consommation.

C'est à la foule principalement que se forment les chapeaux. Il s'en faut bien que Naples soit aussi avancée dans cette manutention, que les nations d'où elle l'a prise. Ceux qui transportent les arts en laissent toujours une partie dans les pays de leur naissance. Cette manutention est encore si compliquée, qu'il n'est gueres possible d'établir des regles générales. Elle tient à l'aisance des maîtres
fa-

fabricans: ceux qui ont les moyens se procurent de plus grandes aïssances pour la foule, & le chapeau en est mieux apprêté. Il seroit donc à souhaiter pour l'avancement de cet art, que ceux qui l'exercent jouissent d'un certain bien être.

Après que le chapeau foulé sort de l'étuve, il contient des petites saletés ou bourres dont il faut le purger, les chapeliers étrangers donnent une grande attention à cette préparation, qui sert à celle de la teinture: en général elle est négligée à Naples. On se sert pour l'ordinaire de la pierre ponce. La moindre attention pourroit prévenir les défauts qui naissent de cette négligence.

Celle qui est connue sous le nom de *Rober le chapeau*, auroit besoin aussi de quelque précaution. Cette manutention fait sortir du chapeau un poil court qu'elle rend plus doux. Cette pratique se fait
ordi-

ordinairement avec un morceau de peau de chien de mer, avec lequel on frotte doucement le chapeau. Tout ceci ne regarde que la fabrique des chapeaux fins.

Je ne dis rien des chapeaux rouges, ou qu'on laisse en blanc, car ceux-ci ne forment qu'une petite branche de la chapellerie.

La teinture est l'endroit le plus essentiel de cet art: elle a paru d'une si grande importance au Gouvernement de France qu'elle a établi des loix sur celle-ci. Il faut que le teinturier qui met le chapeau en noir soit maître chapelier; & il est défendu à tout autre teinturier de travailler pour les chapeliers: règlement qui prévient tous les abus qui pourroient naître dans cette dernière manutention.

Cette teinture est divisée en deux branches; les chapeaux de laine ordinaire, & les chapeaux fins de poil. Ceux-ci prennent difficilement la teinture; les premiers

miers sont d'abord teints: cela vient des différentes préparations, & de la qualité des premières matières.

Le teinturier ne se borne pas à mettre le chapeau en noir sa manutention est plus étendue: M. l'Abbé Nollet qui est entré dans tous les détails de cet art, distingue ses opérations par les dénominations suivantes: *assortir, dégorger, teindre, laver à froid & à chaud, sécher à l'étuve & lustrer*. Il s'en faut encore ici beaucoup que toutes ces préparations soient aussi parfaites dans la chapellerie de Naples que dans les autres fabriques de l'Europe: les maîtres y suivent des pratiques arbitraires, & se conforment à des usages qu'ils ont reçu de ceux qui les ont précédés, & les abus sont toujours les mêmes. *L'apprêt, la teinture, & le lustre* des chapeaux ne tient point, ce qui fait donner la préférence à ceux de France & d'Angleterre, où on ne trouve point ces défauts. Mais

Mais ce n'est pas tout à fait à la manutention qu'il faut l'attribuer : ce vice prend sa source dans des causes premières. J'ai vu mettre des chapeaux en noir à Naples & j'ai observé que les drogues que les teinturiers employent manquent presque toujours par la qualité & souvent par la quantité.

La pratique ordinaire pour teindre 300. chapeaux demi fins en France & en Angleterre est celle-ci : je l'emprunte de M. l'abbé Nollet parce qu'il a suivi par gradation toutes les manutentions de cet art.

„ On met 36. voyes d'eau claire dans
„ une chaudiere, ce qui fait 4. muids
„ & demi d'eau mesure de Paris, ou
„ trente six pieds de cube. On préfère
„ l'eau de la riviere à celle de puits ;
„ mais le choix de l'une & de l'autre
„ ne tire pas beaucoup à conséquence.
„ Tandis que l'eau est encore froide, on
„ y jet-

„ y jette une partie des drogues qui doi-
„ vent composer la teinture, savoir, 12.
„ livres de bois de campege, communé-
„ ment nommé bois d'Inde, haché en pe-
„ tits coupeaux, 8. livres de gomme
„ provenant des pruniers, des arbricots
„ &c. connue sous le nom de gomme
„ du pays, & 16. livres de noix de gal-
„ les concassées; on fait bouillir le tout
„ pendant deux heures & demi, ayant
„ soin de remuer de tems en tems ces
„ drogues avec un bâton, à mesure qu'el-
„ les tombent au fond de la chaudiere:
„ alors on ralentit le feu pour faire ces-
„ ser le bouillon, & l'on ajoute 7. li-
„ vres de verd de gris, ou verdet, &
„ 12. livres de vitriol de mars, connu
„ chez les teinturiers sous le nom de
„ couperose: on remue le tout, & quel-
„ ques momens après on commence à
„ mettre les chapeaux dans la chaudiere.
Il y a ensuite les rafraichissemens à la
tein-

teinture qui sont expliqués à la suite qui consistent en 6. livres de verdet; & 8. livres de couperose pour 300. chapeaux demi fins; car pour les chapeaux ordinaires les doses & les qualités sont différentes.

Le lavage des chapeaux au sortir de la teinture est très-essentiel: cette manutention contribue beaucoup à leur beauté; il faut les laver à plusieurs reprises, & à différentes eaux pour enlever les parties grossières & surabondantes de la teinture. La plupart des maîtres napolitains négligent cette pratique: aussi rien de plus ordinaire que de voir des chapeaux qui noircissent les mains, & qui par-là perdent une partie de leur teinture.

La dernière opération pour achever un chapeau est celle que lui donne l'appréteur: cet art qui lui donne le lustre décide beaucoup l'acheteur à donner la
pré-

préférence à une fabrique sur une autre : les François & les Anglois qui l'ont perfectionnée l'emportent sur les autres nations , & arrêtent les progrès des manufactures étrangères : ce n'est qu'en les imitant dans toutes les différentes branches de ces manutentions qu'on pourra entrer en concurrence avec eux.

C H A P I T R E X L I X .

*Vices qui se trouvent dans les manufactures
des draps.*

P Our bien fabriquer un drap, il faut que le dégraissage de la laine soit parfait. Cette première manutention est le fondement de toutes les autres. En Espagne on lave les moutons avant de les tondre. Cette méthode est la meilleure. Les toisons en sont plus nettes, & moins chargées de suif au second lavage.

Jc

Je me suis porté sur les lieux où sont établies les manufactures dans le Royaume de Naples: j'ai vu quelques laines au sortir du premier lavage: elles n'étoient pas assez purgées de furge.

Il est impossible de bien fabriquer une étoffe de laine, lorsque la première matière n'est point dépouillée de cette crasse visqueuse.

Au sortir du lavage, on expose les laines au soleil. Dans les bonnes manufactures étrangères, on les fait sécher à l'ombre. Cette opération est plus longue, mais elle est plus sûre.

Dans le lavage des laines, les manufactures qui ne peuvent pas se passer des rayons du soleil, sont quelquefois des mois entiers dans l'hyver sans pouvoir laver leurs laines; ce qui arrête les opérations de la fabrique & croise les bras à un grand nombre d'artistes.

Le choix des eaux est également essentiel.

riel. Les expériences que j'ai faites là dessus m'ont persuadé qu'il faut des connoissances dans cette premiere manutention. J'ai lavé quelques échantillons des laines dans des eaux crues, & ce lavage n'a pas réussi. Les eaux claires & douces sont les meilleures. Il faut éviter qu'elles soient extrêmement froides. Les manufactures du Royaume de Naples ne mettent aucune différence entre les laines qui doivent servir à fabriquer des draps teints en laine, ou celles des draps en couleur, distinction néanmoins essentielle & dont le défaut de connoissance arrête les progrès de cette manutention. Pour cette premiere qualité de drap, il faut que la laine ait plus de corps pour résister à la premiere teinture.

Je ne parlerai point du dégraissage de la laine; car il y a cette différence entre le lavage & le dégraissage, que l'un ne sert que de préparation à l'autre.

F f

Les

Les méthodes sont différentes dans les différens pays. La plus générale est celle d'employer l'urine; c'est-à-dire de plonger la laine dans un bain rempli d'eau ordinaire, où il y ait un huitième d'urine. Souvent cette quantité ne suffit pas, alors il faut que l'expérience supplée à ce qui y manque. Il seroit inutile de détailler ici toutes les petites pratiques qui entrent dans cette manutention. Il est moins question ici d'enseigner la méthode de fabriquer un drap, que d'indiquer les vices de cette fabrication.

La manière de battre les laines après le lavage, est à peu près la même dans tous les pays. Je n'ai connu aucune différence dans les manufactures du Royaume de Naples, à ce qui se pratique là-dessus dans celles de France, Hollande ou d'Angleterre. J'ai seulement trouvé quelques claies trop larges; ce qui est

un

un défaut, mais il s'en faut beaucoup que le cardage des laines soit aussi parfait dans ce Royaume que dans les grandes manufactures des autres Etats de l'Europe ; cependant sans cette main d'œuvre, il est impossible que le manufacturier réussisse. Le bon cardage fait que le fileur ou la fileuse trouvent beaucoup de facilité à unir le fil. Pour bien carder les laines, il faut avoir de bonnes cardes, & je ne vois pas que celles dont on se sert à Naples soient aussi parfaites que celles dont on se sert dans les manufactures des nations industrieuses, sur-tout dans celles de Hollande, mais le défaut vient moins des cardes que des cardeurs. Quelques uns n'huilent pas assez les laines. Dans les manufactures de France & d'Angleterre, le fabricant met une livre d'huile d'olive sur quatre livres de laine pour les draps fins ; on en met deux onces de moins dans les

laines qu'on employe pour les draps ordinaires. Je n'ai pas été témoin à la dose que le manufacturier Napolitain met à chaque livre de laine; mais à l'inspection de quelques écheyaux, il m'a paru qu'il étoit trop économe, & qu'il n'employoit pas la véritable dose d'huile.

Il en faut la moitié moins pour les chaînes des draps que pour les trames: c'est que les premières devant être imbibées de colle, la même quantité les empêcheroit d'en prendre la dose de force nécessaire pour résister au tisseran,

Les draps fins & mélangés ont une manutention de plus, que les draps unis ordinaires; on ne parlera donc point de celles-ci, puisque ces manufactures ne sont pas établies dans le Royaume de Naples. Mais l'ourdissage étant commun à toutes sortes de drap, j'en dirai quelque chose. Dans toute sorte d'étoffes les chaînes doivent être plus fortes que les

tra-

trames; mais dans les manufactures Napolitaines on excède cette proportion: en général elles le font trop, ce qui est un vice dans la toile du drap, auquel les autres perfections dans le reste de la fabrique ne peuvent pas remédier.

Le bon dévidage est aussi d'une grande utilité. Il varie chez les différentes nations, mais toutes s'accordent à donner un contour fixé au tour qu'on dévide. A Naples il varie beaucoup, & c'est un autre défaut dans cette partie de la manutention du drap.

Le bobinage est par tout le même, mais il n'en est pas ainsi de l'ourdissage; les portées d'un drap ne sont pas composées du même nombre des fils; cela dépend de la qualité des laines.

Dans les draps fins en France, on met quarante fils dans chaque portée; on en met moins dans les ordinaires: on ne peut point établir des règles certai-

nes là-dessus. Le génie du manufacturier doit y suppléer; mais s'il entend sa profession, il n'épargnera point les laines dans les chaînes ni dans les trames, Ici l'économie est un vice auquel l'art ne peut point remédier. Ce défaut se trouve dans presque tous les draps Napolitains.

Tous les instrumens qui entrent dans la manutention de la draperie sont connus dans ce Royaume; mais j'en ai trouvé quelques uns de très-imparfaits; ce qui rend défectueuse cette fabrique : vice qui ne peut être corrigé que par l'attention à les rendre conformes à ceux des nations qui se sont le plus distinguées dans la draperie.

Le tissage est la manutention la plus difficile de cet art; il s'en faut bien qu'il soit parfait à Naples; presque toutes les toiles des draps que j'ai vu sont désunies & mal tissées. Cela vient en partie des

mé-

métiers, & en partie de la main du tisseran: quelques unes n'étoient pas assez battues, d'autres l'étoient trop; il faut un point fixe; tout ce qui passe au delà, ou reste en deça est défectueux. Une toile trop battue donnera un drap trop roide, celle qui ne l'est pas assez en donnera un trop lache. Il en résultera encore d'autres inconveniens tant pour la largeur que pour la longueur.

Les bons tisserans ont une grande attention de monter la chaîne ferme. Ils ne laissent passer aucun fil sans le remplacer. Ceux du Royaume de Naples les laissent courir, ce qui rend le drap défuni.

La foulerie a également des vices: c'est néanmoins la manutention où il faut apporter le plus d'attention, parce qu'un drap qui ne vient pas bien au foulon ne sauroit jamais acquérir le degré de perfection qui lui convient: c'est l'art le

plus compliqué de la draperie. Toutes les autres parties sont vicieuses lorsque celle-ci est defectueuse.

On peut regarder le foulage d'un drap comme le réparateur de tous les vices presque inévitables dans cette suite des manutentions qui se succèdent depuis le lavage des laines; jusques à la dernière main d'œuvre de la toile. Le drap acquiert au foulon une consistance qu'aucune autre partie de l'art ne peut lui donner.

On fait par une pratique commune que le drap au foulage se retire de la moitié, ou à peu près sur sa largeur, & d'un tiers sur sa longueur. Cette proportion n'est pas assez observée dans les manufactures de Naples: on ne les laisse pas assez au foulon. Il y a des laines qui rentrent plus que d'autres, & si le foulonnier ne fait pas les distinguer, il ne sera pas en état de donner au drap
une

une longueur & une largeur convenable.

Le filage dont nous avons parlé auparavant peut produire le même effet; mais il faut que le manufacturier principal guide l'opération du moulin; car le foulonier n'est gueres en état de calculer sa main d'œuvre sur la première matiere, & les différens degrés de perfection qu'elle a acquise avant qu'elle soit parvenue jusqu'à lui. Les manufacturiers Napolitains se négligent trop là-dessus: ils conduisent les draps jusqu'au foulon, & les abandonnent ensuite à la discretion du foulonier.

Il y a plusieurs manieres de fouler les draps: chaque manufacture a la sienne; mais elles s'accordent toutes à ne pas beaucoup rétrécir les draps ou à les laisser trop laches.

Les manufactures qui sont à portée d'avoir de la terre glaise, l'emportent d'abord par l'économie, & parce qu'il

est plus aisé de s'en procurer, mais quoiqu'on vante beaucoup cette terre, & que les Anglois prétendent qu'on doit la préférer à tout autre ingredient; il est reconnu que le savon est plus propre au foulage, & que les fouloneries qui l'emploient réussissent mieux. La terre a cet inconvenient que pour peu qu'elle participe du gravier, elle déchire la toile du drap. Il est vrai qu'on a imaginé plusieurs moyens pour la purger de celui-ci; comme de la faire fondre dans des cuves remplies d'eau pour en former une espece de pâte; mais cette méthode qui est usitée par la plupart des fouloniers n'est pas sûre.

Les draps sur-tout qu'on destine pour les uniformes blancs, bleus, ou écarlates doivent être foulés au savon. Dans plusieurs fabriques, on employe l'urine, ce qui épargne le dégraissage; car le drap alors se foule & se dégraisse en même
tems

tems; mais cette méthode n'est pas usitée dans les bonnes manufactures. Dans celle de Monf. Julienne où il se fabrique de très-beaux draps, on ne se sert que du savon; ce qui me détermineroit à croire qu'il vaut mieux en faire usage que de l'urine. Dans les arts l'expérience doit l'emporter sur la théorie.

On doit sur la fin du foulage faire usage des crotins de mouton; mais il faut adoucir ce qu'ils ont d'astringent avec de l'huile, sans quoi ils resserreroient trop le drap. J'ai visité quelques moulins & foulons du Royaume de Naples & j'ai trouvé qu'ils diffèrent dans plusieurs chefs des autres de l'Europe; mais il faudroit peu de chose pour redresser les maîtres fouloniers & les instruire dans cet art.

Je me suis apperçu qu'on ne dégraisse pas assez les draps avant de les appliquer au foulon.

Si

Si la toile n'est pas bien purgée de l'huile qu'on a employé pour la travailler, le meilleur foulonage ne sert qu'à donner des nouvelles imperfections au drap.

La pratique là-dessus dans le Royaume de Naples ne diffère de celle d'Angleterre & de France qu'en ce qu'on ne laisse pas assez tremper les draps dans l'eau courante avant de les appliquer au moulin. La quantité des jours qu'ils doivent **y** rester dépend de la qualité de l'huile & de celle de la colle: ainsi on ne peut point indiquer de tems fixe. L'expérience seule peut apprendre au manufacturier le moment qu'il faut sortir de l'eau; c'est à dire lorsqu'il est parfaitement dégraissé.

On n'a pas d'autre méthode dans les bonnes manufactures pour savoir si le foulage est bon, que de presser avec le doigt un des plis du drap: si la liqueur qui en sort forme une espèce de crème, l'opé-

L'opération du moulin a fait son effet; mais si au contraire ce qui en sort n'est qu'une eau pure, il faut continuer le foulage après avoir ajouté du savon. Cette manutention est encore ici différente: dans différens Etats il y a des manufactures où l'on foule à chaud, & d'autres à froid. Si je devois recommander l'une des deux pratiques pour les draps ordinaires, je me déterminerois pour la chaude; elle fortifie le drap & lui donne du corps.

A l'égard des draps superfins la froide vaut mieux, mais la plus grande attention du foulonier doit être d'empêcher de tomber dans le pôt des particules de bois ou de la terre qui pourroient faire des tares à l'étoffe.

Il ne faut pas moins de précaution pour dégraisser un drap lorsqu'il sort du foulon, que lorsqu'il y entre. L'attention doit être la même. Plus la manutention de l'étoffe approche de la fin,

fin, & plus la vigilance doit être grande. J'ai trouvé que cette main d'œuvre à Naples n'est pas conforme à celle qui est en usage dans les provinces de France où il se fait de gros draps; mais il faudroit peu de chose pour la rendre conforme à celle-ci.

Il est impossible de juger si un drap est assez fort pour supporter l'apprêt au sortir du foulon sans passer à la perche: cette opération est la même dans toutes les manufactures; mais les lumières de l'artiste sont différentes. Les véritables manufacturiers apperçoivent des défauts que ceux qui n'ont aucune connoissance ne découvrent point.

L'apparage est une encore des parties les plus essentielles de la draperie: celle-ci a cet avantage sur les autres, qu'elle peut réparer les vices des premières manutentions, ou du moins les cacher de maniere qu'ils ne soient pas apperçus.

Lors-

Lorsqu'un drap est bien apprêté, il décide l'acheteur & lui fait donner la préférence sur celui d'une laine supérieure qui ne l'est pas si bien.

Celui-ci demande un enchaînement de réflexions que les premières manutentions n'exigent pas : l'objet de cette opération est de garnir le drap d'une laine courte & bien fournie : pour cela il faut avoir de bons chardons, & connoître précisément la quantité d'eau qu'il faut pour bien mouiller le drap ; mais avant cela il faut que l'appareur ou pareur connoisse la qualité de la laine dont est formé le drap ; car c'est de cette connoissance que dépendent toutes ses opérations. Dans le Royaume de Naples, l'appareur a souvent fort peu de lumières, il exerce sa profession machinalement : aussi les draps qu'on y fabrique sont très-imparfaits : non seulement il ne couvre point les défauts des premières

ma-

manutentions; mais il en forme lui-même des nouveaux.

La teinture des draps demande des grandes connoissances. Je traiterai cette matière ailleurs, car il est impossible qu'elle entre dans un chapitre.

L'apprêt exige aussi des lumières: il est en quelque façon l'enchanteur de l'art. A Naples en général il est très-vicieux: c'est le grand défaut non seulement des draps, mais de toutes les manufactures. L'étoffe qui a un mauvais apprêt tombe d'abord; ce qui fait donner la préférence aux étrangères, & ruine toutes les fabriques Napolitaines.

Je n'ai pas le tems de tracer ici tous les moyens qui pourroient rétablir les arts dans cette Monarchie. Ces détails demandent un ouvrage à part; je me contenterai dans celui-ci de parler de deux établissemens, qui seuls ont rendu célèbres les manufactures de plusieurs États de l'Europe.

CHA-

C H A P I T R E L.

Accorder des gratifications aux Artistes.

Tous les Princes qui voulurent encourager les arts accordèrent des gratifications aux artistes. Cette méthode est fondée sur la connoissance du cœur humain, dont l'intérêt met tous les efforts en mouvement.

On a déjà vu que la France se servit de ce moyen pour exciter l'émulation, & qu'elle y réussit parfaitement. Louis XIV. non seulement accordoit des gratifications à ceux de ses sujets qui se distinguoient dans quelque genre d'industrie; mais alloit déterrer ceux des autres Princes pour leur donner des pensions.

Il ne suffit pas d'encourager les arts en général par des récompenses publiques; il faut encore payer chaque pièce de l'industrie particulière. On

On ne doit pas craindre d'appauvrir par-là le gouvernement économique: c'est la seule prodigalité qui enrichit un Etat.

L'industrie est un trésor immense dont on ne peut pas calculer les richesses: plus on dépense pour la faire valoir, plus elle rend.

Outre que les gratifications encouragent les sujets, elles attirent encore les habiles artistes étrangers.

CH A P I T R E L I.

Etablir des Inspecteurs.

DAns les Républiques, on n'a point besoin d'Inspecteurs. L'esprit de patriotisme qui passe jusques dans les arts, se suffit à lui-même. Dans les Monarchies où rien ne supplée aux vices de l'administration, il en faut.

Au renouvellement des arts, la France se trouva très-bien de l'établissement

des

des Inspecteurs. Elle choisit des hommes habiles pour conduire les artistes dans la carrière de l'industrie dont ils ne connoissoient point les routes. Ces Inspecteurs rendoient compte à l'administration du progrès des arts. Le Gouvernement voyoit mouvoir toutes les parties de l'industrie générale; il portoit la main sur celles qui manquoient d'activité, ou dont la célérité dégéneroit en précipitation; car il n'est pas moins important de mettre des bornes aux unes, que défendre les limites aux autres. Comme il n'est pas donné à l'esprit humain d'embrasser tous les détails qui entrent dans l'industrie universelle; ces hommes avoient chacun leur département dans les arts. Pour faciliter les opérations de la main d'œuvre; on avoit divisé l'état économique en plusieurs branches: chaque Inspecteur rendoit compte de ses opérations à un Bureau par-

particulier, chaque Bureau particulier au gouvernement général.

Il ne suffit pas de corriger les Artistes, il faut encore les instruire. Presque toujours ils manquent de ce génie inventif, sans lequel les manufactures restent toujours dans un état de médiocrité.

La main d'œuvre n'a que deux branches générales; le dessein, & l'exécution: le premier tient à l'esprit; le second n'est que le mécanisme de l'art. Pour l'un, il faut du génie; pour l'autre il suffit d'avoir des bras.

Un semblable établissement dans le Royaume de Naples contribueroit beaucoup à perfectionner les Arts. L'Estat y trouveroit les mêmes avantages que la France éprouva.

FIN.

FAUTES A CORRIGER.

pag. 65. lig. 2. qu'il avoit *lisez* qu'elle
avoit.

pag. 119. lig. 7. l'essence *lisez* l'aisance.

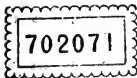
pag. 136. lig. 17. parys *lisez* parés.

pag. 297. lig. 14. les regimens dans des
regimens *lisez* les regi-
mens dans des garni-
sons.

pag. 340. d'Annibales ni de Sci-
pions *lisez* d'Annibals
ni des Scipions.

pag. 343. lig. *penult.* parce qu'ils perdent
moins des choses *lisez*
parce qu'ils représen-
tent moins des choses.

pag. 355. lig. 5. ni les Finances ni les
négocians *lisez* ni les Fi-
nanciers ni les négo-
cians.



B.5.2.344



0 9 7 8 0 2 0 7 1

11





